

By
EWAG.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE
2025 N°198

DOSSIER
A QUOI
MESURE-T-ON
L'EXCELLENCE ?
ZOOM SUR 6 APPLICATIONS
MOBILES NÉES ICI, POUR ICI

CARRIERE

Sébastien Chatelard,
meilleur lunetier de France

CLIMAT

L'enjeu de
la COP30

CIDS 2025

Connecter l'écosystème
d'innovation caribéen

**Jonathan
Mathurin**

Coach Business,
conférencier,
entrepreneur et auteur

**« IL FAUT
ACCEPTER
DE PERDRE
POUR GAGNER
ENSUITE »**





DS AUTOMOBILES
Voyager est un Art



N°4

VOYAGEZ EN FRENCH CLASS

D S SÉRÉNITÉ
JUSQU'À 8^{*} ANS
GARANTIE PREMIUM

La gamme nouveau DS 4 - Consommation mixte WLTP (l/100km) : 0 à 5,3 - Emissions CO2 mixte WLTP (g/km) : 0 à 119.

*8 ans de sérénité ou 160 000 kilomètres : 2 ans de garantie constructeur + 6 ans renouvelé tous les ans après chaque passage en atelier. Valable sur l'ensemble des motorisations : thermique, hybride et électrique. La garantie DS Sérénité couvre les organes essentiels : le moteur, la boîte de vitesses, la transmission.

DS STORE POINTE-À-PITRE : ROUTE DE LA GABARRE - 0590 21 27 33 - DSautomobiles.gp

Pensez à covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer



Faut qu'on se parle

L'an dernier, le soulagement était arrivé le 29 novembre, cette année ce fut le 7 novembre. Depuis 2 ans, au moment de l'étude du PLFSS* à l'Assemblée nationale, les chefs d'entreprise, leurs représentants, nos élus ainsi que tous les citoyens informés observent une épée de Damoclès se hisser au-dessus de leur tête. La loi LODEOM, qui prévoit depuis 2009 une exonération des charges patronales, est mise sur la sellette : 350 millions d'euros d'économie facile d'un côté, une catastrophe économique de l'autre où 12 territoires ultramarins verront fermer les entreprises fragiles. Beaucoup d'entreprises.

L'effet du lobbying, l'effort de pédagogie et le bon sens ont à nouveau payé, permettant aux parlementaires de renoncer au coup de rabot, à 216 voix pour et 1 voix contre. Succès, embrassades, hip hip hip hourra, « et vigilance » précise la Fédération des entreprises des Outre-mer. Celle-ci salue que « le Gouvernement se soit engagé sur une méthode de travail en partenariat qui commencera dès début 2026 », afin de construire une réforme calibrée sur le réel. La peur n'exclut pas le danger, ce sont bien les négociations qui autorisent à le regarder en face, à en dépassionner la portée et à construire des solutions.

Un collectif pousse la démarche un peu loin et organise le 22 novembre, pour la seconde fois dans l'Hexagone et pour la 1re fois en Martinique, une opération baptisée « fautqu'onseparle ». L'idée : et si vous preniez un café pendant 1 h avec quelqu'un qui ne pense pas comme vous ? Une expérience insolite pour travailler sa capacité d'écoute et son esprit critique. Et même peut-être un exercice salutaire à quelques semaines des repas de famille de fin d'année. À bon entendeur.

*Projet de loi de financement de la Sécurité sociale

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles
Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane

éditions



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice de la Diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)
Anouck Talban

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION

Rédacteurs en chef
Mathieu Rached
Floriane Jean-Gilles (0696 36 91 56)

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Sarah Balay - Adeline Louault - Alix Delmas
Sandrine Chopot - Anne de Tarragon
Joséphine Notte - Caroline Bablin
Axelle Donville - Colette Coursaget

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim
Christophe Fidèle - Mathieu Delmer

Photo de couverture
Lou Denim



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane,
Imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de
forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé
à 100% avec des encres respectueuses de
l'environnement et conforme à la norme
imprim'vert.

Ils et elles ont contribué
à ce numéro



Jessica Schwaller
Graphiste



Audrey Barty
directrice de la diffusion



Gwénaëlle Tilly
Directeur artistique



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lottissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

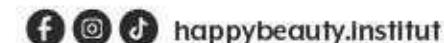
NOUVEAU

SOS TOTAL BEAUTY

LE SOIN POUR SOUFFLER
APRÈS TOUTES LES GALÈRES DE L'ANNÉE



Happy Beauty



RAIZET 0590 28 15 98 JARRY 0590 98 57 53 CAPESTERRE 0590 92 74 63

ABYMES 0590 47 46 34 LAMENTIN 0590 81 18 61 LE MOULE 0590 23 6 306

www.happybeauty.fr

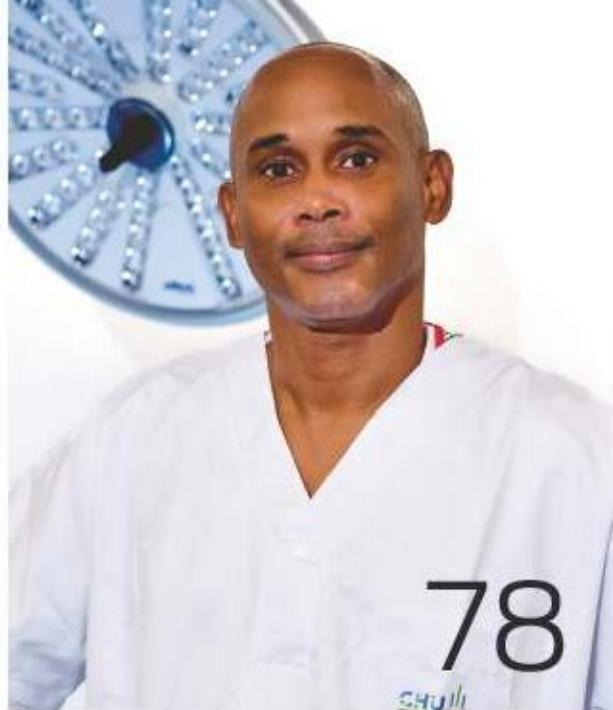


*voir conditions en institut

44



64



À LA UNE

8/ Jonathan Mathurin. Se perdre pour mieux se retrouver et (réussir)

TERRITOIRES

- 12/ COP 30 à Belém :** un rendez-vous inédit
- 14/ Image du mois**
- 16/ Brèves**
- 18/ En chiffres**
- 20/ Thierry Devimeux.** « Par nature, ce qui fonctionne bien ne remonte pas jusqu'à moi »
- 24/ DGOM.** Jouer cartes sur table
- 26/ I-Nova.** Booster l'innovation caribéenne
- 28/ 10 métiers d'avenir qui changent la donne en Guadeloupe**
- 32/ UDE-MEDEF.** Jeunes entrepreneurs en réseau
- 34/ MPI Guadeloupe.** Les industries locales au cœur des transitions

36/ IGUAVIE. Le porc guadeloupéen se réinvente

- 40/ BTPR.** Quand BTP rime avec solidarité
- 44/ "Que cherchez-vous ?"** Quand l'expérience fait compétence

ENTREPRISES

- 46/ Carrière d'Ultramarin.** Combler un gap
- 48/ UDE-MEDEF.** Changer de regard, changer de destin
- 50/ Diot-Siaci Outre-Mer.** Restaurer les conditions de l'assurabilité des territoires ultramarins !
- 52/ SIG.** Plein feu sur la rénovation urbaine
- 54/ Filao Ingénieurs Conseils.** Un défi, deux solutions : ingénierie et formation
- 56/ CANAL+.** CaribbeanConnect, un projet structurant pour l'avenir des Antilles
- 60/ FB Telecom.** Dix ans de collaboration et de défis

DOSSIER

- // À quoi mesure-t-on l'excellence ?**
- 62/ Dossier de la rédaction**
- 78/ CHUG.** Transplantation rénale : l'expertise guadeloupéenne
- 80/ Harmonia.** Redonner du sens, de la mémoire, de la douceur
- 82/ CRESS.** Un modèle d'avenir !
- 84/ Coalys.** Expert en rénovation patrimoniale
- 86/ Sébastien Châtelard.** L'excellence guadeloupéenne
- 88/ Madame Kame.** Plus qu'un restaurant, créer une destination !
- 90/ Chocolats d'Anne-Solène.** La douceur de l'enfance retrouvée

EXPERTISE

- 92/ Bonfilon.info.** Et si vous deveniez référent handicap de votre boîte ?
- 94/ APEC.** Comment s'adapter aux mutations du marché des cadres ?
- 96/ Zéro papier, zéro retard :** place à la facture électronique

LIFESTYLE

- 98/ La culture sociale et solidaire**
- 100/ Ville de Basse-Terre.** Felwine Sarr : invitation au voyage
- 101/ Instant déco**
- 102/ 45 minutes (ou presque) pour mieux comprendre... la « taxe Zucman » ?**
- 103/ Ewag buzz :** ce qu'il ne fallait pas louper
- 104/ Soirée d'inauguration du Restaurant Mme Kame**

SE PERDRE POUR MIEUX SE RETROUVER (ET RÉUSSIR)

Serial entrepreneur, coach, conférencier et auteur, **Jonathan Mathurin** transforme ses épreuves en moteur de succès et accompagne entrepreneurs et particuliers vers la résilience et la prospérité.

Rencontre.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

En quoi les épreuves de la vie vous ont-elles permis de devenir cet entrepreneur à succès que rien ne semble arrêter ?

Mes épreuves ont été ma plus grande école. La perte de ma mère, mes années difficiles au Canada, mes débuts très compliqués en Guadeloupe avec mon centre de formation... Tout cela m'a appris la résilience, la patience, la discipline. Quand vous traversez des moments de grande solitude, où tout est contre vous – pression financière, locaux vandalisés, stress administratif –, vous découvrez votre capacité à vous relever et surtout à garder la foi coûte que coûte. Ces expériences m'ont rendu plus mûr, plus déterminé et m'ont permis d'acquérir cet esprit entrepreneurial que rien ne peut arrêter aujourd'hui. Je sais que chaque obstacle surmonté a construit la personne, le coach et l'entrepreneur que je suis devenu.

Votre centre de formation, FCC (Format Coach Consulting), a plus de dix ans aujourd'hui. Vous êtes passé du développement personnel à la gestion financière et l'investissement. Pourquoi ce changement ?

Mes premières années étaient centrées, en effet, sur le développement personnel : mindset (état d'esprit), confiance en soi, dépassement des peurs... Mais je savais qu'une part de moi, mon esprit entrepreneurial et ma passion pour l'investissement, n'étaient pas nourrie. Il fallait que me sente pleinement épanoui dans ma zone d'excellence et que je me positionne clairement, quitte à perdre ma communauté sur les réseaux sociaux. La cryptomonnaie, les investissements, gérer ses finances... C'est aussi mon domaine. Ce virage a été, je l'avoue assez difficile. J'ai perdu, comme je le craignais, mon audience initiale. J'en ai déçu certains. Mais aujourd'hui, je peux être authentique, enseigner pleinement qui je

suis, en combinant mindset et finance et en offrant des outils concrets pour que les participants deviennent autonomes et prospères. Cette nouvelle activité marche très bien, car l'argent intéresse tout le monde (*rires*). Conclusion : il faut savoir dépasser ses peurs et accepter de perdre pour gagner ensuite.

En quoi l'éducation financière et l'aide à la création d'entreprise ont-elles un impact sur l'écosystème guadeloupéen ?

La Guadeloupe a un fort potentiel entrepreneurial, mais aussi un fort taux de surendettement et de personnes qui dépensent pour le paraître : vêtements, voiture, maison. L'éducation financière permet de transformer cet état d'esprit : on passe de la consommation à l'éducation financière, du « m'as-tu-vu » à l'investissement. Former à la création d'entreprises, c'est donner des compétences concrètes – comptabilité, marketing, management – mais aussi inculquer la discipline et la patience nécessaires pour réussir. Au final, on crée des entrepreneurs capables de générer de la valeur pour eux-mêmes et leur territoire, et l'écosystème local se renforce.

Vous répétez que « faire de l'argent, c'est simple, mais ce n'est pas facile ». C'est-à-dire ?

Les concepts sont simples : miser sur des actifs rentables, structurer ses comptes, acheter des cryptomonnaies ou investir en Bourse. Mais ce qui est difficile, c'est de passer à l'action. Mettre la main à la poche, prendre des risques. Il faut affronter ses peurs et savoir gérer ses émotions. Beaucoup comprennent la marche à suivre, mais ne l'appliquent pas. L'argent n'est pas un mystère : il est simple dans son concept, mais difficile à maîtriser dans la pratique, parce qu'il nous met face à nous-mêmes, à nos croyances et à notre discipline.

Foi, épreuves et renaissance

Né en banlieue parisienne, Jonathan Mathurin, 45 ans, arrive en Guadeloupe à l'âge de 15 ans, déraciné et en quête d'identité. Trois ans plus tard, bac en poche, il s'envole pour Londres, apprend l'anglais, découvre la liberté, l'entrepreneuriat et le développement personnel.

De retour en Guadeloupe, il entame un DUT en techniques de commercialisation. Mais la perte de sa mère bouleverse tout. Il part alors au Canada, traverse des zones d'ombre avant de trouver refuge dans la spiritualité. De retour en France, ses compétences et son goût pour le travail le propulsent dans la vie active. Il gravit les échelons dans la téléphonie jusqu'à devenir manager en à

peine six mois. Puis, une formation en leadership agit comme un déclencheur : il veut transmettre. C'est son chemin de vie. Et la Guadeloupe, sa destination. C'est donc en 2013 qu'il tente sa chance au pays pour vivre du métier de coach. Il fonde rapidement son centre de formation Format Coach Consulting (FCC). Les débuts sont chaotiques – locaux vandalisés, dettes, isolement – mais il tient bon. Dix ans plus tard, son entreprise incarne sa résilience : un lieu né de la douleur, de la foi et d'une certitude, celle qu'on peut toujours se relever.



« Quand vous traversez des moments de grande solitude, où tout est contre vous, vous découvrez votre capacité à vous relever et surtout à garder la foi coûte que coûte »

Jonathan Mathurin, coach, conférencier, entrepreneur et auteur



Le coaching est votre passion, mais vous multipliez les projets. Quelles autres entreprises ou activités dirigez-vous aujourd'hui ?

Je suis un serial entrepreneur. En plus de FCC, je représente SumUp aux Antilles depuis 2016. Une solution de paiement mobile destinée aux commerçants indépendants et aux petites entreprises. Je gère également une marque de vêtements (Upgrade), une société de compléments alimentaires et une entreprise de nettoyage industriel. Tous ces projets sont liés : ils génèrent un impact, permettent à d'autres entrepreneurs de s'épanouir et me permettent de transmettre les méthodes qui fonctionnent. Pour moi, entreprendre et coacher vont de pair : l'un nourrit l'autre et chacun de mes projets est pensé pour créer de la valeur et inspirer autour de moi. Malgré tout, les problèmes et les difficultés continuent d'exister. La douleur est inévitable, chacun en fait l'expérience à sa manière. Certains la dépassent et en sortent renforcés, d'autres restent bloqués et abandonnent. C'est ce dépassement de la douleur, qui est, selon moi, le véritable secret du succès. À force de traverser les obstacles, on apprend à y faire face plus facilement. On gagne en patience, en calme et on reste aligné sur sa vision malgré les imprévus.

« L'argent n'est pas un mystère : il est simple dans le concept, mais difficile à maîtriser dans la pratique, parce qu'il nous met face à nous-mêmes, à nos croyances et à notre discipline »

Jonathan Mathurin, coach, conférencier, entrepreneur et auteur

L'art de se former pour changer de vie

FCC PRO accompagne, via plusieurs formations, celles et ceux qui veulent reprendre leur destin en main : mieux gérer leur argent, entreprendre, investir, se développer et s'entourer d'un réseau inspirant.

- **Formation « 24h pour révolutionner tes finances »** : se former pour reprendre le contrôle de ses finances, apprendre à investir intelligemment et faire fructifier son argent. Au programme : outils concrets, conseils d'experts et surtout un vrai déclic mental pour passer de la survie à la prospérité.

- **Formation en cryptomonnaie (débutant)** : immersion accessible et claire pour comprendre

les rouages du Bitcoin, de la blockchain et des autres cryptomonnaies. Objectifs : apprendre à investir sereinement dans ce nouveau monde, en évitant les pièges et en saisissant les bonnes opportunités.

- **Formation en création d'entreprise « De l'idée à l'empire »**: pendant deux jours intenses, FCC aide les futurs entrepreneurs à structurer leur projet, à poser les bases juridiques et financières et notamment à construire une stratégie solide.

- **Formation Master Coach pour devenir coach professionnel certifié** : apprendre à accompagner, motiver et révéler le potentiel des autres tout en construisant sa propre activité. Un programme complet pour faire de sa passion un vrai métier.



Disponible en librairie (CULTURA), sur Amazon, au centre de formation FCC et sur www.jonathanmathurin.com

Raconter pour inspirer

Jonathan Mathurin publie *Le chef-d'œuvre qui est en toi* en deux volets. Le premier, en 2018, *Comment devenir la meilleure version*

de toi-même afin de créer le succès dans ta vie et le second, en 2023, *De dealer à leader*. Un projet né d'un besoin viscéral : raconter son histoire. Montrer que derrière la réussite, se cachent les épreuves, les doutes et la douleur. L'idée lui vient lors d'une formation à Miami sur la prise de parole en public, quand son mentor affirme que « le monde irait mieux s'il y avait davantage de personnes prêtes à partager leur success-story ». Cette phrase agit comme un déclic. Longtemps, il a caché son passé, particulièrement ses erreurs de jeunesse au Canada. Écrire devient donc une forme de libération. Via son récit, il veut montrer que le succès laisse des cicatrices. Il n'efface ni les épreuves, ni les failles, mais qu'il en est le fruit. Son message est clair : le plus important n'est pas la destination, mais le chemin, aussi chaotique soit-il. Le livre trouve un large écho, touchant un public très divers : des mères l'offrent à leurs enfants, des détenus s'y reconnaissent, etc.



Centre de formation business FCC
Impasse Georges Claude
Baie-Mahault
05 90 328 215

contact@fccpro.fr
www.fccpro.fr
Facebook : [jonathanmathurin08](https://www.facebook.com/jonathanmathurin08)
Instagram : [jonathanmathurin.coach](https://www.instagram.com/jonathanmathurin.coach)

COP 30 À BELÉM : UN RENDEZ-VOUS INÉDIT

Du 10 au 21 novembre, Belém, au cœur de l'Amazonie brésilienne accueille la 30^e Conférence des Nations unies sur le climat (COP 30). Une édition singulière par son lieu et ses enjeux, qui résonne particulièrement pour les territoires ultramarins, notamment la Guyane.

Texte Sarah Balay

Un programme dense et ambitieux

- **10 et 11 novembre** : adaptation, villes, infrastructures, eau, déchets, gouvernements locaux, bioéconomie, économie circulaire, science, technologie et intelligence artificielle.
- **12 et 13** : santé, emploi, éducation, culture, justice et droits de l'homme, intégrité de l'information, travailleurs.
- **14 et 15** : transformation des systèmes dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, des transports, du commerce, de la finance, des marchés carbone et des gaz non-CO₂.
- **17 et 18** : gestion planétaire (forêts, océans, biodiversité) et communautaire (peuples autochtones, communautés locales et traditionnelles), enfants et jeunes.
- **19 et 20** : alimentation, agriculture et pêche.
- **21** : finalisation des négociations.

(Source : écologie.gouv.fr)

Un lieu emblématique : l'Amazonie

Pour la première fois, ce grand rendez-vous mondial autour du climat aura lieu dans la plus vaste forêt tropicale du globe. En effet, Belém est une ville de près de 1,5 million d'habitants se trouvant dans l'estuaire des fleuves Tocantins et Pará, aux portes de la forêt amazonienne. Un choix qui symbolise la lutte contre la déforestation (hausse alarmante de 9,1 % entre août 2024 et mai 2025, selon l'Institut national de recherches spatiales), la perte de biodiversité et le dérèglement climatique. Objectif : orienter les débats vers les problématiques du Sud global et replacer le poumon vert de la planète au centre des discussions.

La place renforcée des peuples autochtones

Selon World Wildlife Fund (Fonds mondial pour la nature), malgré leur faible poids démographique (moins de 5 % de la population mondiale), les peuples autochtones habitent ou gèrent près de 80 % des écorégions terrestres de la planète. Pourtant, la persistance des violations de leurs droits fonciers demeure l'un des facteurs majeurs des crises écologiques actuelles et futures. D'après le média We Demain, la présence inédite de 3 000 représentants autochtones – amérindiens, bushinengués et autres – à Belém traduit une volonté d'associer ces communautés aux négociations officielles et de les reconnaître comme des acteurs essentiels de la gouvernance climatique.

L'heure du bilan des Accords de Paris

La COP 30 est l'occasion de faire un point d'étape dix ans après les Accords de Paris (COP 21). Depuis 2015, chaque pays est tenu de présenter, tous les cinq ans, une feuille de route climatique précisant sa stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'objectif commun : contenir le réchauffement climatique planétaire en dessous du seuil critique. Dans ce domaine, les pays sont loin

d'être tous de bons élèves. « Le grand enjeu à Belém est donc de voir comment les États répondent collectivement et politiquement à ce fossé d'ambitions. Autrement dit, comment les dirigeants du monde entier comptent-ils réduire l'écart entre leurs promesses actuelles et la nécessité de limiter au maximum le réchauffement sous la barre des 1,5°C ? », précise, à France 24, Gaïa Febvre, responsable des politiques internationales au Réseau action climat.

Un tournant décisif pour l'action et la gouvernance climatiques

La COP 30 ne se limite pas à dresser un bilan ou à fixer de nouveaux objectifs : elle marque une évolution dans la manière de concevoir l'action climatique. En réunissant États, peuples autochtones, collectivités, entreprises et organisations citoyennes, Belém incarne l'émergence d'une gouvernance plus horizontale, où les solutions viennent aussi du terrain. La lutte contre le réchauffement climatique n'est plus seulement l'affaire des gouvernements, mais celle de tous les acteurs capables d'agir localement tout en pensant globalement.

L'Outre-mer en mouvement

En amont de l'événement, certains territoires ultramarins se sont mobilisés en vue de faire entendre leurs voix à Belém. En Guyane, l'université a multiplié les échanges scientifiques et citoyens autour des enjeux amazoniens, tandis qu'une délégation antillo-guyanaise d'architectes a préparé un plaidoyer sur le rôle de la conception durable face au changement climatique. L'Île Maurice entend, quant à elle, défendre la cause des petits États insulaires en développement, réclamant un financement climatique plus équitable et des mesures adaptées à leur vulnérabilité. Ces initiatives témoignent de l'engagement des outre-mer, souvent en première ligne face aux impacts du réchauffement, et de leur volonté de contribuer activement aux solutions globales.

TERROIRES



BELÉM CLIMATE SUMMIT
BRASIL COP30 AMAZÔNIA

ÊTRE
À L'HEURE

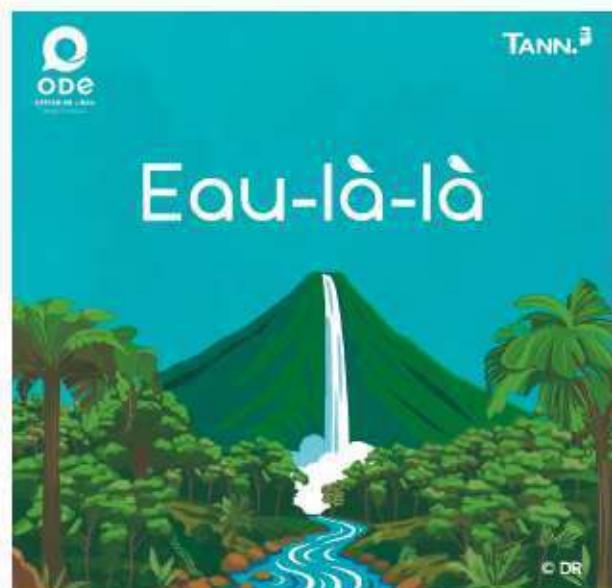


Que se demande le président brésilien en regardant sa montre le 6 novembre 2025 ? Indique-t-elle la bonne heure, dans un pays qui compte 4 fuseaux horaires ? À quelle heure arrive Antonio (Antonio Gutiérrez, secrétaire général de l'ONU) ? Est-il encore temps pour sauver l'esprit et l'ambition des accords de Paris sur le climat ? Pour sauver les peuples autochtones, la forêt amazonienne ? Pour ramener les États-Unis de Trump à la table ? Pour trouver un logement abordable pour les 170 délégations d'Etats qui arrivent à Belém pour la COP 30 ? Ou pour autoriser l'exploration de pétrole en mer afin de financer la transition climatique (comme le Brésil le fit il y quelques semaines) ? Les questions qui traversent Lula, sur l'estrade de la COP30 sont sans doute plus nombreuses encore. Les réponses, à l'issue des 10 jours de négociations, tiendront en un délicat choix de mots, de pourcentages et de poignées de main pleines d'espoir. Sans doute faudrait-il aussi des engagements aussi précis qu'une montre suisse. M.R.

Luiz Inácio Lula da Silva s'apprête à accueillir le secrétaire général de l'ONU António Gutiérrez, le 6 novembre 2025, 4 jours avant l'ouverture de la COP 30.

Photo : © UN Climate Change - Kiara Worth

1,3 MILLION D'EUROS
MONTANT MOBILISÉ PAR LE PROGRAMME NATIONAL ACTEE (ACTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES POUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE), DESTINÉ À SOUTENIR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS EN GUADELOUPE.



MARTINIQUE L'eau, comme vous ne l'avez jamais entendue

L'Office de l'eau Martinique lance Eau-là-là, un podcast qui explore le cycle de l'eau et les enjeux de sa gestion sur le territoire. En huit épisodes de 10 minutes, diffusés deux fois par mois, experts et scientifiques expliquent de manière simple d'où vient l'eau que nous buvons, comment elle circule et pourquoi sa préservation est essentielle face au changement climatique.



GUADELOUPE La Guadeloupe au cœur de Paris

La maison de la Guadeloupe à Paris, récemment inaugurée par le conseil départemental, est pensée comme une interface entre la Guadeloupe, l'Hexagone, les autres territoires ultramarins et le reste du monde. Située rue de Sèvres dans le 7^e arrondissement, elle réunit un espace de coworking, une salle de réunion modulable et des bureaux pour les porteurs de projets. Ce lieu d'échanges et de synergies accueille aussi le réseau GeeN « La Guadeloupe est en nous », destiné à valoriser les initiatives guadeloupéennes et renforcer les liens avec l'archipel.



BRÉSIL RENDEZ-VOUS MONDIAL POUR LE CLIMAT

La COP30 se tient du 10 au 21 novembre 2025, à Belém, au cœur de l'Amazonie brésilienne. Cette 30^e conférence des Nations Unies réunit plus de 190 pays (dont des chefs d'État), des scientifiques, des ONG (organisations non gouvernementales), des chefs d'entreprise, des universitaires et des représentants de la société civile. Objectif : discuter de la lutte contre le réchauffement climatique, de la transition énergétique et de la préservation des écosystèmes.

CARAÏBES LA DOMINIQUE BUTINE L'OR

Les apiculteurs dominiquais ont remporté dix médailles au concours du miel de l'OECS 2025 (organisation des États de la Caraïbe orientale). La marque *La Vie Miel* de Nathaniel Lovell s'est distinguée avec son miel ambré clair et son miel en morceaux, confirmant la renommée régionale du savoir-faire apicole de la Dominique.



Il a dit

« Nous savons d'où nous venons, et nous savons que chaque génération a le devoir de répondre à sa mission. La nôtre est claire : sortir de l'exécution pour entrer dans l'initiative, refuser l'humiliation d'un système qui décide pour nous et tracer le chemin d'un développement équitable, durable, et profondément ancré dans notre identité. »

Serge Letchimy, président du conseil exécutif de la CTM (collectivité territoriale de Martinique), le 8 octobre 2025 lors du 4^e congrès des élus de Martinique à la suite du vote à l'unanimité de la domiciliation d'un pouvoir normatif autonome.



GUYANE Une maison refuge à l'Oyapock

Un centre d'hébergement d'urgence pour femmes victimes de violences conjugales a ouvert ses portes sur la frontière franco-brésilienne. Portée par les associations ID Santé et DPA Fronteira, cette Maison des femmes de l'Oyapock offre dix places d'accueil et un accompagnement social et juridique pour les victimes et leurs enfants, dans une région où le respect des droits des femmes reste fragile.



EUROPE EMPLOI ET HANDICAP : VERS UNE ÉGALITÉ DES CHANCES ?

On ne change pas une équipe qui gagne. La Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH) est reconduite en 2025 pour sa 28^e édition (du 18 au 24 novembre) autour du thème « Handicap et parcours professionnel : comment assurer une vraie égalité des chances ? ». De nombreux événements et actions concrètes sont organisés partout dans l'Hexagone et dans les DOM.

LA SANTÉ MENTALE des jeunes

43 % des jeunes ultramarins se déclarent insatisfaits des services essentiels*, soit plus du double de la moyenne nationale (21 %).

Près de **LA MOITIÉ DES JEUNES** interrogés dans les DROM déclarent n'avoir jamais ressenti le besoin de consulter (47 % contre 40 % dans l'Hexagone), et seulement **30 %** indiquent avoir parlé de leur santé mentale à un professionnel (contre 38 %).

Alors que dans l'Hexagone ils sont entre 9 % et 19 % à estimer avoir une mauvaise santé mentale, ce chiffre atteint **26 %** en Martinique.

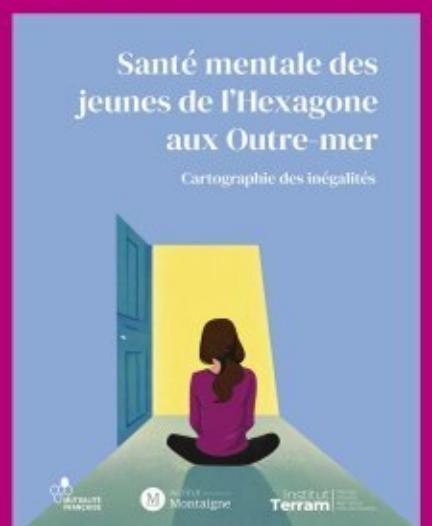
La proportion de jeunes indiquant une santé mentale « ni bonne, ni mauvaise » est sensiblement plus élevée dans les DROM (**30 %**, contre 21 % en moyenne).

À l'approche de la fin de l'année, retour sur la santé mentale, désignée Grande Cause nationale 2025, avec le rapport *Santé mentale des jeunes de l'Hexagone aux Outre-mer, cartographie des inégalités*. Cette étude, dirigée par la Mutualité française, l'Institut Montaigne et l'Institut Terram, et publiée en septembre, dresse le portrait d'une jeunesse sous pression. Extraits.

39 % des jeunes ultramarins souffrent de dépression. Plus d'un jeune sur deux en Guyane (52 %) est concerné, 44 % en Martinique, 37 % en Guadeloupe.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le rapport est disponible en ligne.



Plus de contenus en vidéo
Léa, des Jardins de Nini, interroge Dr Sandra Flaquet, psychiatre.

FACTURE ÉLECTRONIQUE



[MaFacture-MonExpert.fr](#)

Rapprochez-vous vite de votre expert-comptable pour bénéficier de conseils objectifs et planifier votre transition vers la facturation électronique.

ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES

Interview

« PAR NATURE, CE QUI FONCTIONNE BIEN NE REMONTE PAS JUSQU'À MOI »

Thierry Devimeux, préfet de la Région Guadeloupe, a pris ses fonctions le 1er septembre dernier. Après consultation des forces vives du territoire, en accord avec les directives de l'État, il met en place sa feuille de route, « combatif et déterminé ».

Texte Anne de Tarragon - Photo Lou Denim

Vous avez tout récemment pris vos fonctions, comment abordez-vous votre mission ?

Je suis là pour représenter l'État et, avec les 15 000 fonctionnaires présents sur le territoire, accompagner et rendre service. Je le dis haut et fort pour rappeler ce rôle, ce rapport au territoire. Nous disposons de trois outils pour le faire : aider et financer les projets, mettre notre propre ingénierie au service des territoires, et faire respecter les règles. Car, c'est aussi rendre service que de faire respecter les règles, parfois contraignantes mais toujours utiles, qui garantissent la démocratie et qui valent pour tous.

À ce titre, la communication sur ce que fait l'État, et pourquoi il le fait, est sans doute un élément clé ? C'est important pour que chacun en prenne la mesure. Et c'est encore plus important dans des territoires comme la Guadeloupe, du fait de la distance géographique, mais aussi de l'histoire coloniale, singulière et douloureuse, qui peuvent générer une défiance vis-à-vis de l'État. Nous nous inscrivons dans l'avenir et accompagnons la dynamique du territoire. Je m'efforce d'être très présent pour accomplir notre mission : accompagner et rendre service.

Justement, à quels constats vous ont mené les rencontres avec les acteurs locaux ?

J'ai dressé deux constats majeurs. Le premier est celui d'une société guadeloupéenne fragilisée où la démographie est en baisse, où la population vieillit, où le taux de chômage est important, les difficultés sociales et économiques nombreuses. Ce qui en fait une société où la violence est très présente. Y conforter le pacte républicain est fondamental, autrement dit faire en sorte que tout le monde ait les mêmes chances

de vivre son présent et construire son avenir ici que partout en France. Le second concerne le dérèglement climatique, qui impacte fortement le territoire bien qu'il soit encore peu intégré par la population.

Sur la question de la violence, comment abordez-vous cet enjeu et quels moyens prévoyez-vous ? La violence de la société est bien évidemment un sujet compliqué. La délinquance fait référence à une gestion défectueuse d'une jeunesse désœuvrée, en décrochage scolaire, qui glisse vers l'oisiveté violente. La violence est aussi présente dans les familles, fragilisées par le chômage, l'absence des pères, le délitement social et sociétal, la paupérisation. Quand l'économie propose du travail, le cercle vertueux s'engage. Mais sur un petit territoire, en contraction, la création d'emploi est compliquée. Même si la délinquance est une conséquence, il faut y remédier. Nous devons rappeler le rôle de l'école, de la famille, et mettre en concordance les forces vives du territoire, car l'État seul ne peut trouver des réponses. J'ai donné des consignes très sévères aux forces de l'ordre pour mettre une pression accrue.

Notamment sur les routes, vis-à-vis des comportements au volant...

Absolument, limitation de vitesse non respectée, téléphone au volant, ceinture pas attachée... Le non-respect des règles mène à une délinquance inadmissible. 43 morts dont 50 % de gens victimes de délinquants de la route ! C'est scandaleux. J'ai demandé non seulement des contrôles sévères, une réparation des radars, mais aussi une révision des grilles de retrait de points et des modalités de suspension du permis. Je veux provoquer un électrochoc et marquer les esprits.



Thierry Devimeux, préfet de la Guadeloupe

La violence dans la société est aussi de plus en plus liée au narcotrafic. Avons-nous les moyens d'agir sur ce front ?

La violence interne à la société guadeloupéenne est aussi alimentée, c'est vrai, par le narcotrafic qui se développe et se banalise. Par nos territoires antilloguyanais, les grands réseaux de trafiquants entendent pénétrer l'Europe. Un gros travail est accompli en concertation et coopération avec la Martinique et la Guyane, mais aussi avec l'Europe. Concrètement, les contrôles se renforcent en coopération avec la Région et le Département, y compris dans les lycées avec des chiens policiers, comme nous l'avons déjà fait récemment. Apprendre dans de bonnes conditions, c'est aussi contribuer au développement du territoire et refuser la violence.

En tant que préfet de Guadeloupe, comment appréhendez-vous la question de l'accès de la population à l'eau potable ?

La situation est très grave. Il faudrait 1,6 milliard d'euros, beaucoup de volonté et 40 ans pour remonter la pente. On constate un défaut de gouvernance, une ingénierie insuffisante, une base clients pas gérée, pas plus que les aspects techniques, ou l'investissement. Le traitement des eaux usées est un sujet connexe. Aucune des 120 stations n'est aux normes. La gestion de l'eau, je le rappelle, relève de la compétence des maires qui l'ont transférée aux communautés de communes et aux syndicats, aujourd'hui un syndicat unique. Je rappelle que l'État n'a pas la main, c'est même contraire à l'organisation constitutionnelle, pourtant il a déjà investi 105 millions d'euros et mis à disposition des assistants techniques. Il contribuera donc mais ne peut se substituer aux élus, à la population, au syndicat. Le territoire doit porter un véritable plan Marshall. Je mets mon énergie à relancer la gouvernance, trouver des financements. Un espoir tout de même : la récente décision du conseil syndical de créer une régie autonome est une mesure pour aller de l'avant. J'y vois un signe positif.

La gestion des sargasses relève, elle, de la compétence de l'État. Quelle approche préconisez-vous ?

Effectivement, la responsabilité à ce sujet incombe à l'État, par solidarité avec ses territoires, et nous contribuons de toutes les manières possibles à régler le problème. Nous avons financé à hauteur de vingt millions d'euros le plan Sargasses 2. En 2026 démarre le plan Sargasses 3. L'argent n'est pas pour l'heure le facteur limitant sur ce sujet, mais plutôt les connaissances et les techniques. On se contente de gérer les effets. On apprend. Ça passe par la recherche financée par l'Europe et l'ONU pour comprendre le fonctionnement et limiter la prolifération. Ça passe par la gestion des algues échouées. On ramasse, on stocke. C'est une solution discutable puisqu'elle tend

à aggraver les effets du réchauffement climatique : on enlève le sable et on abîme le trait de côte. Quant au stockage des algues, il crée des infiltrations dans le sol dont on ne connaît pas les conséquences. La mise en place de barrages déviants en mer permet d'éviter l'échouage. Même si elle est très technique à gérer, cela semble une solution d'avenir. L'autre travail de l'État est de comprendre si ces sargasses impactent la santé humaine. Nous avons des normes ou doses, des seuils d'évacuation, pour l'heure toujours en réaction pour éviter les désagréments les plus forts. Nous avons lancé un gros programme de recherche et d'étude épidémiologique. J'accorde beaucoup d'importance à cette problématique. Je tiens à rassurer la population sur le fait que ce sujet est bien pris en compte.

Une problématique qui alimente régulièrement colère et indignation au sein de la population est celle de « la vie chère ». Comment l'État peut-il se positionner pour soulager cette pression ?

Nous avons mis en œuvre le BQP (Bouclier Qualité Prix) dans les outremers pour garantir un rapport qualité/prix pour une liste de produits de grande consommation. Il est renégocié chaque année entre l'État et les acteurs économiques locaux. Cela permet de mettre en tension les distributeurs pour qu'ils veillent aux prix et à l'État de faire des contrôles. Voilà pour le volet réglementaire. Réduire le taux de TVA sur 70 familles de produits contribue à faire baisser les prix. La Martinique a supprimé l'octroi de mer sur certains produits, ce n'est pas une voie que la Guadeloupe a adoptée. Structurellement les produits coûtent plus cher ici. Faut-il imposer aux industriels un prix export plus faible que le prix national par exemple ? Cela appartient au débat parlementaire. Ma responsabilité est de veiller à ce qu'il n'y ait pas de dysfonctionnements dans l'application des règles.

Sécurité intérieure, dérèglement climatique, sargasses, déchets, gestion des risques naturels, eau propre et sale... Les dossiers sont nombreux et les attentes importantes. Dans quel état d'esprit vous levez-vous chaque matin ?

(Sourire) Je suis dans un état d'esprit combatif. Mon rôle est de m'intéresser à ce qui ne va pas bien, ma mission est de gérer les problèmes. Donc, par nature, ce qui fonctionne bien ne remonte pas jusqu'à moi ! J'en suis conscient mais pas inquiet.

Si nous nous donnons rendez-vous dans un an, quel bilan aimerez-vous faire ?

Je souhaiterais que les indicateurs de la délinquance soient en nette amélioration et qu'on ait grimpé au moins trois des cinq cents marches vers la solution à la problématique de l'eau.

Rendez-vous en novembre 2026

NOUVEAU

LE CBC (EX-CTWC) VOUS PRÉSENTE SES NOUVEAUX ESPACES !

Confort, équipements & prestige : un cadre à la hauteur de vos ambitions.

FLEX OFFICES

- Situés à Jarry, 4 univers de **25 m²** prêt à l'emploi
- Idéal pour **1 à 4 personnes**, avec **Wi-Fi inclus**
- Parfait pour travailler en toute autonomie, dans des bureaux confortables et modernes

Je visite ici



BUREAUX

- Situés à Jarry, **location longue durée**
- De **25m² à 300 m²**, à partir de **766€/mois TTC**
- Capacité d'accueil de **1 à 15 personnes**
- Parfait pour une location longue durée

Je visite ici



SALLE BELLAN

- Située à la CCI IG de Pointe-à-Pitre, **location en journée & soirée**
- **400 m²** - Capacité de **100 personnes**
- Cuisine et commodités - grand écran & équipement audio visuel High Tech
- Parfait pour une réunion d'affaire, conférence de presse ou événement institutionnel

Je visite ici



CONTACTEZ-NOUS

- T. 05 90 93 76 32 / cbc@guadeloupe.cci.fr
- Jarry, CBC ex-CWTC
- @cbc_excwtc

Scannez
pour découvrir
le site internet



JOUER CARTES SUR TABLE

Le 2 décembre, seront lancées les Outre-mer French Tech Days. À cette occasion, Astrid Jeffraut, sous-directrice des politiques économiques, de l'emploi et du développement durable à la Direction générale des Outre-mer, ira à la rencontre des startups ultramarins et de leurs potentiels partenaires. Interview et perspectives autour de cette 1^{re} édition en Guadeloupe.

Texte Mathieu Rached



Cette année, la troisième édition des Outre-mer French Tech Days se tiendra en Guadeloupe. Comment présenteriez-vous cet événement à des personnes qui le découvriraient pour la première fois ?

Je leur dirais que les Outre-mer French Tech Days constituent un rendez-vous annuel majeur de la tech ultramarine, créé en 2023 à l'initiative des French Tech des Outre-mer, avec une première séquence à la Réunion suivie d'une deuxième en Nouvelle-Calédonie en 2024. L'objectif de l'événement est de valoriser les startups ultramarines en leur permettant d'exposer leurs projets, les mettre en relation avec des partenaires et investisseurs potentiels et organiser des conférences qui développent les enjeux de l'innovation dans les Outre-mer. L'idée est également de partager les solutions aux difficultés qui peuvent être rencontrées dans les différents territoires ultramarins, par exemple en matière de financement de l'innovation ou d'internationalisation.

Quel bilan faites-vous des précédentes éditions ? Ces rencontres, ateliers et conférences réussissent-ils à porter leurs fruits ?

Il est très positif ! Au-delà de la richesse humaine des rencontres, les séances organisées à la Réunion et en Nouvelle-Calédonie se sont traduites par des retombées chiffrées pour les startups ultramarines. L'année dernière, l'événement avait permis de réunir 363 personnes aux profils variés, comme des membres des communautés French Tech des Outre-mer, des startups, des investisseurs ou encore des institutionnels. Plus de 40 intervenants y ont participé. Ils étaient issus de différents territoires d'Outre-mer et du Pacifique, comme la Guyane, la Martinique, la Réunion, la Guadeloupe, la Polynésie française, la Nouvelle-Zélande ou encore le Vanuatu. Les startups

ont pu présenter leurs projets, ce qui a permis d'établir 15 à 30 nouveaux contacts avec des clients potentiels, partenaires et institutions.

Quelle sera la tonalité de cette édition en Guadeloupe ?

En 2025, l'accent sera mis sur la valorisation des savoir-faire locaux par l'innovation, le renforcement de la coopération régionale en matière d'innovation et l'investissement. Le programme inclura des présentations de startups innovantes, des conférences animées par des experts, des ateliers favorisant les échanges et les partenariats, ainsi que des sessions de formation axées sur le partage d'expérience. Par ailleurs, les Outre-mer French Tech Days 2025 s'inscriront dans les Caribbean Innovation Days, un événement organisé pour la deuxième année consécutive par la French Tech Guadeloupe. Ce temps fort poursuit l'objectif de mettre en lumière l'innovation dans les Caraïbes, qui mobilise la tech et l'intelligence artificielle à différentes fins comme l'optimisation des procédés agricoles et agroalimentaires, l'exploitation et la préservation des forêts, ou encore l'amélioration de la prise en charge hospitalière.

Quelle serait l'étape suivante, qu'est-ce qui manque encore aux acteurs de l'innovation en Outre-mer et dans la Caraïbe ?

Les startups ultramarines conçoivent des solutions innovantes, adaptées aux réalités locales et porteuses d'avenir. Les projets ont, par exemple, trait à l'adaptation à l'insularité en Nouvelle-Calédonie, l'exploitation durable des lagons en Polynésie française, la valorisation du milieu forestier en Guyane, l'utilisation du numérique pour appuyer la médecine en Guadeloupe, en Martinique ou à la Réunion, ou encore la réponse aux problématiques du logement à Mayotte. Pourtant, l'écosystème d'innovation ultramarin reste freiné par des contraintes qui en limitent le développement. Les startups ultramarines

manquent souvent de visibilité et sont éloignées géographiquement des investisseurs et des partenaires commerciaux potentiels. Aussi, le ministère des Outre-mer s'engage activement pour résoudre ces difficultés, à travers le soutien à des événements comme les Outre-mer French Tech Days, l'appui à des programmes de renforcement des compétences des startups et des incubateurs ultramarins et le soutien à la création de fonds d'investissement destinés à stimuler la croissance des PME ultramarines, conformément à la sixième mesure du comité interministériel des Outre-mer de 2023.

Vous serez présente en Guadeloupe pour le lancement des Outre-mer French Tech Days, quel message souhaiteriez-vous porter auprès des acteurs de la tech ultramarine ?

En lien avec ma précédente réponse, je souhaite insister sur la nécessité pour les acteurs de la tech d'accorder une confiance accrue aux projets portés par les startups ultramarines. Le développement de l'innovation dans les Outre-mer passe nécessairement par la conclusion de partenariats commerciaux avec des grandes entreprises, ainsi que par un financement en fonds propres et quasi-

fonds propres facilité. Je vous invite à rencontrer ces entrepreneurs, à échanger sur leurs initiatives : vous découvrirez des solutions d'une grande qualité, qui incitent à créer des collaborations durables.

Et auprès de la société tout entière, parents, élus, consommateurs, journalistes, grands groupes, enseignants... ?

Ces entreprises et leurs solutions innovantes incarnent l'avenir du développement durable ! Elles requièrent à ce titre l'implication de chacun pour accroître leur visibilité. Les Outre-mer French Tech Days répondent pleinement à cet objectif et nous sommes ravis qu'ils bénéficient d'un fort rayonnement médiatique.

Astrid Jeffraut, sous-directrice des politiques économiques, de l'emploi et du développement durable à la Direction générale des Outre-mer

« L'idée est de partager les solutions (...) en matière de financement de l'innovation ou d'internationalisation »

BOOSTER L'INNOVATION CARIBÉENNE

Du 1er au 4 décembre 2025, la 2^e édition des Caribbean Innovation Days organisée (CIDS) par I-Nova, la technopole de Guadeloupe, rassemblera 300 participants, dont 50 startups, 30 conférenciers et experts, 20 investisseurs ainsi que des délégations des French Techs des territoires ultramarins.

Texte Sandrine Chopot - Photo Lou Denim



La team I-Nova engagée pour la réussite de la 2^e édition des CIDS

Acteurs économiques, chercheurs, investisseurs et institutions venus de Guadeloupe, de France, d'Afrique, de Londres seront réunis pour partager, s'inspirer et faire rayonner l'innovation caribéenne et ultramarine autour de la recherche, du financement et de l'innovation comme pilier du développement économique des territoires ultramarins. « Une délégation de Trinidad et Tobago, de Sainte-Lucie et d'Antigua sera présente. Cette année marque aussi l'accueil de la 3^e édition des Outremer French Day »,

souligne Vitty Nebot, responsable communication et événementiel à I-Nova.

Un programme ambitieux offrant de belles opportunités :

- Participer à des conférences et tech talks inspirants
- Rencontrer ses pairs et échanger sur les défis communs des territoires d'innovation
- Prendre part à des ateliers pratiques et à des sessions de co-création

- Découvrir des startups innovantes venues de l'ensemble des territoires ultramarins et de la Caraïbe
- Pitcher, réseauter et créer des connexions concrètes avec des investisseurs, décideurs et partenaires
- Accéder à des profils internationaux* de très haut niveau spécialement invités pour rencontrer l'écosystème entrepreneurial guadeloupéen
- Initier un véritable processus de levée de fonds avec des investisseurs venus d'Europe, d'Afrique et de la Caraïbe.

- Des moments conviviaux en marge des conférences : un Food Court pour découvrir une cuisine locale et inventive, des visites de l'île, des soirées afterwork sur des lieux emblématiques du territoire

* Mohamadou Diallo (fondateur du CIO Mag, magazine de la diaspora consacré au secteur de l'IT & fondateur des African CIO Awards) - Ibrahima Sissoko (serial-entrepreneur franco-malien, CEO Hilt Technology Engineering. Co-fondateur de NamX, pionnier de la mobilité hydrogène) - Tangui Ngafaounain-Tabissi (fondateur du podcast Kilimanjaro et CEO Black Network, réseau œuvrant au développement économique de l'Afrique à travers sa diaspora) - Hans-Erich Schultz (CEO de CARIRI Caribbean Industrial Research Institute – Trinidad & Tobago).

I-Nova Technopole Guadeloupe

CID DAYS

Caribbean Innovation

IMAGINONS DEMAIN

THINK FORWARD FOR INNOVATION

avec les **Outremer French Tech days**

2^{ème} EDITION

RÉSEAUX D'INFLUENCE & TERRITOIRES D'INNOVATION

1-2-3-4 DEC | 2025

L'EUROPE S'ENGAGE EN GUADELOUPE

MINISTÈRE DES OUTRE-MER

Université des Antilles

AIR CARAÏBES

10 MÉTIERS D'AVENIR QUI CHANGENT LA DONNE EN GUADELOUPE

Autonomie alimentaire, changement climatique, submersion de déchets, mutations technologiques portées par l'intelligence artificielle : une bonne dose d'adaptation sera nécessaire pour relever ces défis colossaux, ici en Guadeloupe. Que l'on se réjouisse, les énergies ne manquent pas sur le territoire. Chaque jour, des entrepreneurs et professionnels s'engagent à mettre leurs compétences pointues au service de l'île et développent des métiers qui, dès aujourd'hui, préfigurent l'avenir de la Guadeloupe.

Texte Axelle Dorville - Photo Lou Denim



1 EXPLOITANTS AGRICOLES SPÉCIALISÉS EN AGROÉNERGIE

Célia Sinitambirivoutin & Grégory Behary - EcoGreen Animal

« C'est le concours Agreeen startup qui nous a permis de nous lancer sur ce nouveau projet », racontent Célia et Grégory. Forts de leur expertise en agroénergie, ils ont créé une entreprise de bio méthanisation, qui valorise les coproduits agricoles – les déchets organiques issus de la production bananière et de l'élevage porcin et de l'aviculture – afin de produire de l'énergie renouvelable et des fertilisants ; dans une logique d'économie circulaire adaptée à notre petit territoire. « Cela n'a pas été facile mais lorsque l'on veut quelque chose, il faut s'accrocher », conseille Grégory. « Le début de l'activité restera à jamais mon meilleur souvenir. »



2 ENTREPRENEUR - SPÉCIALISTE EN RECYCLAGE DES EMBALLAGES BOISSONS

Tristan Damba - MTCollect

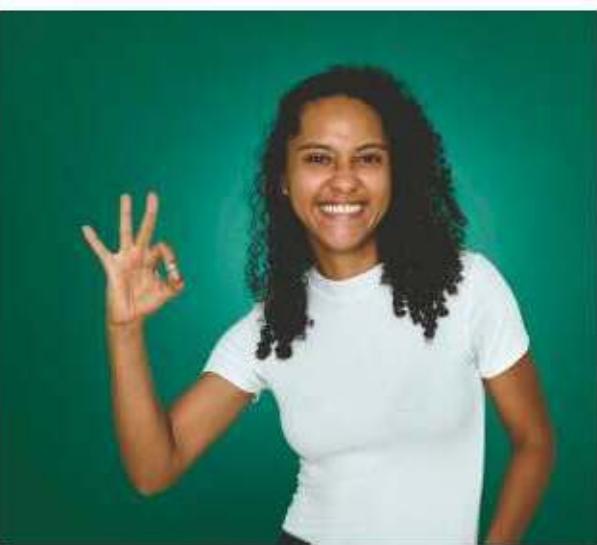
Les emballages boissons représentent les déchets les plus volumineux des poubelles du foyer. Bien que fortement valorisables, ces emballages finissent majoritairement enfouis. La seconde vie à l'échelle locale et la création d'une filière dédiée sont les credo de MTCollect, la startup fondée par Tristan Damba et Matthias Bourbon, qui déploie des solutions de collecte, de tri et de valorisation locale des déchets bouteilles. Leur innovation la plus récente ? Le sable de verre recyclé, utilisé pour plusieurs applications professionnelles et exploité dans un projet expérimental comme matériau de construction. « Ce que je préfère dans mon métier, ce sont les interactions avec les clients ou le public, lorsqu'ils découvrent notre métier et l'activité innovante que l'on a développée, et qui surtout reconnaissent tout le travail que cela demande », explique Tristan.



3 COFONDATEUR & DESIGNER

Arnaud Archimede - Whistle

Accompagner l'innovation territoriale et la création d'entreprises par le design thinking, c'est la mission que se sont donnés Arnaud Archimède et Alvin Arthur. Leur quotidien de designer ? Aider les Caraïbans à concevoir des concepts, tester des prototypes et développer des solutions à impact pour leur territoire. Arnaud revient sur l'expérience qui a tout changé : « Je travaillais chez un grand constructeur automobile où j'étais chargé de tester de nouveaux modes d'interaction avec les véhicules, dans un simulateur. Quelques années plus tard, je me suis retrouvé à utiliser ces technologies dans mon propre véhicule. C'est là que je me suis rendu compte que ce que je faisais avait du sens et pouvait impacter des millions de gens. »



4 INGÉNIEUR AGRONOME - AGRICULTRICE

Nahuel Tournebize - Capr'iles

À tout juste 22 ans, Nahuel découvre l'élevage de caprins et la production de fromage à l'occasion d'une année de césure. C'est une véritable révélation, qui la mènera à la création de Capr'iles, un projet multirécompensé d'élevage de cabris créoles et de production de fromage et yaourt en agroécologie, en Guadeloupe. « Je me souviens de la première naissance dans mon élevage. Donner la vie et savoir que grâce à cette naissance, je pourrais produire mon produit phare, ça a été un événement incroyable », retrace Nahuel. Alors que le territoire souhaite plus que jamais s'engager dans une logique d'autonomie alimentaire, des projets tels que ceux de Nahuel sont essentiels.

5 CHEF DE PROJET DIGITAL
Juliano Remy - ISOKAN

La population guadeloupéenne vieillit, et au-delà des solutions d'accompagnement physique des ainés, le digital a toute sa place dans cette nouvelle ère démographique. C'est l'ambition portée par l'initiative Isokan, une plateforme regroupant un ensemble de services numériques permettant un maintien à domicile « sécurisé et agréable ». « Ce qui me tient le plus à cœur dans mon métier, ce sont les témoignages des clients qui ont été livrés, leur acceptation du produit et la reconnaissance de son utilité », partage Juliano.



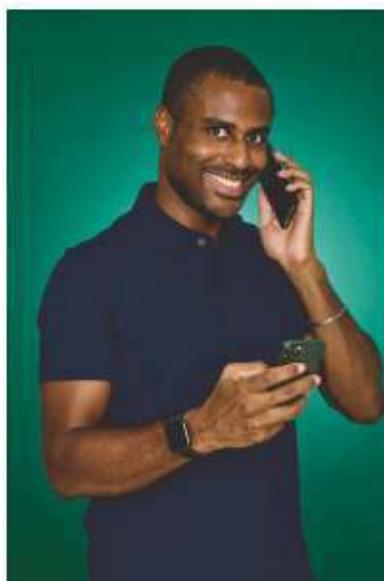
6 EXPERT EN AQUAPONIE
Frédéric Galan - Expert en aquaponie tropicale - IDDOM

L'innovation agronomique, ça le connaît. Avant de créer le cabinet IDDOM, Frédéric Galan a notamment été directeur de l'institut technique IKARE, au service de solutions appliquées pour l'élevage local, comme, par exemple, l'alimentation des porcs locaux avec du jus de canne. « Cela me paraissait être une solution pour développer l'élevage guadeloupéen avec des ressources locales plutôt qu'importées. Les tests gustatifs avaient été très concluants. » Depuis dix ans, il se spécialise dans la conception et l'installation d'unités aquaponiques (de 6 à 2 000 m²), des dispositifs qui combinent aquaculture et production maraîchère, tout en étant économies en eau, en intrants et en espace. Dans un contexte de changement climatique et de recherche d'autonomie alimentaire, l'aquaponie s'impose plus que jamais comme un modèle de production alternatif prometteur et attrayant pour installer de futurs jeunes agriculteurs guadeloupéens.



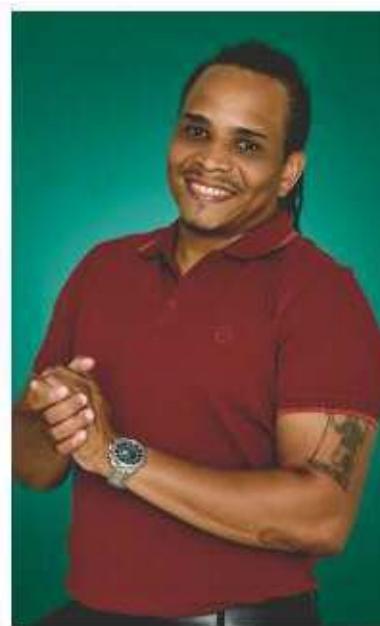
7 DÉVELOPPEUR INFORMATIQUE
Karel Tarer - AlerteCata

Comme son nom l'indique, un développeur informatique est un professionnel qui conçoit des projets numériques. Karel Tarer ne déroge pas à la règle avec de multiples projets développés dans le cadre de son agence Web Expansion. Sa spécialité : toujours créer des solutions répondant à des problématiques guadeloupéennes. « Ce que je préfère, c'est ma liberté de création. C'est sans doute la raison pour laquelle j'ai mis en place pas mal de projets innovants dont AlerteCata », insiste-t-il. Reconnue par le label national Face aux risques, agissons, AlerteCata est ainsi une plateforme permettant à tout un chacun de s'informer sur les risques climatiques et technologiques de son environnement, et d'apprendre à s'y préparer, de manière individuelle mais aussi collective.



8 INGÉNIEUR SYSTÈMES ÉLECTRIQUES
Manuel Debar-Monclair - Etsol engineering

Informer les passants en temps réel et fournir des outils de surveillance aux décideurs, tout en se basant sur l'énergie renouvelable qu'est le solaire, tels sont les objectifs des mobiliers urbains Guardian, imaginés par Manuel Debar-Monclair et ses collaborateurs. « La mise en service du premier mobilier que l'on a développé a été un moment marquant. Le voir s'allumer, des personnes s'arrêter, s'y intéresser, poser des questions... Se rendre compte que l'on a réussi à faire vivre une idée et à la faire passer du papier au réel, c'est ce que j'apprécie dans le métier d'ingénieur. »



10 EXPERTS EN COSMÉTOLOGIE Verte
Aude & Jean-Paul Daanen - Maravilla



9 INGÉNIEURE CHIMISTE ET DOCTEUR EN SCIENCES AGRONOMIQUES
Mailie Saint-Hilaire - créatrice du podcast Caribéenne et Scientifique

La pollution à la chlordécone est une préoccupation majeure de la population guadeloupéenne, et le sera encore longtemps, du fait de la lente dégradation du produit dans l'environnement. C'est dans ce contexte que Mailie Saint-Hilaire soutient en 2018 sa thèse portant sur l'élimination de la chlordécone chez la brebis. « J'ai vraiment eu le sentiment d'être devenue une experte dans mon domaine. J'étais vraiment fière de moi, fière d'avoir apporté mes compétences à un sujet aussi crucial et qui touche la population antillaise, ma population. » Pour encourager les carrières scientifiques, elle anime aujourd'hui un podcast dédié aux Caraïbes qui ont, eux aussi, choisi de s'impliquer dans la recherche et la science, au service de leur territoire.



10 EXPERTS EN COSMÉTOLOGIE Verte
Aude & Jean-Paul Daanen - Maravilla

Se soigner par les plantes, qui plus est locales, est une demande croissante des consommateurs locaux et d'ailleurs. Architecte et ingénieur de formation, Aude et Jean-Paul se sont lancé le défi de valoriser l'huile de Calophyllum, une espèce présente en abondance dans la forêt familiale de Petit-Bourg. « Ce que l'on préfère dans notre métier, c'est vraiment de créer. Faire, défaire, refaire, jusqu'à obtenir le produit parfait, celui qui plaît, celui qui fonctionne. Faire des réglages dans nos procédés et réussir à sortir un produit magnifique. Ça transcende et ça transporte. Et lorsque l'on fait ça en collaboration avec d'autres acteurs, c'est un vrai régal. »

Coopération

JEUNES ENTREPRENEURS EN RÉSEAU

Engagés pour l'innovation et le développement durable et solidaire de leur territoire, les jeunes dirigeants d'entreprise entendent porter haut et loin la voix des outre-mer. Entretien avec Régis Alexia, président du Comex 40 Guadeloupe de l'**UDE-MEDEF**.

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim



Régis Alexia, président du Comex 40 Guadeloupe de l'UDE-MEDEF

Qu'est-ce que le Comex 40 Guadeloupe ?

Le Comex 40 Guadeloupe est la déclinaison locale du réseau national des Comex 40 du MEDEF, qui rassemble plus de 1 500 jeunes entrepreneurs de moins de 45 ans, répartis dans 50 territoires, en France métropolitaine et ultramarine. C'est un réseau qui constitue un véritable laboratoire d'idées et un accélérateur d'actions. Nous mettons en place rencontres, travaux et réflexions constructives, dont le but est de nourrir la compréhension des mutations sociales, économiques et environnementales en cours et de saisir la manière dont elles impactent l'entreprise et les entrepreneurs.

Combien de membres compte le Comex 40 Guadeloupe ?

Le collectif compte aujourd'hui une dizaine de jeunes dirigeants de tous secteurs économiques. Nous invitons d'ailleurs tous les nouveaux entrepreneurs qui le souhaitent à nous rejoindre. L'adhésion se fait via l'UDE-MEDEF Guadeloupe, structure de rattachement du Comex 40 au niveau local. Ce collectif est vraiment un outil autant qu'un levier pour encourager l'innovation, la coopération et l'engagement des jeunes entrepreneurs pour leur territoire, notamment dans la transition économique et écologique. Nous sommes ainsi très attentifs à valoriser les initiatives locales à impact positif. Le réseautage aujourd'hui est plus que jamais déterminant pour renforcer la cohésion et la dynamique entrepreneuriale en Guadeloupe. La vice-présidente du Comex 40 Guadeloupe est Élaine Poirier, et l'égérie du collectif est Miss Guadeloupe 2025, symbole de jeunesse, de fierté et d'excellence guadeloupéenne. Leur engagement commun incarne la volonté du Comex 40 de rapprocher les valeurs de la jeunesse et de l'entrepreneuriat.

Comment le Comex 40 Guadeloupe est-il impliqué dans sa « grande région » ?

Les ambitions du Comex 40 Guadeloupe dépassent le cadre local et nous encourageons le rapprochement entre les COMEX des Antilles-Guyane et plus largement des territoires ultramarins. Il existe un COMEX Outre-mer au sein duquel nous œuvrons pour présenter un front commun et faire remonter les

problématiques spécifiques à nos économies insulaires, comme l'étroitesse des marchés, les opportunités plus limitées, mais aussi le décalage horaire avec l'Hexagone qui réduit les possibilités d'interagir avec nos partenaires. Cette volonté d'unité vise à renforcer la représentation et la voix des jeunes entrepreneurs ultramarins à l'échelle nationale.

Qu'est-ce que le « Trophée des leaders de demain » ?

Il s'agit d'un dispositif national du Comex 40 qui distingue les jeunes entrepreneurs les plus inspirants dans plusieurs catégories : Impact territorial, Leader engagé, Leader innovant et Coup de cœur du jury. Cette initiative vise à valoriser une nouvelle génération de dirigeants en métropole comme en outre-mer, et à encourager des pratiques entrepreneuriales porteuses de sens et d'impact. Le lauréat régional et lauréat national 2025 du Prix coup de cœur est Sébastien Luissaint, fondateur de Myditek, une startup guadeloupéenne spécialisée dans les solutions connectées pour l'agriculture durable. Le Comex 40 Guadeloupe participe activement à ces trophées qui mobilisent de nombreux partenaires. L'an dernier, Air Caraïbes, partenaire des Comex 40 d'outre-mer, a permis aux lauréats ultramarins de se rendre à la finale nationale à Paris. Le Comex 40 Guadeloupe tient ainsi à remercier la compagnie pour son soutien fidèle à la jeunesse entrepreneuriale.

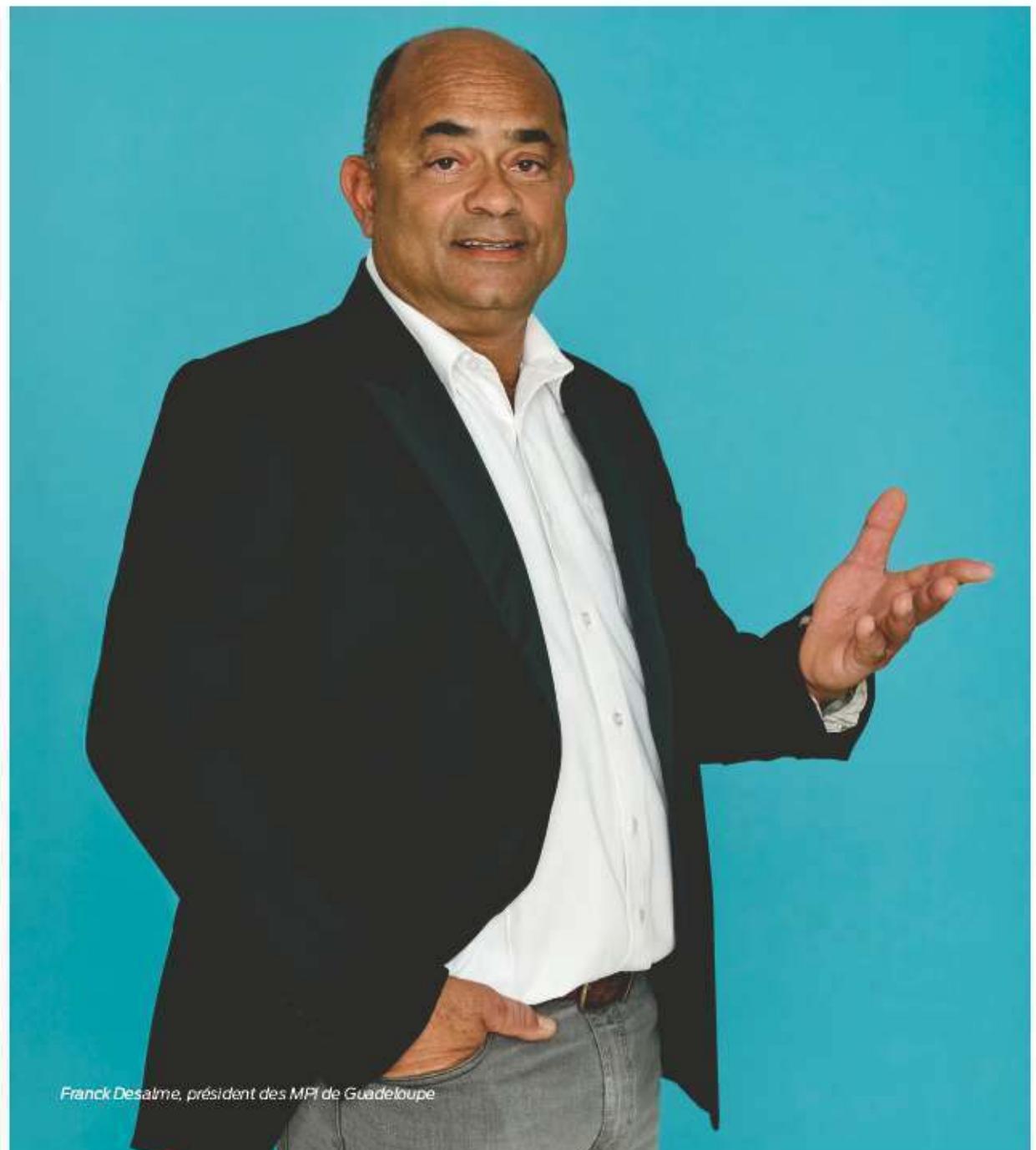
Vous êtes depuis septembre le nouveau président du Comex 40 Guadeloupe, avec quelle idée-force ?

Mobiliser les forces et ressources de ce réseau pour nous ouvrir à des rencontres constructives et décrocher des opportunités nouvelles, pour nous faire connaître en tant qu'Ultramarins. Je vais m'attacher à établir la feuille de route de nos actions futures en ce sens. Sachant que le Comex 40 Guadeloupe entend bien évidemment poursuivre ses actions autour de la transition économique et écologique, de la coopération interterritoriale et de la valorisation des talents locaux. Sa mission est claire : fédérer les futurs leaders de demain et participer activement à la construction d'un modèle de développement durable et solidaire pour la Guadeloupe et l'ensemble des territoires d'outre-mer.

LES INDUSTRIES LOCALES AU CŒUR DES TRANSITIONS

À l'occasion de la Semaine de l'industrie*, Franck Desalme, président de l'association des moyennes et petites industries de la Guadeloupe, **MPI Guadeloupe**, souligne la vitalité d'un secteur souvent méconnu, mais essentiel à l'économie locale. Il appelle à une mobilisation collective pour renforcer la fierté et l'autonomie productive du territoire.

Texte Sarah Balay – Photo Lou Denim



Franck Desalme, président des MPI de Guadeloupe

Pour la Semaine de l'industrie, quelles initiatives ou projets souhaitez-vous mettre en avant pour valoriser le dynamisme et l'innovation dans les MPI locales ?

Franck Desalme, président de l'association des moyennes et petites industries (MPI) de la Guadeloupe. Nous sommes pleinement conscients d'un fait : l'industrie est un facteur de fierté nationale dans tous les pays du globe. Nous pensons que le langage des MPI de Guadeloupe s'est toujours inscrit dans cette ligne en référence à notre savoir-faire, à nos capacités et à nos produits Péyi. Posons-nous cette question : quel guadeloupéen n'a pas ressenti une forme de fierté en apercevant une bouteille de rhum de Guadeloupe dans un hôtel de la Caraïbe ou dans un supermarché en Europe ?

Cette année, nous mettrons particulièrement en avant que l'industrie locale ne se contente pas de créer des emplois grâce à la diversité des métiers qu'elle propose, mais qu'elle le fait également dans le respect de notre environnement. Nous savons que les décideurs et le grand public ne mesurent pas forcément le volume des investissements qui sont réalisés par nos entreprises guadeloupéennes dans ce domaine.

Quelles sont les principales difficultés que rencontrent aujourd'hui les MPI guadeloupéennes, notamment en matière d'innovation, de production et d'accès aux marchés ?

Sur ce point, j'aurais tendance à parler de « défis » plutôt que de « difficultés ». Bien évidemment, l'industrie guadeloupéenne doit être capable de relever le défi de l'intelligence artificielle (IA), que ce soit en matière de production, de logistique ou de maintenance. On parle aujourd'hui d'industrie 4.0 et 5.0.

Nous devons apprendre à anticiper ces mutations à venir et organiser la mise à niveau des compétences. Il y a d'ailleurs plusieurs démarches de structuration de l'environnement des activités industrielles en Guadeloupe (label Territoire d'industries, EDEC Industries du futur) qui mobilisent un grand nombre d'acteurs et notre association s'applique systématiquement à y prendre une part active.

Vous évoquez enfin l'accès aux marchés. Le premier enjeu est de conserver nos positions en Guadeloupe,

avant de saisir les opportunités offertes par le grand marché antillo-guyanais, d'étendre ensuite notre présence dans la Caraïbe, et enfin de positionner des produits à forte valeur ajoutée sur les marchés internationaux. Nous savons être présents sur tous ces terrains, malgré les contraintes liées à la concurrence, aux normes ou aux moyens de transport.

Comment l'association des MPI accompagne-t-elle ses membres pour relever ces défis et soutenir leur croissance ?

Notre culture associative est basée sur trois piliers : la veille, le partage d'informations et d'expériences, et enfin l'agilité. Lorsque nous évoquons le dynamisme de l'industrie guadeloupéenne, il est essentiel de rappeler qu'il s'agit d'un tissu d'entreprises très hétérogènes :

elles n'interviennent pas dans les mêmes secteurs, ne font pas face aux mêmes contraintes, ni aux mêmes conditions de concurrence et ne disposent pas des mêmes niveaux de structuration ou de capacités financières. En revanche, nous connaissons nos problématiques communes ou collectives, nous travaillons avec les mêmes interlocuteurs publics, et nous subissons globalement les mêmes handicaps dits structurels (étroitesse de notre marché, éloignement

vis-à-vis des circuits d'approvisionnement). C'est à ce niveau que notre démarche associative puise son bien-fondé et trouve tout son sens.

« Quel Guadeloupéen n'a pas ressenti une forme de fierté en apercevant une bouteille de rhum de Guadeloupe dans un hôtel de la Caraïbe ou dans un supermarché en Europe ? »

Franck Desalme, président des MPI de Guadeloupe

Selon vous, quelles sont les grandes tendances ou opportunités à venir pour les moyennes et petites industries en Guadeloupe, et comment les MPI se préparent-elles à y répondre ?

Tout ce qui contribue à réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur constitue une opportunité pour les industries guadeloupéennes. Le développement de la souveraineté alimentaire, devenu aujourd'hui un sujet tendance, figure parmi les priorités que la MPI porte depuis sa création. Il en va de même lorsqu'il s'agit d'accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique. L'enjeu, pour nous, est d'être collectivement au rendez-vous de ces grandes transformations.

*Du 17 au 23 novembre 2025



Association des MPI de Guadeloupe
Rue Pierre et Marie Curie - Jarry
0590 26 38 27
mpl.guadeloupe@wanadoo.fr

LE PORC GUADELOUPÉEN SE RÉINVENTE

Entre le développement de produits transformés, la sécurisation sanitaire et la valorisation de la race créole, la filière porcine guadeloupéenne se dynamise. L'**IGUAVIE**, interprofession guadeloupéenne de la viande et de l'élevage, joue un rôle central en accompagnant éleveurs, transformateurs, bouchers et distributeurs. Alain Bazir, secrétaire général de l'**IGUAVIE**, nous en dit plus.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim



Létitia Liméa (directrice d'Alyans Élevage Guadeloupe), Jésahelle Aramon (technicienne de Karukéra Porc), Eric Phaëton (technicien de COOPORG), Alain Bazir (secrétaire général de l'**IGUAVIE**), Jacques Crozilhac (président de COOPORG), Olivier César-Auguste (président de l'**IGUAVIE**), Karine Amiens (directrice de COOPORG)

Quel est l'état des lieux de la filière porcine en Guadeloupe et comment l'IGUAVIE** contribue à son développement et à sa valorisation ?**

La filière porcine guadeloupéenne, représente environ 1 100 tonnes de viande produites chaque année. Elle a connu d'importantes fluctuations au fil des années, principalement liées aux coûts de production : elle est passée sous le seuil des 1000 tonnes en 2024, après

avoir atteint plus de 1 400 tonnes entre 2016 et 2017. En tant qu'interprofession regroupant l'ensemble des acteurs – éleveurs, fabricants d'aliments, abattoirs, bouchers et grande distribution – l'**IGUAVIE** œuvre aujourd'hui à renforcer la stabilité et la régularité de la filière. Nous avons remis en place une planification mensuelle collégiale de la production afin d'encourager une progression maîtrisée et durable.

Quels sont les principaux défis auxquels la filière est confrontée aujourd'hui, et quelles solutions stratégiques l'IGUAVIE** met en œuvre pour y répondre ?**

Le principal défi est d'augmenter la production tout en maîtrisant les coûts, afin que le consommateur puisse continuer à acheter local. Aujourd'hui, 1 100 tonnes sont produites en Guadeloupe, contre 4 300 importées – soit seulement 20 % de la consommation. Pourtant, près de 90 % du porc frais vendu sur le territoire provient d'élevages guadeloupéens, preuve de la qualité de notre viande. Notre objectif est donc d'atteindre 1 900 tonnes de production d'ici 2030 en diversifiant nos produits et débouchés (restauration scolaire...) grâce à une production régulière et tracée. Cela passe aussi par la formation des éleveurs (biosécurité, bien-être animal et qualité) et par un travail de sensibilisation du public à l'importance de consommer local. Enfin, nous encourageons une meilleure coordination entre les trois coopératives de la filière pour parler d'une seule voix face aux distributeurs et garantir une présence régulière du porc local sur tout le territoire.

Dans le contexte des financements européens et nationaux, quels sont les principaux dispositifs mobilisables ?

Le principal levier reste le POSEI (programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité), un programme européen destiné à compenser les surcoûts liés à l'éloignement et aux contraintes structurelles des territoires ultramarins. Il soutient la production, la transformation et la fabrication locale d'aliments pour le bétail. L'**IGUAVIE** assure la gestion de la mesure « Structuration de l'élevage », avec une enveloppe d'environ 4,9 millions d'euros

par an pour l'ensemble des filières d'élevage. À court terme, toutefois, la France devrait reprendre la main sur la gestion des fonds, jusque-là gérés au niveau européen, ce qui pourrait fragiliser la stabilité actuelle. En parallèle le FEADER (Fonds européen agricole pour le développement rural) soutient l'innovation et les projets d'installation, dont plusieurs restent en attente depuis 2023 faute de mise en route du nouveau programme.

À l'avenir, quelles initiatives ou innovations envisage-t-elle pour renforcer la compétitivité et la durabilité de la filière locale ?

Nous misons sur la transformation pour renforcer la durabilité : développer du jambon et du bacon produits localement, avec une vraie identité gustative guadeloupéenne. C'est en développant ces produits différenciés que nous pourrons absorber progressivement une part plus importante de la production locale. Une étude lancée en 2024 porte aussi sur la race porcine créole (actuellement minoritaire), plus adaptée à la chaleur et à notre environnement. L'objectif est de définir un référentiel d'élevage clair et de proposer une viande typique, reconnaissable et durable. La sécurité

sanitaire demeure également une priorité, notamment pour prévenir l'arrivée de la peste porcine, qui circule déjà dans la Caraïbe. Enfin, nous travaillons sur la valorisation des effluents d'élevage avec un projet de systèmes collectifs de traitement et de valorisation visant à les rendre inertes afin de ne pas gêner le voisinage et de faciliter l'installation de nouveaux éleveurs. À terme, ces effluents pourraient être transformés en engrais organique local, contribuant à une logique d'économie circulaire et durable pour la filière. Accroître la compétitivité, passe surtout par la maîtrise des coûts de production et par une meilleure performance technique.



IGUAVIE
12 immeuble le Métis, Convenance 97 122 Baie-Mahault
0590 26 47 30
contact@iguavie.com
@IGUAVIE

CAISSE D'ÉPARGNE CEPAC : AGIR POUR LA PLANÈTE, AGIR POUR LES TERRITOIRES

Face à l'urgence climatique, la transition énergétique n'est plus une option, c'est une nécessité. En co-arrangeant un financement de 110 millions d'euros pour la construction d'une nouvelle unité de production sur la centrale géothermique de Bouillante, la Caisse d'Épargne CEPAC démontre, une fois de plus, son engagement concret pour un avenir durable et solidaire.



Jean-Luc Roustan (directeur de l'Économie régionale Antilles-Guyane) et Étienne Nicolas (directeur financier de Géothermie Bouillante)

La centrale géothermique de Bouillante : Un pilier énergétique renouvelable

La centrale de Bouillante, exploitée par Géothermie Bouillante, produit déjà 6 à 7 % de la consommation totale d'électricité de la Guadeloupe. Grâce à la construction d'une troisième unité de production, la puissance du site atteindra 25 MW d'ici 2026, soit près de 12 % du mix électrique guadeloupéen. Cette montée en puissance permettra d'éviter, chaque année, l'émission de 53 000 tonnes de CO₂, tout en sécurisant l'approvisionnement énergétique de l'île.

Géothermie Bouillante est détenue par des acteurs majeurs : Ormat Technologies, leader mondial du développement, de la conception, de la fabrication et de l'exploitation de systèmes d'énergie géothermique et de récupération de chaleur (produit près de 80 % de la production d'électricité géothermique en France), détient 60 % du capital, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) se partagent équitablement le reste.



Visite de la centrale géothermique de Bouillante

Vers la souveraineté énergétique

S'inscrivant dans la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 2024-2033, qui fait de la Guadeloupe un laboratoire de la transition énergétique, ce projet est aussi le fruit d'un partenariat solide entre acteurs publics et privés, mobilisés autour d'un objectif commun : accélérer la décarbonation et renforcer la souveraineté énergétique locale.

« Ce projet illustre parfaitement notre volonté d'être un partenaire de référence pour les entreprises du territoire, en accompagnant des initiatives structurantes et durables. » - Jean-Luc Roustan, directeur de l'Économie régionale Antilles-Guyane.

Un avenir prometteur pour la Guadeloupe

Cette action, emblématique de la stratégie « Engagée pour le climat » de la Caisse d'Épargne CEPAC, s'inscrit pleinement dans son ambition de devenir un acteur leader sur la filière des énergies renouvelables. Le projet illustre sa volonté de conjuguer performance économique, utilité sociale et impact environnemental, au service de tous les territoires où elle est présente.

« La Caisse d'Épargne CEPAC est fière d'accompagner Ormat Technologies, la CDC et le BRGM dans l'accroissement des capacités de production de la centrale géothermique de Bouillante en Guadeloupe, territoire de la CEPAC. C'est un projet emblématique, qui favorisera la transition énergétique de l'île, tout en renforçant son autonomie énergétique. » - Jean-Charles Pietrera, membre du Directoire en charge du pôle Outre-mer à la Caisse d'Épargne CEPAC.



Lucie Hausberg, directrice Opérations structurées

L'expertise financière au service de la transition

La réussite de ce financement repose sur la capacité de la Caisse d'Épargne CEPAC à structurer des solutions innovantes, en partenariat avec des acteurs majeurs comme Ormat Technologies, la CDC, le BRGM, mais aussi la BRED, la Caisse d'Épargne Ile-de-France, l'AFD, BNP Paribas et BPI France. Le savoir-faire de la Caisse d'Épargne CEPAC en financements structurés, reconnu sur le plan national, lui permet d'accompagner des projets complexes, porteurs de sens et d'impact pour la transition énergétique.

« Je suis fière du travail accompli par les équipes de la Caisse d'Épargne CEPAC. Elles ont une nouvelle fois démontré leur capacité à maîtriser des technologies alternatives aux énergies renouvelables traditionnelles comme le photovoltaïque ou l'éolien afin de financer un projet emblématique et structurant pour la Guadeloupe. » - Lucie Hausberg, directrice des Opérations structurées à la Caisse d'Épargne CEPAC.



Jean-Luc ROUSTAN
Directeur de l'Économie régionale
Antilles-Guyane
+33 596 52 85 33 / 0690 61 07 65

Eric BRACCO
Responsable du Centre d'Affaires Guadeloupe
- îles du Nord
0590 60 67 75 / 0690 35 59 15

Parc d'Activités La Jaille
Bâtiments 5 et 6
BP 46
97122 Baie-Mahault

Caisse complémentaire

QUAND BTP RIME AVEC SOLIDARITÉ

Le groupe BTPR fête aujourd'hui ses 50 ans. Créé par les partenaires sociaux pour fournir des prestations de retraite, prévoyance et aujourd'hui mutuelle aux professionnels de la filière BTP locale, BTPR a su se maintenir et se développer jusqu'à devenir un acteur essentiel, notamment en termes d'action sociale et de dialogue social.

Texte Axelle Dorville - Photo Lou Denim

Quel regard porter sur 50 ans d'engagement de BTPR aux Antilles-Guyane ?

Raoul Lebrave, directeur général du groupe BTPR : BTPR fête un demi-siècle d'existence marqué par une organisation originale et paritaire : trois caisses complémentaires (retraite, prévoyance et santé) gouvernées localement par les représentants des salariés et des employeurs du secteur, réunis au sein d'une sommitale. Cinquante ans plus tard, force est de constater que ce modèle inédit est un véritable gage de transparence, d'équilibre financier et de qualité de service aux entreprises, actifs et retraités du BTP. Bien que petite par la taille, la caisse fait ainsi preuve d'une efficacité financière remarquable qui, tout au long de son existence, lui a permis de développer une palette de produits et une solide action sociale adaptées aux réalités du territoire. On peut citer : les aides au logement et à l'adaptation du domicile pour les seniors, les aides à l'acquisition d'équipements électroménagers du quotidien, les projets immobiliers de construction de villas et de résidences senior sociales et solidaires, la création d'une crèche dédiée au secteur, les dispositifs de soutien entrepreneurial via la Fondation du BTP... Les initiatives de BTPR en témoignent : il y a 50 ans, le patronat et le salariat ne se sont pas trompés quand il se sont unis pour créer la caisse BTPR autour d'une vision claire et partagée : celle de mieux bâtir et pérenniser le secteur.

Quels sont les défis que doivent aujourd'hui relever BTP et BTPR ?

L'activité de BTPR dépend directement de la santé économique du bâtiment, car quand le BTP souffre, toute la chaîne est fragilisée. Les retards de paiements publics, les tensions de trésorerie et l'augmentation des contentieux mettent en stress les entreprises et menacent l'emploi. Grâce à une gouvernance

ancrée localement et à des équilibres financiers consolidés au fil du temps, BTPR peut toutefois jouer un rôle d'amortisseur social, pour accompagner temporairement les entreprises en difficulté, éviter la casse sociale et maintenir la solidarité paritaire. La caisse se positionne également comme un acteur de vigilance et d'expertise à travers le financement de l'Observatoire des métiers du BTP, l'analyse des coûts, des alertes aux décideurs sur la conjoncture... Son rôle dépasse véritablement la simple gestion de prestations et contribue à éclairer et orienter les politiques publiques liées au secteur.

Comment BTPR prépare son avenir sur le territoire ?

Le développement passe d'abord par la fidélisation. Nous devons ainsi encourager chefs d'entreprise, CSE et salariés à s'approprier pleinement leur caisse et ses nombreux dispositifs d'aide, souvent méconnus. BTPR veut aussi soutenir plus activement la dynamique de construction par l'accompagnement des collectivités et bailleurs, l'aide aux entreprises pour accéder aux appels d'offres et en contribuant à des projets structurants. Parallèlement, le groupe mise sur les technologies et l'intelligence artificielle pour optimiser ses processus, notamment la gestion du contentieux, et réinvestir les gains dans de nouvelles aides et offres au service du territoire. Notre paritarisme demeure le moteur de cette stratégie gagnant-gagnant où chaque décision doit contribuer à pérenniser le régime et, toujours, améliorer concrètement la vie des salariés comme des employeurs. Avec un poids économique et politique reconnu, et une politique d'investissement et de placements prudente et sécurisée, je confirme que BTPR a la volonté de rester un levier de performance et de solidarité au cœur et au service de la filière BTP antillo-guyanaise.



Équipe BTPR Guadeloupe



les cahiers **Signature**

Avec les cahiers Signature,
EWAG invite votre marque à révéler son histoire.
Format éditorial inédit, intemporel et inspirant, il célèbre
vos temps forts, valorise votre identité avec élégance
et vous offre un écrin unique pour raconter
votre ancrage dans nos territoires.

les cahiers
Signature

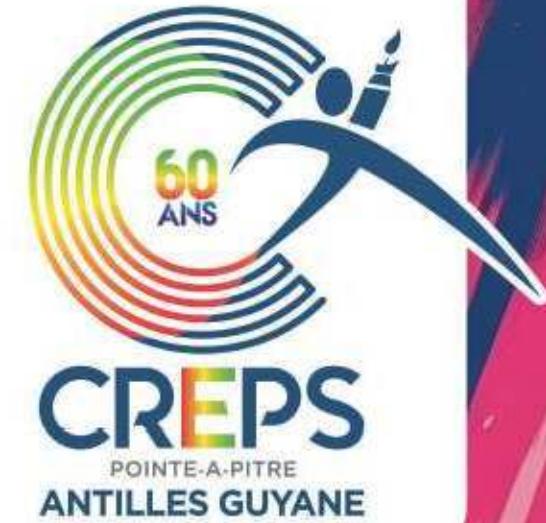
60 ANS
D'EXCELLENCE
AU SERVICE DE
LA PERFORMANCE



60 ANS
D'EXCELLENCE
AU SERVICE DE
LA PERFORMANCE

by EWAG

by **EWAG**



60 ans d'excellence au service de la performance

VENDREDI 10 OCTOBRE

VILLAGE SANTÉ
Octobre rose

9H-17H30

SAMEDI 29 NOVEMBRE

LE CREPS EN FÊTE

9H-13H



Docteurs et chercheurs

“Que cherchez-vous ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs des universités des Antilles et de la Guyane.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Rachelle Bernier

«Comment améliorer la santé animale à partir des plantes locales ?»

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : « Valorisation d'espèces végétales tropicales dans la lutte contre les tiques des ruminants en Guadeloupe : vers la conception d'un acaricide naturel ». Elle a été dirigée par le Dr Carine Marie-Magdeleine et réalisée à l'INRAE (institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement).

Quand et où avez-vous soutenu ?

J'ai soutenu en juin 2025, à l'université des Antilles (pôle Guadeloupe).

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

Concevoir des extraits naturels de plantes anti-tiques locales et évaluer leur efficacité sur les ruminants d'élevage en Guadeloupe.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

L'objectif est de développer une alternative naturelle et durable aux acaricides de synthèse pour lutter contre les tiques en élevage guadeloupéen. Basée sur des extraits de plantes locales, cette solution sera testée en conditions réelles afin d'évaluer son efficacité. Elle vise à réduire l'usage de produits chimiques, à améliorer la santé animale et la qualité des produits d'élevage, tout en valorisant la biodiversité et les savoirs locaux. Ce travail contribuera au développement d'une filière ruminante plus durable et à l'émergence d'une production innovante et locale.



3 200 000 **A**

Airbags défectueux = danger

! RAPPEL CONSO

- 1 Je vérifie si mon véhicule est concerné**
- 2 Je prends rendez-vous chez un réparateur/garagiste de la marque pour remplacer rapidement et gratuitement mes airbags**

QR code

PLUS D'INFORMATIONS SUR
ecologie.gouv.fr/rappel-airbag-takata

Mercedes-Benz France - RCS Versailles 622 044 287

Carrière d'Ultramarin

COMBLER UN GAP

Enfant, il voulait être vétérinaire. À 25 ans, diplômé de sciences politiques, il veut briser le plafond de verre des étudiants guadeloupéens, comme celui des entrepreneurs afrodescendants. Rencontre.

Texte Alix Delmas - Photo Jean-Albert Coopmann

Miguel Antile était présent lors de la manifestation des étudiants de l'Université de Californie de Los Angeles (UCLA), contre les violences policières après le décès de Georges Floyd, le 25 mai 2020, à Minneapolis. Un événement fondateur dans la construction intellectuelle du jeune Guadeloupéen qui effectue alors une année d'échange dans cette université californienne, au cours de son Bachelor à Sciences Po Paris. Cette même année, il suit un cours du département *African American Studies*. « J'ai commencé à réfléchir à ma place dans la diaspora afrodescendante, comme afro-caribéen en tant que Guadeloupéen, mais aussi comme afro-européen. Aux États-Unis, des organisations et programmes, comme des incubateurs, des communautés, des réseaux étudiantins, des médias sont tournés vers des publics afrodescendants avec une focalisation sur l'expérience afro-américaine, mais je ne m'y sentais pas forcément inclus », confie-t-il. Combler ce gap à l'échelle européenne et caribéenne constitue alors les prémisses de son envie d'entreprendre.

En mode furtif

C'est à une *stealth startup* (startup discrète) que Miguel Antile se consacre depuis 8 mois, pour un lancement prévu en 2026. En genèse : le *Black entrepreneurship paradox*. « Les afrodescendants ont des taux d'entrepreneuriat plus élevés que d'autres groupes que l'on soit aux États-Unis, dans la Caraïbe, en Afrique ou ailleurs. Mais si on observe les métriques concernant les revenus, la profitabilité de ces entreprises, elles sont en moyenne moins viables que d'autres groupes », explique le jeune entrepreneur. Une situation paradoxale dont les facteurs les plus saillants sont, selon ses recherches, « l'absence de réseaux de partage de connaissances et de soutien à tous les stades de l'évolution du parcours entrepreneurial. Les entrepreneurs afrodescendants, même s'ils sont nombreux sur différentes géographies, sont relativement isolés et ne sont pas connectés », conclut-il.

Affronter un paradoxe

Comment agir ? Il l'a d'abord fait avec l'association « De la Guadeloupe aux grandes écoles* », qu'il préside depuis 2020, où il a appris et démontré la valeur fondamentale de la communauté en s'attaquant aux nombreux plafonds de verre que peuvent rencontrer de jeunes étudiants guadeloupéens en quête de parcours d'excellence. Son autre projet s'inscrit aujourd'hui à une plus large échelle afin de lutter contre cette forme d'isolement que connaissent les entrepreneurs afrodescendants grâce à un écosystème de mutualisation d'infrastructures, d'opportunités et de ressources financières et humaines. Les outils ne sont pas tout, les valeurs des projets sont tout aussi importantes et singulières. Et le jeune entrepreneur de citer Fawn Weaver, une entrepreneure afro-américaine qui a fondé Uncle Nearest, au Tennessee. Cette marque de whisky restitue l'héritage de Nathan « Nearest » Green qui a enseigné à Jack Daniel l'art de la distillation. « Soit un modèle de réussite fondé sur la réhabilitation de l'histoire », sourit-il. Rendez-vous en 2026.

*Voir notre édition d'octobre

Dates Clés

- 1999 : Naissance à la Guadeloupe
- 2020 : Finaliste du *Library Prize for Undergraduate Research*, à UCLA (catégorie Humanité) et président de l'association « De la Guadeloupe aux grandes écoles »
- 2023 : Diplômé du master anglophone *International Management and Sustainability*, de Sciences Po Paris
- 2026 : Lancement d'une startup pour mutualiser infrastructures, opportunités et ressources financières et humaines



Tribune

CHANGER DE REGARD, CHANGER DE DESTIN

Bruno Blandin, président UDE-MEDEF

Depuis trop longtemps, l'Outre-mer est perçu à travers le prisme du coût. On parle de charges, d'exonérations, de compensations. Cette vision comptable est injuste et dangereuse. Elle réduit nos territoires à des lignes budgétaires alors qu'ils sont des espaces de vie, de création et d'innovation.

L'archipel Guadeloupe n'est pas un poids pour la Nation. Elle est une chance, un levier de croissance, un pont entre les continents. Il est un territoire où l'esprit d'entreprise bat fort, où la jeunesse aspire à réussir, où les femmes et les hommes portent des projets audacieux. Aujourd'hui, je veux vous dire une chose simple : l'Outre-mer n'est pas un coût, c'est un potentiel. Et ce potentiel, nous devons le libérer, ENSEMBLE !

Notre archipel est une perle au cœur de la Caraïbe. Sa position géographique est un atout majeur. Porte d'entrée vers les Amériques et carrefour entre l'Europe et l'Afrique, la Guadeloupe doit devenir un hub économique incontournable. En 2024, la Guadeloupe a enregistré une croissance de 1,9 %, supérieure à la moyenne nationale, portée par le tourisme et la consommation. Elle compte un peu moins de 400 000 habitants, avec une tendance démographique en légère baisse. Au deuxième trimestre 2025, les exportations s'élèvent à 11 millions d'euros contre 343 millions d'euros d'importations, ce qui illustre la nécessité de renforcer notre production locale. Ces atouts ne sont pas théoriques. Ils sont réels. Et ils nous obligent à agir.

L'économie guadeloupéenne repose sur des femmes et des hommes qui osent. Chaque jour, des entrepreneurs créent, innoveront et investissent. Ils sont la preuve que l'audace est notre ADN.

Le tourisme demeure un moteur essentiel de l'économie, représentant 20 % de notre PIB. L'agriculture, portée par la canne à sucre et la banane, reste un pilier, et la diversification s'accélère. Le numérique et l'innovation connaissent une forte émergence, soutenus par des projets de transformation digitale. Les énergies renouvelables s'imposent comme une priorité stratégique pour faire de la Guadeloupe un modèle d'économie verte. Nous devons investir dans la recherche, renforcer la formation et accélérer la digitalisation. L'innovation n'est pas un luxe : c'est une condition indispensable pour préserver notre compétitivité et préparer l'avenir.

Chaque entreprise qui réussit, c'est une famille qui vit mieux, un jeune qui trouve sa place, une communauté qui se renforce. Le taux de chômage est de 15,7 % au premier trimestre puis 16,6 % au deuxième, soit plus du double de la moyenne nationale. Quand une entreprise ferme, c'est tout un territoire qui souffre. Quand une entreprise prospère, c'est toute la Guadeloupe qui avance.

Nous avons des défis. Mais ces défis ne sont pas des fatalités. Ils sont des appels à l'action. Le coût du transport et des matières premières

doit nous pousser à développer les circuits courts et renforcer la production locale. L'accès au financement reste difficile, avec des taux de crédit à la consommation atteignant 7,39 %, ce qui freine la demande intérieure. Nous devons adapter les cursus aux besoins des entreprises et investir davantage dans la formation continue. Chaque contrainte doit devenir une opportunité si nous avons la volonté et la vision.

Au travers de notre vision de développement, Ambition 2030 et Faire de la Guadeloupe le plus grand jardin créole, nous proposons une ambition claire : faire de la Guadeloupe un territoire attractif, compétitif et solidaire. Nous devons investir dans la recherche, renforcer la formation et accélérer la digitalisation. Nous devons investir massivement dans des infrastructures modernes, le déploiement du numérique et le développement des énergies renouvelables. Nous devons renforcer la coopération régionale avec les îles voisines, nous ouvrir vers l'Amérique latine et nous positionner stratégiquement dans la Caraïbe. L'avenir de la Guadeloupe se construit aujourd'hui avec audace et détermination.

Notre Archipel Guadeloupe est un levier de croissance et d'innovation. Défendre nos entreprises, c'est protéger l'emploi et l'avenir. Notre territoire est une chance : saisissions-la.



Comment éviter que les retards de paiement déséquilibrent votre trésorerie ?

Entrepreneurs, obtenez le financement de vos créances clients en 24h⁽¹⁾ grâce à notre solution d'affacturage.

 CAISSE
D'EPARGNE
CEPAC
Vous êtes utile.

Document à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

Caisse d'Epargne CEPAC, Banque coopérative régie par les art. L. 512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier - SA à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 1 100 000 000 euros - Siège social (1) Hors week-end et jours fériés. Selon vos conditions contractuelles et sous réserve d'acceptation de votre dossier et de la validation de votre remise de factures par BPCE Factor. Caisse d'Epargne CEPAC, Banque coopérative régie par les art. L. 512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier - SA à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 1 100 000 000 euros - Siège social : Place Entrangin Pastré - 13006 Marseille - 775 659 404 RCS Marseille - Intermédiaire en assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 006 180 - Titulaire de la carte professionnelle « transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds effectués ou valeurs » n° CPI 13102016 000 009 983 délivrée par la CCI de Marseille-Provence, garantie par la CEGC, 69 avenue Pierre Mendès France, 75013 PARIS - ALTMANN + PARTNERS. Illustration : Laurent Duvaux

Assurance

RESTAURER LES CONDITIONS DE L'ASSURABILITÉ DES TERRITOIRES ULTRAMARINS !

Dans un environnement complexe, **Diot-Siaci Outre-Mer** accompagne ses clients dans une démarche plus fine d'analyse et de réduction de leurs risques pour permettre aux assureurs de continuer d'opérer sur les territoires ultramarins. Explications avec Xavier Lampis, son directeur général.

Texte Sandrine Chopot - Photo Lou Denim



Magalie Terriat (assistante comptable), Thierry Flamand (directeur de clientèle - Manager), Maryline Chouan (chargée de compte)

Quel est l'ADN de Diot-Siaci Outre-mer ?

Xavier Lampis : Notre métier est de permettre à des entreprises de transférer certains risques dont les conséquences leur seraient insupportables (incendie,

catastrophe naturelle, défaut de paiement, etc.), à condition qu'il existe des assureurs, disposés à jouer le jeu. C'est là justement que notre rôle de courtier, c'est-à-dire d'intermédiaire est crucial. Il permet de faire le

« Il s'agit de travailler avec nos clients pour leur permettre de maintenir une assurabilité de leurs risques. Nous les accompagnons à identifier leurs risques opérationnels, à les cartographier et quantifier »

lien entre des besoins et une offre, de faciliter le dialogue entre les entreprises et les assureurs. Concrètement, il s'agit de travailler avec nos clients pour leur permettre de maintenir une assurabilité de leurs risques. Nous les accompagnons à identifier leurs risques opérationnels, à les cartographier et quantifier. Ensuite, nous les aidons à mieux les maîtriser en travaillant sur la prévention et la protection des biens à assurer. Sur ces bases solides, nous construisons des programmes d'assurances adaptés, identifions les porteurs de risque et les montages les plus pertinents. Aujourd'hui nos solutions accompagnent plus de 3 000 entreprises.

Les marchés ultramarins font face au retrait ou à la prudence de nombreux assureurs et réassureurs du marché. Pourquoi ?

Le marché de l'assurance des risques d'entreprises sur la zone Antilles-Guyane a toujours été étroit. En 2024, il a été profondément éprouvé avec des événements climatiques importants et deux crises politiques et sociales majeures en Nouvelle-Calédonie et en Martinique. Entre désengagement et remédiation des assureurs, la conséquence pour les entreprises ultramarines est une raréfaction de la capacité et par conséquent une augmentation du coût.

Face à la montée des périls, quelles solutions de financement et d'assurance proposez-vous ?

Notre stratégie Outre-Mer découle des conclusions du rapport Langreney, publié en 2024, pour évaluer la soutenabilité du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (CatNat) et proposer des adaptations du modèle assurantiel face à l'augmentation des risques climatiques. Nous avons souscrit à ces conclusions avec une approche très technique. Nous travaillons en interne avec des ingénieurs pour cartographier les risques et en décliner des programmes de prévention. Nous explorons également des approches disruptives, dans lesquelles Diot-Siaci a une expertise, comme l'assurance paramétrique.

Quels sont vos domaines d'expertises ?

En tant que courtier multispécialiste, nous nous appuyons sur des expertises très pointues. L'assurance transport est notre métier historique : couverture des

marchandises transportées, responsabilité des acteurs du transport et de la logistique, navires de commerce, de pêche, de transport de passagers, aviation générale, compagnies aériennes, plaisance, etc.

L'assurance-crédit apporte aux entreprises une couverture contre les risques de défaut de paiement. Nous leur proposons, par exemple, des solutions de gestion de leurs besoins en fonds de roulement (BFR), en mettant en place des cautions, leur évitant ainsi de mobiliser des solutions bancaires de financement à moyen terme. Enfin, l'assurance des risques d'entreprise : les dommages aux biens et les pertes d'exploitations consécutives, la responsabilité civile, les risques techniques et la construction, les flottes automobiles, les risques spéciaux etc.

Un message aux entreprises ultramarines ?

Diot-Siaci Outre-Mer est leader du courtage en Outre-Mer. Nous choisir, c'est faire confiance à des équipes de spécialistes, c'est faire le choix de l'accompagnement local, c'est s'appuyer sur un groupe leader sur ses marchés et capable de décliner une offre de service très large, c'est se garantir un accès à de multiples expertises, à du conseil et à un accompagnement qui leur permettront de travailler sur l'assurabilité de leurs risques et la pérennité de leurs activités.

Même si le contexte est difficile nous continuons à nous investir au service des entreprises et des économies ultramarines !

Groupe de conseil et de courtage d'assurance et de réassurance leader en France et en Europe avec de fortes positions à l'international, Diot-Siaci conçoit des solutions sur mesure pour ses clients : assurance de biens et responsabilités, protection sociale, conseil RH et mobilité internationale, assurance-crédit, caution et financement, gestion de captives et réassurance. Diot-Siaci réalise plus de 1 milliard d'€ de CA avec plus de 7 000 salariés et une présence dans 170 pays.

Aménagement

PLEIN FEU SUR LA RÉNOVATION URBAINE

La rénovation urbaine, un enjeu central pour le territoire de Cap Excellence. La **Société Immobilière de la Guadeloupe** mise sur le portage de l'EPCI et des villes membres, le concours de l'ANRU et l'engagement de ses collaborateurs pour relever le défi du bien vivre ensemble.

Texte Anne de Tarragon - Photo Lou Denim

La SIG intervient à divers titres sur les projets de rénovation urbaine, en tant que bailleur pour la démolition des logements puis la reconstruction de programmes neufs – après relogement des familles – et en tant que concessionnaire de l'aménagement des quartiers pour le compte des collectivités concernées. « L'objectif principal des opérations de rénovations urbaines, rappelle David Lanclas, responsable du pôle développement à la SIG, est de faire évoluer la trame urbaine pour que reviennent le bien-être, la vie et l'ambition dans les quartiers ». Réaménager l'espace urbain, donner une identité nouvelle aux quartiers, apporter de la qualité au cadre de vie, c'est ce que porte l'ANRU. « Les projets ANRU, en réintégrant dans la dynamique urbaine, des quartiers qui se sont peu à peu dégradés et paupérisés, contribuent à leur revitalisation et au renouvellement d'un patrimoine ancien, vétuste et souvent vulnérable au risque sismique ».

Gwaéva Bicep-Méri, cheffe de projet ANRU :

« Mon rôle est de piloter les

opérations de démolition et d'aménagement menées par la SIG dans le cadre de l'ANRU. Je participe aux côtés des collectivités et de leurs urbanistes à la définition des plans guides qui posent les grandes idées de ces réalisations. Ensuite j'interviens sur le volet foncier qui est essentiel à la réalisation de ces projets (acquisitions, cessions, rtrocessions...). Enfin le gros de mes missions porte sur le suivi opérationnel : je sélectionne des prestataires techniques, accompagne les études de conception, rédige les marchés, consulte les entreprises et réalise le suivi des travaux jusqu'à la livraison. Il y a évidemment un fort enjeu de respect des délais fixés par l'ANRU afin d'obtenir les financements engagés. Toutefois, pour la SIG, l'essentiel est de veiller au bien vivre des habitants, pendant et après les opérations, pour que ces transformations améliorent réellement leur cadre de vie. »

Séverine Saminadin, responsable du développement social :

« Piloter et organiser le service social est ma mission. Je suis le

Un point d'étape

Les quartiers traités au titre du précédent programme (ancien stade Pierre Antonius, Bergevin, Chanzy, Henri IV, Les Plaines), affichent aujourd'hui tous un résultat positif : l'habitat, le cadre de vie, les équipements publics se sont améliorés. Ceci encourage à continuer de renouveler la ville, à poursuivre le travail d'ouverture des quartiers, à continuer de faire évoluer la vie dans la cité, pour qu'elle soit plus attractive, harmonieuse et riche de diversité. Au cours de ces prochains mois, aux côtés de Cap Excellence, la SIG passera à une phase de mise en œuvre plus active de ses projets, à travers le désamiantage et la démolition de différents immeubles.



David Lanclas (responsable pôle développement), Séverine Saminadin (responsable de développement social), Gwaéva Bicep-Méri (cheffe de projets rénovation urbaine), Anaëlle Alexis (chargée de mission RSE, innovation et projets)

trait d'union entre le projet urbain et les réalités humaines. Reloger des familles, c'est accompagner au changement de vie, ce qui implique une dimension sociale forte. Nos travailleurs sociaux interviennent avant le relogement, pour identifier les besoins des familles ; pendant, pour s'assurer que toutes les ouvertures de droits administratives et sociales sont réalisées, et après pour vérifier que le logement répond aux besoins des familles. Le relogement implique un changement de quartier, de voisinage, d'habitudes pour des personnes attachées à leur lieu de vie, même s'il est précaire. Il

nécessite un accompagnement dans la durée. L'objectif est de ne pas mettre le locataire en difficulté et que la solution de relogement soit pérenne. »

Anaëlle Alexis, chargée de mission RSE, innovation et projets :

« Sur le périmètre de Cap Excellence, en lien avec les équipes, j'assure le pilotage du processus de concertation et contribue à la politique de relogement. La SIG et ses partenaires se sont engagés à recueillir l'adhésion et la participation des habitants, (locataires, riverains et commer-

cants), depuis la conception jusqu'à la concrétisation des projets, en mettant en place des accueils dédiés et une écoute privilégiée. Nous tenons compte de leurs besoins, idées, envies, aussi bien en ce qui concerne le logement, les travaux que l'habitat dans sa conception la plus large : quartier, jardin, commerces, services. Accompagnés des services opérationnels, nous assurons l'accompagnement au changement et créons les conditions favorables au bien vivre ensemble. C'est un enjeu de proximité et de cohésion sociale. »



Développement durable

UN DÉFI, DEUX SOLUTIONS : INGÉNIERIE ET FORMATION

Filao Ingénieurs Conseils est un bureau d'études environnement basé en Guadeloupe, Martinique et Guyane, qui se distingue par sa capacité à réaliser des projets « clefs en main ». Sa mission : accélérer la transition écologique de ces territoires et de leurs entreprises. Mais c'est aussi un centre de formation... Explications de son directeur, Bertrand Viret.

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim

Filao Ingénieurs Conseils propose son expertise depuis 5 ans aux entreprises et institutions. Dans quels domaines spécifiquement ?

Nous sommes une entreprise à « mission », qui compte 12 collaborateurs, structurée en 4 pôles. Le pôle déchets et économie circulaire, dans lequel nous réalisons des études de faisabilité technico-économiques pour des projets de valorisation de déchets, mais aussi des missions, à l'échelle des territoires, visant à améliorer leur gestion. Le pôle Études réglementaires et biodiversité, quant à lui, prend en charge les études indispensables à tout projet d'aménagement d'envergure ou projet industriel (études d'impact, dossiers loi sur l'eau, dossiers ICPE). Dans le pôle Bâtiments et aménagements durables, nous accompagnons les maîtres d'œuvre dans l'obtention des certifications

environnementales de leurs projets (CERQUAL NF Habitat HQE, CERTIVEA HQE bâtiment ou aménagement durable, BREEAM). Enfin dans le pôle Eau et assainissement, nous intervenons en tant que maître d'œuvre pour la construction ou la réhabilitation de stations d'épuration, réseaux ou postes de relevage, projets de réutilisation (REUT), mais aussi pour des ouvrages de gestion durable des eaux pluviales.

Vous intervenez aussi bien en Guyane qu'en Martinique ou en Guadeloupe ?

Tout à fait, ainsi qu'à Saint-Martin, et parfois plus rarement dans les îles voisines anglophones. Bien que très différents, ces territoires sont liés par de nombreux acteurs communs, et le même socle réglementaire, ce qui nous permet de mutualiser beaucoup de connaissances tout en apportant des réponses adaptées

Alicia Devilliez (assistante de direction), Jaïma Raghouandan (responsable pôle bâtiments et aménagements durables), Oriane Fraiderik (responsable pôle déchets économie circulaire), Manoach Racon (alternant communication marketing), Charlyne Groussard (chargée de projet environnement), Bertrand Viret (ingénieur conseil, gérant), Lola Gilbert (chargée d'études bâtiments durable & programmatrice du podcast Ré-Génération Caraïbes), Flavio Rousset (responsable pôle eau et assainissement), Paco Thouvenin (chargé de projet environnement), Talina Rambinaising (technicienne assainissement), Mathieu Coulon (responsable pôle études réglementaires et biodiversité)

aux contextes toujours spécifiques de nos clients. L'agilité est une de nos forces : nous sommes une petite structure, ce qui nous permet d'aller vite dans les prises de décisions, ou dans les changements parfois nécessaires en cours de projets.

Vous revendiquez la force de l'interlocuteur unique ?

Exactement. Par notre structuration, nous sommes capables de gérer les projets durant toute leur durée de vie : études de faisabilité, dossiers réglementaires, dossiers de financement, maîtrise d'œuvre ou assistance à maîtrise d'ouvrage. Notre client n'a donc potentiellement qu'un seul interlocuteur du début à la fin, et les délais en sont raccourcis d'autant. De gros industriels nous font confiance, séduits par notre capacité à faire les choses de façon précise et efficace. Je tiens à ajouter que nous avons réellement une approche de conseil : c'est-à-dire que notre succès est intimement lié à celui de nos clients. Nous ne sommes clairement pas là pour vendre des prestations sans vision ou continuité. Ce qui nous motive, c'est de travailler sur le long terme avec des principes de confiance, et d'apporter tout notre savoir-faire pour la réussite des projets et l'optimisation de leurs performances environnementales, ce qui, pour nous, va de pair ! Notre ambition ? Offrir cette plus-value à un

maximum d'entreprises et collectivités en Martinique, en Guyane et en Guadeloupe. Nous sommes persuadés que nos territoires ont tout pour devenir des modèles de développement durable !

Filao est aussi un centre de formation certifié Qualiopi. Pourquoi proposer des formations ?

Pour répondre à un vrai besoin identifié chez nos clients au fil du temps. En effet beaucoup de porteurs de projet connaissent mal certains enjeux techniques ou réglementaires et nous consultent trop tard, avec des conséquences souvent lourdes en termes de coûts et de délais. Pour éviter cet écueil, nous proposons des formations leur permettant d'acquérir des bases solides afin de mieux anticiper leurs projets, sans devoir missionner chaque fois un cabinet de conseil. Filao est le seul centre de formation certifié Qualiopi spécialisé en développement durable à offrir ce genre de formations aux Antilles et en Guyane. Nos formations sont appuyées sur des exemples réels et locaux, pour répondre aux besoins opérationnels de nos clients. Elles sont toutes données par nos ingénieurs, en intra ou en inter, en ligne ou en présentiel. Notre catalogue est disponible en ligne, mais nous pouvons aussi établir des modules sur-mesure, à destination des collectivités, des entreprises ou institutions.

Technologie

CARIBBEANCONNECT

UN PROJET STRUCTURANT POUR L'AVENIR DES ANTILLES

CANAL+ a mis en service le 15 octobre dernier CaribbeanConnect, qui marque une étape clef dans sa stratégie globale de développement du numérique dans les Antilles, au service de la compétitivité et de la résilience des territoires, pour bâtir un avenir plus connecté et performant.

Texte Anne de Tarragon - Photo Lou Denim



Sébastien Punturello, directeur général CANAL+ Antilles Guyane

Soutenir et partager la production locale

CANAL+ investit pour le rayonnement des contenus locaux et antillais sur tous les territoires, via sa plateforme mais aussi divers projets et manifestations, qu'il s'agisse de repérer, accompagner, financer, promouvoir ou diffuser les talents et productions. Le Festival Nouveaux Regards, le soutien à l'écriture, les appels à projets... CANAL+ Antilles a ainsi coproduit le court-métrage « Timoun Aw » en 2020, à l'origine du film Zion qui sera diffusé le 15 novembre en prime sur tous les territoires ultramarins de la Polynésie jusqu'à Haïti en passant par l'océan Indien ainsi qu'en Hexagone. « Toutoune pour l'amour du sport et de la Guadeloupe », un portrait touchant d'Antoine Chérubin, en exclusivité sur CANAL+ le 29 octobre. Toutes les productions locales sont disponibles sur CANAL+ Outremer via l'application CANAL+.



© Teddy Vestrus
Aymé Makuta (directeur général Canal+ Télécom - Direction Caraïbes et Océan Indien), Frédéric Calouneac (directeur des opérations et de l'innovation de Canal+ Télécom - Direction Caraïbes et Océan Indien), Franck Bertaud (responsable ingénierie et architecture - Technique et opérations), Alice Bourrouet (conseillère de projet de l'Agence exécutive pour la santé et le digital (HaDEA)), Yves Darau (secrétaire général pour les affaires régionales), Sébastien Punturello (directeur général CANAL+ Antilles et Guyane - Direction Caraïbes et Océan Indien)

CANAL+ aux Antilles Guyane, c'est une plateforme dédiée aux contenus, et c'est aussi un opérateur Télécoms reconnu. Sur nos territoires, la connectivité est un enjeu majeur d'ouverture sur le monde. Les usages se développent (+ 40 % par an), comme les besoins (+ 50 %), en termes de débits, de robustesse et de résilience du réseau, mais aussi de sécurité, de connectivité et de compétitivité. CaribbeanConnect, une infrastructure sous-marine à très haut débit (300 Gb/s) qui relie en boucle la Guadeloupe, la Martinique et Porto Rico, répond à cet enjeu majeur. Ce projet de 6,3 millions d'euros cofinancé par CANAL+ et à 70 % par l'agence de la Commission européenne en charge de la Santé et du Digital à travers son Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), a été inauguré officiellement le 15 octobre dernier.

Renforcer la connectivité

Ce projet qui améliore la bande passante vers le hub internet régional (Porto Rico), complète une infrastructure locale stratégique, notamment avec le data center CANAL+ TÉLÉCOM situé en Guadeloupe. Ces deux piliers technologiques renforcent la connectivité du territoire tout en

répondant aux besoins spécifiques des usagers ultramarins. Pour Aymé Makuta, directeur général de CANAL+ TÉLÉCOM : « CaribbeanConnect n'est pas seulement une infrastructure technique, c'est aussi un levier de développement économique et social. En renforçant la connectivité, nous créons les conditions pour innover, attirer des investisseurs et offrir de nouvelles opportunités aux Antillais. Un enjeu dont les retombées sont larges et qui est, pour l'ensemble de nos équipes, un défi hautement stratégique ».

Une expérience de haute qualité

Les particuliers bénéficieront d'une expérience Internet optimisée (streaming, télétravail, jeux en ligne) avec des débits multipliés et une latence réduite, grâce à la Fibre. Sur la partie contenus TV, les clients accèdent aux services les plus récents, aux chaînes locales, à des contenus comme MAX, OCS, AppleTV... et tous les contenus de CANAL+ en live et à la demande, et directement accessibles dans les interfaces via le décodeur connecté ou l'application CANAL+. « Notre ambition est de permettre à nos abonnés de vivre pleinement leurs

passions grâce à une expérience toujours plus immersive et innovante, déclare Sébastien Punturello, directeur général de CANAL+ Antilles Guyane. Le digital transforme nos usages et nos attentes, et CANAL+ se réinvente en permanence pour y répondre ».

Une offre majeure pour les entreprises

CANAL+ innove et investit en permanence pour proposer une gamme de produits adaptés : connecter les sites d'une multinationale avec ses agences locales, offrir des services de haute qualité pour des TPE qui constituent l'essentiel du tissu économique local et ont des demandes spécifiques. « Nous proposons aux entreprises une compétitivité renforcée grâce à des connexions stables et sécurisées, indispensables pour le cloud, la visioconférence ou l'hébergement local de données via le data center CANAL+ TÉLÉCOM. »

Ouvrir ensemble pour le territoire

CANAL+ assure une meilleure résilience face aux risques climatiques et une attractivité accrue pour les investisseurs. « CaribbeanConnect est un exemple concret de la manière dont l'Europe et les acteurs locaux peuvent travailler ensemble pour bâtir l'avenir numérique des Outre-mer », souligne Aymé Makuta. Pour la conseillère de projet de l'Agence exécutive pour la santé et le digital, HaDEA, Alice Bourrouet « cofinancer le projet CaribbeanConnect n'est pas seulement un investissement dans des câbles et des infrastructures, c'est un investissement dans les personnes, dans les opportunités, dans la capacité à innover localement, à créer de la valeur ici, en Guadeloupe, en Martinique, pour aujourd'hui et pour demain ».

CANAL+

L'EXCELLENCE DU COLLECTIF AU SERVICE DE L'ENTREPRENEURIAT

Aux Antilles-Guyane, l'excellence se manifeste de mille façons : dans la créativité, l'innovation durable ou la transmission d'un savoir-faire. Pour **Réseau Entreprendre Guadeloupe**, elle prend le visage du collectif, celui de femmes et d'hommes engagés pour faire réussir les entrepreneurs et faire rayonner le territoire.

© Vadji Therasse



Line Charles-Hélène (directrice Réseau Entreprendre Guadeloupe), Jean-Pierre Barbotteau (président), Sarah Duhamel (chargée de gestion administrative)

Depuis plus de dix ans, Réseau Entreprendre Guadeloupe rassemble des chefs d'entreprise désireux de partager leur expérience et soutenir la réussite des nouveaux entrepreneurs. Chaque lauréat bénéficie d'un accompagnement personnalisé par un chef d'entreprise bénévole, qui transmet conseils, réseau et savoir-faire. Sous la présidence de Jean-Pierre Barbotteau, entrepreneur passionné et attaché à la transmission, le Réseau incarne une excellence fondée sur la coopération et l'engagement. « Notre force, c'est le collectif. Nous croyons en la réussite partagée, celle qui crée de l'emploi, de la valeur et du sens », souligne-t-il. À ses côtés, Line Charles-Hélène, directrice fondatrice, apporte depuis le premier jour rigueur, enthousiasme et bienveillance. Forte de son expérience dans le secteur bancaire, elle accompagne les porteurs de projets avec exigence et humanité. Sarah Duhamel,

collaboratrice investie, veille au quotidien à la fluidité de l'accompagnement et à la cohésion entre membres, partenaires et lauréats. Ensemble, ils forment un trio moteur, garant d'un écosystème entrepreneurial dynamique et solidaire.

Aujourd'hui, plus de 60 lauréats ont été accompagnés, autant de parcours qui témoignent de créativité, d'innovation et de persévérance. Derrière chaque projet se cachent des histoires humaines fortes, qui font rayonner la Guadeloupe et démontrent que l'excellence se construit dans le partage et le collectif.

Pour Réseau Entreprendre Guadeloupe, l'excellence n'est pas une destination mais une aventure humaine, cultivée chaque jour dans la confiance, l'audace et la volonté de faire grandir ensemble les entrepreneurs et le territoire.



RESEAU ENTREPRENDRE GUADELOUPE
C/O Groupe Amédée BARBOTTEAU
Impasse Jean-Marie JACQUARD
ZI de Jarry - 97122 BAIE-MAHAULT
0690 14 33 12
www.reseau-entreprendre.org/guadeloupe/

BMW EST DE RETOUR.

MBG
ZAC de la Grande Voie
224 Rue Thomas Edison, La Jaille
97122 Baie-Mahault

Engagement

DIX ANS DE COLLABORATION ET DE DÉFIS

En 2015, Frank Bozzarelli lançait **FB Telecom**, une société de conseil en téléphonie mobile. Dix ans plus tard, celle-ci compte 40 collaborateurs et tisse les réseaux mobiles des Antilles-Guyane. Retour sur une décennie d'ambition dans un secteur en perpétuelle évolution.

Texte Joséphine Notte - Photo Lou Denim



Équipe De Guadeloupe : (Debout) Isabelle Loïal, Jimmy Stedman, Gérald Rocchietti, Livo Alet, Frank Bozzarelli, Samuel Fumont, Sarah Tormin, Ryan Jelaine, Ludovic Francillette, Xavier Honoré (Accroupi) Laura Joga, Yvens Laurore, Hilaire Honorin, Naomy Virginie

Il n'a fallu que quelques années pour que la société FB Telecom s'impose comme un partenaire incontournable du déploiement des réseaux de téléphonie mobile dans les Antilles-Guyane. Elle œuvre aujourd'hui aux côtés des opérateurs et équipementiers majeurs dans le domaine mais aussi pour les institutions publiques. C'est un acteur clef qui intervient sur l'ensemble de la chaîne de production télécom : recherche et négociation de sites, installation, maintenance et mise en service des réseaux 4G et 5G. Dans un secteur où les innovations technologiques demandent une grande agilité, FB Telecom a su bâtir des relations de confiance avec ses clients en proposant des solutions « clefs en main » adaptées aux réalités de nos territoires.

Un développement intimement lié aux enjeux de nos territoires

L'histoire de FB Telecom est intimement liée à celle de nos territoires. L'un des tournants importants de son développement reste le cyclone Irma en 2017 qui a ravagé les îles du Nord. « Nous avons été appelés en urgence pour rétablir les réseaux à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. On a été très réactifs et mis en place des moyens de logistique et d'ingénierie qui ont permis très rapidement à la population d'avoir un minimum de services. Cet épisode a été une épreuve, mais aussi une démonstration de notre expertise et de notre engagement », se souvient Frank Bozzarelli. Une mobilisation exceptionnelle et surtout une opportunité unique pour la société, d'ancrer des partenariats durables avec ses clients.

Une organisation Antilles-Guyane

Après avoir consolidé sa présence en Guadeloupe et îles du Nord, FB Telecom s'installe en Guyane.

« La Guyane, c'est un territoire unique avec des enjeux différents des îles.

Le besoin est de pouvoir réaliser des chantiers dans des zones les plus reculées, de mettre en œuvre des infrastructures plus imposantes avec des conditions logistiques très atypiques (pirogue, hélicoptère). Nos équipes dédiées à ses conditions particulières réalisent un travail formidable », témoigne le fondateur. Ces deux dernières années, FB Telecom intensifie sa présence en Martinique : « Nous gagnons la confiance de nouveaux

chef d'entreprise, nous avons les standards de rigueur et de sécurité des grands groupes ». Une stratégie clef pour maintenir des relations de confiance avec ses clients et surtout préserver ses équipes.

L'humain : au cœur des valeurs de l'entreprise

Pour Frank Bozzarelli, FB Telecom c'est avant tout une aventure humaine : « Nous avons toujours voulu être plus qu'un prestataire technique. Nous formons, nous intégrons, nous faisons grandir les jeunes des territoires ». Un engagement qui lui tient particulièrement à cœur : avant de diriger son entreprise, il a lui aussi démarré sans diplôme sur les chantiers des télécos. « J'ai appris sur le tas, et trente ans plus tard je suis à la tête d'une entreprise. Je veux offrir les mêmes chances que celles qu'on m'a données. »

Au fil des années, FB Telecom s'est ainsi affirmée comme un acteur clef de l'insertion professionnelle en Guadeloupe. L'entreprise accueille régulièrement des personnes sans formation spécifique dans le domaine et les forme à la fois sur le plan technique et managérial. « Sur notre agence en Guadeloupe, et dans très peu de temps en Martinique, nous installerons un "laboratoire école" pour que les jeunes puissent perfectionner leur savoir-faire. » Le chef d'entreprise conclut : « Avec du recul, ma plus grande fierté de cette décennie, c'est d'avoir vu ces collaborateurs progresser au sein de notre entreprise et de les voir chaque jour apporter aujourd'hui leurs expertises dans l'aménagement de nos territoires. C'est dix ans d'aventures humaines, d'efforts collectifs, de remise en question et de défis relevés ensemble. Nous remercions nos clients qui nous font confiance depuis toutes ces années ! »

« On évolue avec les innovations, on forme perpétuellement nos équipes et surtout on essaie toujours de créer des projets sur-mesure »

clients par le renforcement de nos équipes et réalisons des investissements pour déployer des projets ambitieux sur ce territoire ».

Une PME locale à la culture de startup

Malgré sa croissance rapide, FB Telecom a mis en place une organisation à la hauteur de ses enjeux (sécurité, environnement) tout en gardant un esprit de startup : « on évolue avec les innovations, on forme perpétuellement nos équipes et surtout on essaie toujours de créer des projets sur-mesure pour répondre aux exigences de nos clients. Par contre, insiste le

À QUOI MESURE-T-ON L'EXCELLENCE ?

L'excellence n'est pas un concept figé, mais un processus dynamique qui suppose une volonté de progresser, de se dépasser. Et en la matière, les acteurs de la Tech sont particulièrement bien placés, capables d'inventer, tester, défaire, réinventer tout au long de la vie d'un projet. Nous avons rencontré créateurs et développeurs de 6 applications créées ici pour donner un aperçu de l'excellence sur nos territoires. Rencontres.





Déploiement de la fibre, démocratisation de l'intelligence artificielle générative, programmes d'incubateurs d'entreprise, réseaux Tech, organisation de hackathons... le dynamisme du secteur de la Tech est palpable. À l'heure du tout numérique, nous avons rencontré Jacques-Henry Joseph et Dimitri Brault, cofondateurs de Madin.IA, qui nous livrent leur analyse du secteur.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Jean-Albert Coopman

Dimitri Brault et Jacques-Henry Joseph, cofondateurs de Madin.IA

AU BON MOMENT, AU BON ENDROIT...

Comment décririez-vous l'écosystème local ? Est-il favorable et calibré pour le développement de structures et de produits de la Tech ?

Dimitri Brault : Je pense qu'il y a un renouvellement de cet univers startup, avec une vraie redynamisation post Covid. Il s'en crée de plus en plus sur nos territoires, et particulièrement en Martinique, mais il est paradoxalement très fragile. Beaucoup se tournent vers l'entrepreneuriat faute d'opportunités professionnelles. Pourtant, et malgré les dispositifs d'accompagnement et les réseaux, l'entrepreneuriat est un écosystème imprévisible, et particulièrement quand il touche à l'innovation. Les accès aux financements sont difficiles, la lourdeur administrative est fastidieuse et il n'est pas toujours aisé de savoir vers qui se tourner. Malheureusement les dispositifs locaux s'avèrent souvent insuffisants pour voir prospérer une entreprise. Pour un développement à plus grande échelle, on rencontre des freins, d'autant plus que les connections entre les départements ne sont pas optimales. Si nous voulons faire grandir des entreprises caribéennes, antillaises, on doit créer cette synergie pour construire un vrai écosystème Tech dans la région.

L'avènement de l'intelligence artificielle (IA) a-t-il rendu le secteur plus dynamique ou inventif ?

D.B. : L'arrivée de l'IA est une vraie révolution technologique, et comme toute révolution, nombreux sont ceux qui veulent surfer sur la vague. Demain, la quasi-totalité des inventions seront faites à base d'IA donc le potentiel de marché est conséquent. Cependant, le challenge est aussi de faire en sorte que la Caraïbe reste souveraine en matière de data. Or, il y a une méconnaissance de ce qui se fait en local, aujourd'hui beaucoup d'entreprises qui veulent intégrer l'IA dans leur process se tournent vers des professionnels basés dans l'Hexagone, ignorant l'existence d'une expertise locale.

Quelle place tiennent les applications mobiles dans le secteur Tech ? Est-ce que c'est une interface qui fait sens à l'échelle de nos marchés ?

Jacques-Henry Joseph : L'application est aujourd'hui l'interface la plus efficace pour s'exporter à l'étranger. Iléco, par exemple, aurait eu beaucoup plus de mal à s'exporter si le projet avait été conçu comme un site web. D'autre part, la tranche des 12-35 ans a remplacé l'ordinateur par le smartphone, c'est donc via ces applications qu'on interagit le mieux. L'ordinateur, lui, est presque devenu archaïque (*rires*). Beaucoup d'applications sortent, peu sont connues pourtant toutes répondent à une demande locale. Même les géants du numérique ont tenté de s'implanter sur nos territoires. Je pense notamment à Uber qui a essayé de s'implanter en Martinique, mais les coûts liés au déplacement et la marge prise sur les courses n'étaient pas rentables par rapport au dénivelé martiniquais et à la congestion du réseau autoroutier. Le modèle

économique de Uber, qui repose sur le temps de trajet d'un point A à un point B, ne collait pas avec la réalité martiniquaise. Le principe d'une application est le suivant : répondre à un besoin, au bon moment, au bon endroit, pour une clientèle suffisamment mature et nombreuse.

Quels sont les autres défis singuliers liés au développement d'une appli sur nos territoires ?

D.B. : Sur la partie technologique, trouver les personnes compétentes reste un défi. Il y a aussi nos habitudes de consommation et le potentiel de prospects qui demeure faible à l'échelle de nos territoires. Il y a un écart entre l'investissement et le temps de conception d'une application pour éventuellement très peu de clients qui l'utilisent.

J-H.J. : On ne dit pas qu'il ne faut pas faire d'appli aux Antilles-Guyane ! Simplement si on veut en vivre, il faut penser export dès le départ. Kiprix, par exemple, a fait le choix d'une appli 100 % gratuite, mais ça ne lui a pas rapporté 1 euro ! Alors même que la mise de départ est importante, et c'est encore plus vrai quand on développe une application. Je dois toutefois reconnaître qu'avec l'IA, le coût de développement d'une application a énormément baissé. On est aujourd'hui à l'ère du concepteur et plus de développeur, et il est possible de sortir une application viable en utilisant un cloud AI. Mais dans l'univers des applications mobiles, il y a une sélection naturelle qui s'opère avec les rachats de produits concurrents notamment. Pour rester concurrentielle l'appli doit toujours être à la pointe.

Justement, combien ça coûte de créer une application mobile ?

D.B. : Entre 20 000 et 50 000 euros, jusqu'au lancement de l'appli. C'est-à-dire que le produit peut être consommé avec cette mise de départ. Il y a deux modèles économiques quand on développe une application : la gratuité et l'abonnement. Mais, dans les deux cas, c'est très difficile à rentabiliser localement. Parvenir à toucher ne serait-ce que 2 % de la population, c'est énorme à notre échelle !

J-H.J. : Des jeunes qui ont des idées, il y en a plein ! Mais les moyens de financer ces idées manquent cruellement. Il n'est pas rare qu'on nous demande d'avoir 20 à 40 % de la somme pour obtenir un financement, cela met une barrière. Pour la petite histoire, une entreprise parisienne, qui est sur le même domaine de compétences que Madin.IA et vend les mêmes produits, est parvenue à lever 1 million d'euros en quelques semaines. Nous, alors même qu'on a lancé notre structure un mois avant celle de Paris, n'avons eu aucun financement. Le décalage est énorme : c'est tout ou rien, parce que l'une des entreprises est basée à Paris et l'autre à Fort-de-France. Pour autant, cela ne freine pas l'innovation locale, on se prépare simplement à aller chercher chaque euro avec les dents !

Iléco, la startup qui digitalise la publicité locale

Texte Sarah Bayal



« Une alternative moderne et écologique »

Alan Abatuci,
cofondateur d'Iléco

« L'idée d'Iléco est née à la fin de mes études, alors que j'étais au Canada. Je voulais dématérialiser les prospectus papier, ces publicités qui s'accumulent dans les boîtes aux lettres pour finir à la poubelle. À mon retour en Martinique, fin 2015, j'ai lancé l'application pour rendre l'information commerciale accessible sur smartphone et tablette, tout en permettant aux enseignes d'en suivre la consultation.

Au départ, je démarchais, seul, les magasins, souvent réticents à abandonner la publicité papier, pourtant très coûteuse. L'arrivée des premiers annonceurs a ensuite créé une vraie dynamique : plus il y avait d'enseignes, plus les utilisateurs

étaient nombreux, et inversement. Un partenariat stratégique avec un distributeur de prospectus nous a ensuite permis d'approcher les grands comptes.

J'ai investi entre 40 000 et 60 000 euros pour développer l'application. C'est un projet exigeant qui nécessite des mises à jour régulières. Nous avons récemment injecté 30 000 euros pour créer un nouveau back-office permettant aux enseignes de suivre leurs données en temps réel.

J'ai aussi bénéficié du soutien du Village By CA, un accélérateur de startup, qui m'a aidé à structurer le projet et à élargir mon réseau. Aujourd'hui, Iléco compte une équipe de cinq personnes et fonctionne, sur les Antilles-Guyane, en SaaS (*Software as a service*) : les marques paient un abonnement pour diffuser leurs offres, tandis que l'application reste gratuite pour les utilisateurs.

Avec la réduction progressive du papier et la montée du digital, Iléco s'impose donc comme une alternative moderne et écologique. Notre ambition : étendre l'application au marché national et européen, tout en continuant à enrichir les fonctionnalités. »

QUELQUES CHIFFRES

- Création en décembre 2015
- 185 entreprises partenaires aux Antilles-Guyane
- 450 000 à 500 000 visites mensuelles
- 251 600 téléchargements
- 182 000 visiteurs uniques
- 35 minutes : temps moyen passé par lecteur sur l'application

« Une expérience claire et accessible à tous »

Samuel Morales,
ingénieur logiciel

« Le principal défi a été de concevoir une application fluide et performante tout en répondant à des besoins très différents selon les utilisateurs. Nous avons dû créer une base technique solide, capable d'évoluer facilement et d'assurer une parfaite synchronisation entre le site web, où l'on gère les données, et l'application mobile.

L'un des points clefs a été d'intégrer des informations en temps réel – comme les mises



à jour de prix ou d'offres – tout en gardant une expérience utilisateur intuitive et réactive. Nous avons aussi porté une attention particulière à la sécurité des échanges.

Côté design, nous nous sommes inspirés des applications modernes et populaires afin d'obtenir une expérience claire et accessible à tous. Nous avons aussi tenu compte des retours du terrain afin de réaliser un outil parfaitement adapté aux usages. L'ergonomie de l'application est centrée sur la simplicité et la rapidité d'accès à l'information. Nos critères de réussite sont simples : fluidité, clarté et adoption progressive par les utilisateurs. Les prochaines étapes prévoient un déploiement à l'échelle nationale, de nouvelles fonctionnalités géolocalisées pour afficher les offres autour de soi et une amélioration de la rapidité et de l'accessibilité. »



« Savoir quelle enseigne vend quoi, et à quel prix ! »

Philippe Diser, utilisateur
de l'application Iléco

« J'ai très vite adopté l'application sur mon mobile et ma tablette. Je n'ai jamais été un grand adepte des prospectus papier que je trouvais surtout synonymes de gaspillage. Je la consulte trois à quatre fois par semaine, surtout par curiosité : savoir quelle enseigne vend quoi et à quel prix ! Quand je repère une bonne affaire, je fais une capture d'écran et l'envoie à mon épouse (rires). Je regarde plutôt les offres en alimentation, bricolage et décoration. À terme, j'aimerais toutefois pouvoir enregistrer une page directement, sans passer par une capture, et disposer de liens directs vers les applications des enseignes en cas de coupons de réduction, notamment. »



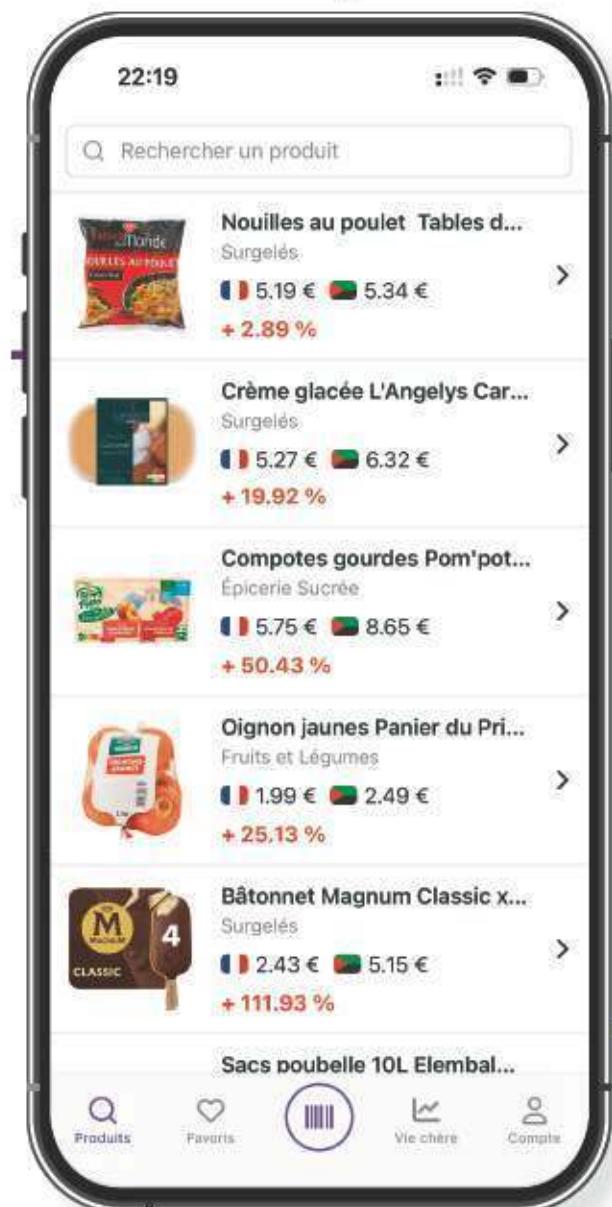
Pour une consommation plus juste : l'initiative Kiprix

Texte Sarah Balay

« J'ai changé de mode de vie »

Sophie Tacita,
utilisatrice de
l'application Kiprix

« C'est en lisant la presse que j'ai découvert Kiprix. Ma première intention était de comparer les prix entre enseignes locales pour choisir où faire mes courses. Mais j'ai vite constaté que les magasins pratiquaient des marges exorbitantes, parfois supérieures à 120 % par rapport à l'Hexagone. Cela m'a poussé à changer de mode de vie : j'ai réduit ma consommation de produits transformés, je privilégie les fruits et légumes de saison et je fabrique certains produits du quotidien. Par exemple, au lieu d'acheter du liquide vaisselle toutes les trois semaines, un savon de Marseille me dure six mois. Je composte pour limiter mes déchets et réduire l'usage des sacs-poubelle. »



« Créer un outil citoyen »

Robeen Simeon, créateur et développeur de Kiprix

« Tout est parti d'une idée soufflée par mon père. Il s'intéressait beaucoup à l'avenir de la Martinique et aux questions liées à la vie chère. Un jour, il m'a glissé : "Tu devrais créer un comparateur de prix". Sur le moment, je n'ai pas pris la mesure de ce conseil. Mais cette idée est restée et avec le temps elle a mûri. Quand il est décédé, j'ai compris que je devais aller au bout, malgré mes craintes. J'avais les compétences de développeur et l'envie de concrétiser ce qu'il avait imaginé. En septembre 2024, après six ou sept années de travail – de recherche, de développement et de tests –, j'ai lancé kiprix.com, un site totalement inédit qui compare les prix entre la Guadeloupe, la Martinique et l'Hexagone sur près de 14 000 produits. C'était le bon moment : le contexte social en Martinique était très tendu autour du problème de vie chère. Le soir de la mise en ligne, j'ai été sollicité par les médias nationaux curieux de comprendre les causes de ce mouvement d'ampleur. En deux mois, le site a enregistré plus de 60 000 visiteurs. Kiprix n'est pas un projet lucratif, mais une initiative citoyenne, sans business model, née

d'un besoin de transparence. En plus de comparer les prix, le site permet de suivre l'évolution et l'historique du coût d'un produit.

Pour récupérer les données, j'utilise ScrapingBee, un service en ligne qui permet d'extraire automatiquement les prix affichés sur les sites internet des enseignes disposant d'un drive : Leclerc La Galleria et 123.click en Martinique ; Super U à Pointe-à-Pitre et Super U à Petit-Bourg en Guadeloupe ; Leclerc Montaudran, Leclerc Garosud et Super U Colomiers dans l'Hexagone. En janvier 2025, j'ai créé l'application mobile qui a demandé davantage de travail en amont, notamment sur la partie design. Grâce à l'intelligence artificielle, j'ai pu la concevoir en trois semaines à peine. Elle permet aux utilisateurs de contribuer eux-mêmes en relevant les prix dans les magasins, via une photo (étiquette) et une géolocalisation. Une manière d'impliquer les citoyens et de renforcer la base de données.

L'idéal serait d'atteindre les 300 000 à 500 000 prix comparés pour aller encore plus loin : simuler un panier type, comparer les enseignes ou calculer le panier le plus économique. Mais pour cela, les consommateurs doivent jouer le jeu en effectuant des relevés de prix. Peut-être envisager un système de récompense pour les encourager ? Lancer Kiprix ne m'a pas demandé un investissement financier important mais surtout du temps – environ 300 heures de travail – et beaucoup d'énergie. À mes yeux, ce concept devrait être porté par une institution publique. D'ailleurs, j'ai déjà été approché par la CTM (Collectivité territoriale de Martinique) qui travaille actuellement sur un outil de surveillance et de recherche de données en matière de prix. À suivre. »

QUELQUES CHIFFRES

- Date de création : janvier 2025
- 7 000 inscrits
- 1 000 utilisateurs mensuels
- 10 000 téléchargements
- 13 650 produits

Choisir, commander et déguster en quelques clics avec KesQuonDine

Texte Caroline Babilin - Photos Christophe Fidole



« Gagner du temps à l'heure du déjeuner »

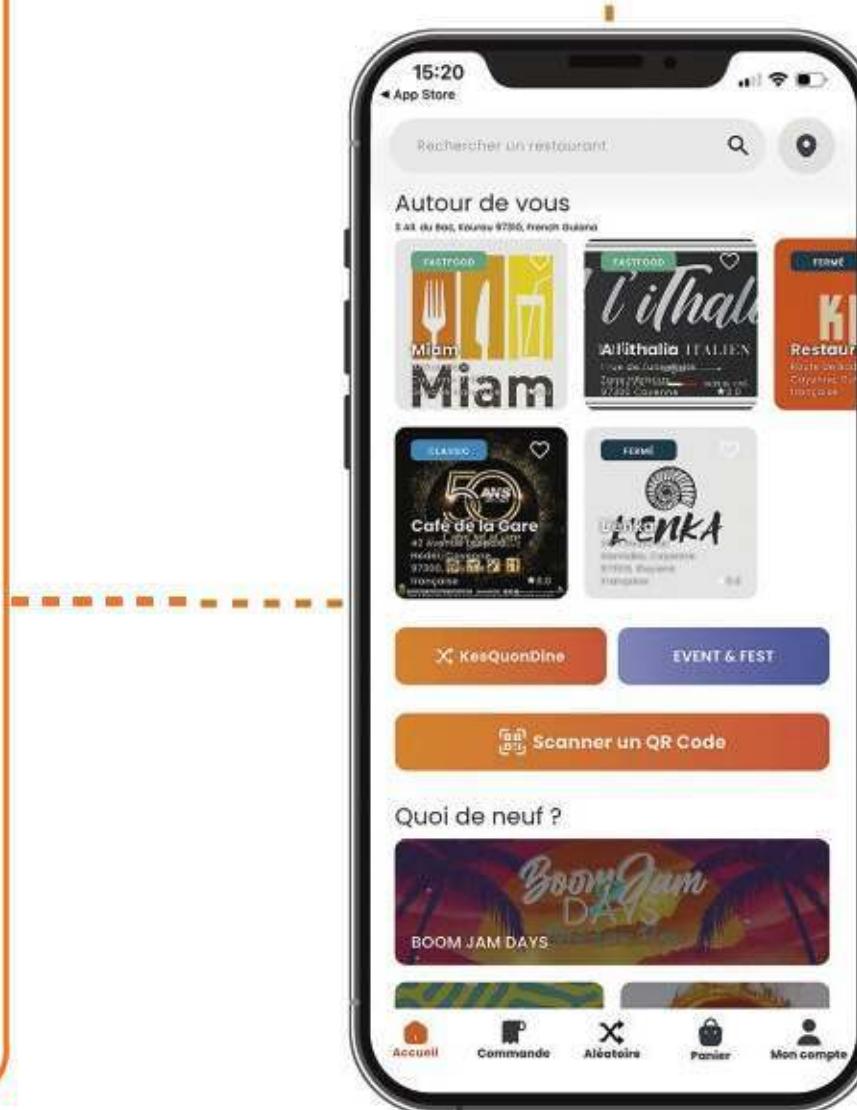
Xavier Blaise,
créateur de l'application

« Quand j'étais étudiant à Toulouse, je ne connaissais que deux restaurants. Et aux heures de rush, pour commander à emporter, il y avait parfois 20 minutes d'attente... L'idée d'une application qui recenserait les restaurants dans les environs et présenterait l'ensemble de leur carte, avec la possibilité de commander et payer en ligne, puis de venir chercher son repas quand il est prêt, vient de là. Avantage pour les clients : éviter les files d'attente. Et pour les restaurateurs : la visibilité offerte par l'application et davantage de fluidité dans la gestion des commandes et des paiements. Finalement, c'est en Guyane, où je suis chef de projet applicatif et fondateur de l'agence IMT Concept, que l'idée se concrétise, quelques années plus tard. C'est la première application que nous développons entièrement en interne. Une première version bêta est testée, en 2023, à l'occasion de

la Wyhcella. On avait proposé à l'organisateur du festival de tester l'app pour présenter les plats et boissons disponibles et pour que les clients puissent commander en ligne. Il a dit "OK, mais je veux qu'on puisse aussi payer via l'application". C'était un mois avant le festival et on s'est arrachés pour mettre le paiement en place. Le jour J, tout était prêt. Deux nuits blanches et quelques sueurs froides plus tard, le test s'est révélé concluant : l'application a bien tenu, pas de bug majeur à signaler et les premiers retours des restaurateurs nous ont permis d'avancer : "Untel n'a pas pu faire telle chose parce qu'on n'avait pas la fonctionnalité", etc. Nous sommes donc repartis en développement pendant un an. Le business model repose sur un système d'abonnement mensuel pour les restaurateurs (à partir de 60 euros par mois) et une commission sur les commandes. Nous souhaitons offrir un maximum de services aux restaurateurs qui ont aussi la possibilité de faire des offres promotionnelles via l'application. Nous les accompagnons lors de la prise en main, cela dure environ 2 à 3 heures, afin de bien cerner leurs besoins et paramétriser l'app à leur convenance. Reprendre, corriger, développer... Dernièrement, nous avons mis en place des notifications WhatsApp pour prévenir le restaurateur qu'il a reçu une commande et le client quand son repas est prêt ; nous allons maintenant entrer dans une phase active de commercialisation. »

QUELQUES CHIFFRES

- Date de création : **2023** (version Bêta), déploiement et commercialisation Guyane **fin 2025** et Guadeloupe **en 2026**.
- Investissement : **100 000 euros** environ, dont **60 000 euros** pour le développement et **40 000 euros** pour le marketing et la communication.
- **2 500 téléchargements** sur Apple Store.
- Jusqu'à **395 utilisateurs** recensés sur l'app Android à l'occasion d'un festival en 2024.



« Une technologie accessible au plus grand nombre »

Mickaël Anicette,
développeur



« Le plus difficile a été de répondre aux besoins de chaque restaurateur, mettre en place des fonctionnalités qu'on puisse paramétrier en fonction des particularités de chacun. Plusieurs itérations ont été nécessaires avant d'aboutir à la version actuelle de l'app. Par ailleurs, en Guyane, il y a énormément de téléphones anciens qui circulent et les gens ne font pas forcément les mises à jour de leur système d'exploitation. Il nous fallait donc une technologie qui fonctionne sur le plus grand nombre de téléphones possible. Quant aux évolutions envisagées, nous allons encore travailler sur la géolocalisation et adapter l'application dans plusieurs langues. »

« Découvrir de nouvelles adresses »

Harold Michineau,
utilisateur de l'application
KesQuonDine



« Cette application est une excellente idée, car il n'y avait rien pour mutualiser les infos sur les restaurants. On découvre de nouvelles adresses, on sait si c'est ouvert, la carte est détaillée et on peut commander en ligne, c'est rapide et facile... »

Youmoov, l'app pour covoiturer en sécurité

Texte Caroline Bablin - Photos Christophe Riddle



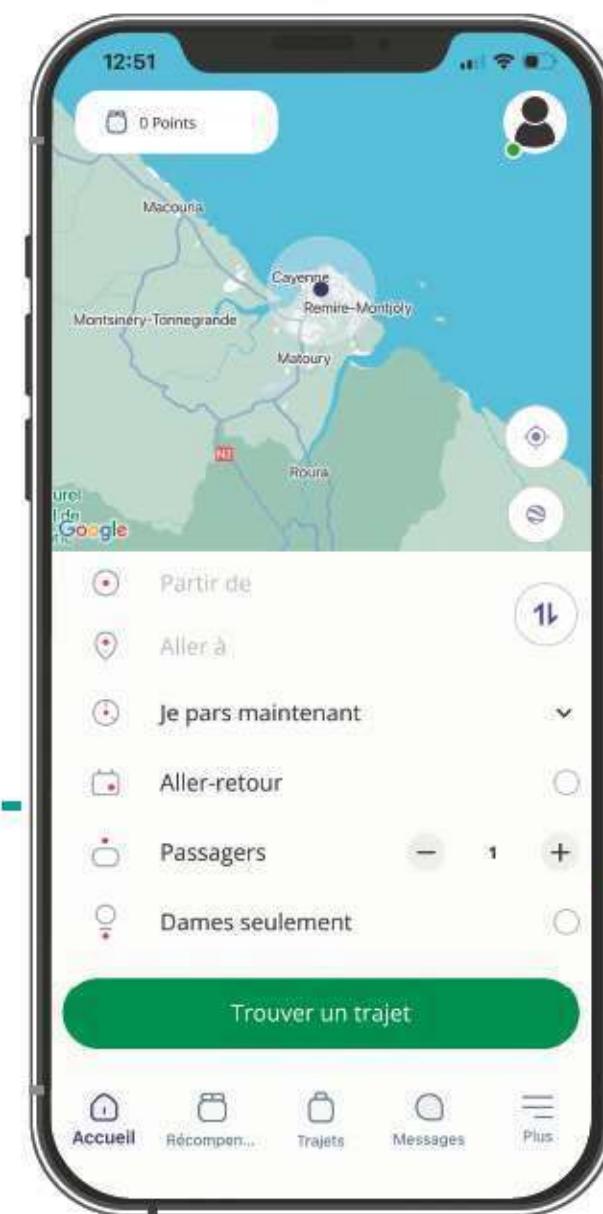
« Faire davantage connaître l'app »

Andrew Ramdowar,
*utilisateur de
l'application Youmoov*

« En tant que conducteur, quand on passe par les réseaux sociaux, on a régulièrement des personnes qui disent "OK" et qui finalement nous font faux bond. Avec le système de notation des conducteurs et passagers, le paiement en ligne, et tous les aspects "sécurité", l'application présente de nombreux avantages. Mais elle n'est pas suffisamment utilisée, ce qui oblige encore à passer par les groupes WhatsApp pour toucher plus de personnes. »

QUELQUES CHIFFRES

- Date de création : 2024
- Investissement : 35 000 euros environ
- 9 000 courses disponibles par an



Du groupe WhatsApp à l'application

Kelly Bien-Aimée,
cocréateur de l'application

« Lorsque je me suis installé en Guyane, en 2015, j'ai regardé ce qui existait en matière de covoiturage. Les annonces, une trentaine par mois, passaient par les réseaux sociaux. En attendant de lancer l'application, Stephen Clairville et moi avons donc créé l'association Youmoov et un groupe WhatsApp. Cela nous a permis de collecter des données. En 2021, quand nous avons été lauréats d'un appel à projets, nous avons confié la réalisation d'un diagnostic territorial à un cabinet spécialisé qui a comptabilisé, sur un an, plus de 800 annonces par mois en moyenne. Cette étude nous a confortés dans l'idée que le covoiturage répondait à un véritable besoin en Guyane et qu'une application offrant des



garanties en termes de sécurité aurait toute son utilité. Démarre alors la phase de conception et développement. Plusieurs itérations ont été nécessaires avant d'aboutir à la version actuelle de l'app, en 2024.

Créer une application prend du temps. Il ne suffit pas de copier ce qui se fait dans l'Hexagone. Il faut s'adapter au territoire. En Guyane, 95 % des courses sont des trajets Cayenne/Saint-Laurent-du-Maroni, donc du "longue distance", avec des demandes de dernière minute. Aujourd'hui nous nous heurtons à un défi de taille : assurer la viabilité économique du modèle. Les courses sont publiées sur l'app et le paiement pour le partage des frais se fait normalement en ligne. Mais, dans les faits, certains utilisateurs contournent le système pour payer en liquide et dans ce cas, aucune commission n'est perçue. Face à la difficulté de rentabiliser l'application, nous devrons bientôt prendre une décision : persévérer, revoir le business model, ou tout arrêter. Jusqu'à maintenant, nous sommes bénévoles et l'app demande un investissement important, en termes de temps et de finances. Nous ne pourrons pas tenir encore très longtemps ainsi à moins que des acteurs publics et privés acceptent de s'engager à nos côtés pour faire de Youmoov un levier de mobilité durable en Guyane. »

Une technologie au service de la confiance

Stephen Clairville,
cocréateur et développeur

« Kelly et moi nous sommes rencontrés sur les bancs du lycée de Baimbridge, en Guadeloupe, avant de poursuivre nos études dans l'Hexagone. Aujourd'hui, je vis entre la Californie, le Canada et



la Guadeloupe. Je me suis chargé de la partie technique en suivant la conception de l'application par une agence canadienne. Nous avons fait ce choix pour limiter les coûts. Trois développeurs ont été sollicités : l'un s'est chargé des technos iOS, un autre a travaillé sur la partie Android et le troisième sur la partie PHP backend. Ensuite, plusieurs API permettent d'effectuer des vérifications, gages d'une meilleure sécurité (plaqué d'immatriculation, identité du conducteur ou du passager...) et grâce à Google Maps API, nous pouvons suivre chaque véhicule en temps réel. »

Kopa, l'appli qui révolutionne l'antigaspi

Texte Adeline Louault

Une solution innovante et durable

**Meggan Cavalier,
fondatrice de Kopa**

« Mon ambition avec Kopa est de faire de la lutte contre le gaspillage un véritable levier d'économie circulaire, tout en valorisant la richesse de nos territoires à travers les produits locaux. Je veux développer un service complet autour de l'antigaspillage alimentaire, à destination du grand public comme des commerçants. Mon objectif est simple : rendre cette démarche accessible, attractive, en un mot, rendre sexy l'antigaspi ! »

Concrètement, Kopa permet aux commerçants de proposer à prix réduit leurs produits proches de la date limite de consommation, tout en offrant au grand public des paniers économiques et responsables. L'inscription est gratuite pour les professionnels, qui versent une commission de 25 % sur les ventes. C'est un modèle souple, local et déjà adopté par plusieurs enseignes comme Carrefour, Crousty's, BKB et d'autres. Née en 2025, Kopa est le fruit du rachat et de la transformation de YummyBox, une appli née quatre ans plus tôt en Guadeloupe, pour laquelle j'avais travaillé en tant que commerciale et qui, hélas, fatiguait. J'ai décidé d'y insuffler une nouvelle énergie. La relance a nécessité un investissement d'environ 200 000 €, financé par des fonds propres, des subventions européennes (FEDER), des aides



© Jean-Albert Coopman

de la BPI et d'autres soutiens locaux. J'ai rebaptisé la plateforme "Kopa", en clin d'œil à notre identité créole et à la notion de "coopération" et de "partenaires" : deux valeurs essentielles de cette nouvelle version, plus collaborative et pédagogique. Mon idée est de rassembler commerçants, entreprises et consommateurs autour d'une même cause : lutter contre le gaspillage alimentaire.

Le développement commercial du projet prend du temps. J'ai la chance d'être lauréate du programme Femmes Entrepreneuses Orange et finaliste du concours Innovation Outre-mer ! J'ai aussi intégré le réseau Incoplex Outre-mer, qui m'aide à consolider ma stratégie et mes partenariats. Ce maillage d'experts et de mentors me permet de gagner en crédibilité, d'élargir mon réseau et de challenger mon projet.

Aujourd'hui, Kopa compte plus de 16 000 comptes créés en Martinique et en Guadeloupe. Ce chiffre témoigne d'un vrai intérêt, même si tous ne sont pas encore des utilisateurs actifs. Les principaux freins identifiés concernent la logistique : la distance, les horaires de retrait, ou encore la méconnaissance de l'application. Ma priorité est donc de renforcer la notoriété de Kopa, d'élargir notre réseau de commerçants et d'accroître notre base utilisateur. À moyen terme, je souhaite déployer le concept dans la Caraïbe et les autres territoires ultramarins. Mon rêve est que Kopa devienne la référence de l'antigaspillage, une plateforme qui fédère et valorise nos savoir-faire locaux tout en contribuant à un modèle de consommation plus juste et plus durable. »



QUELQUES CHIFFRES

- Crédit en 2025
- 16 000 téléchargements de l'appli
- 500 passages journaliers

« J'utilise Kopa chaque semaine »

**Valentine, utilisatrice
de l'application Kopa**

« Avant, j'achetais du surgelé pour ne pas gaspiller car je déteste ça. Aujourd'hui, un panier de fruits et légumes frais proposé sur l'appli me



© Guillaume Al Choueiri

Entre innovation, sécurité et accessibilité.

**Claire Montesinos, directrice
de la web Agency Serene Up !**

« Reprendre une appli conçue à l'origine aux États-Unis a d'abord exigé un important travail d'audit afin d'identifier les failles et de garantir la robustesse du code. L'équipe a dû trouver le juste équilibre entre la sécurité, indispensable pour gérer les paiements en ligne, et l'ajout de nouvelles fonctionnalités, tout en respectant des contraintes budgétaires propres à un marché restreint. L'ergonomie a également été repensée pour s'adapter à la diversité des utilisateurs antillais, avec une interface simple, peu de texte et un design moderne. La portabilité de l'application, initialement limitée à Apple, a été étendue à d'autres environnements (Android, Microsoft), et des outils d'intégration continue ont été mis en place pour assurer la mise à jour régulière des composants techniques. Enfin, la documentation a été entièrement refaite pour garantir la transférabilité et la maintenance future de l'application. Ce projet, qui reflète nos valeurs, illustre l'importance d'une approche experte et pluridisciplinaire – stratégie marketing, design UX/UI, développement technique et gestion de projet. »



permet de tenir toute la semaine sans problème, pour 5 euros en moyenne ! Quand je ne sais pas comment accommoder un aliment, je regarde l'émission À table avec Kopa qui donne plein d'idées. Pour les apéros entre copines, il y a beaucoup d'offres intéressantes : sushis, fromagerie, boulangerie, traiteur... Je reçois des alertes lorsque mes commerçants mis en favoris s'appretent à déstocker de nouveaux produits, c'est très pratique. Pour combler tous mes besoins, il faudrait maintenant inclure des bouchers, charcutiers et poissonniers. »

Une idée née du terrain

**Jessy-Karell Ambroisine,
fondatrice de Febo**

« L'idée de Febo est née d'un constat simple : les prévisions météorologiques ne reflètent pas toujours la réalité. En Martinique, les conditions peuvent varier considérablement d'une zone à l'autre, parfois en quelques minutes. Febo permet de partager ses observations en temps réel. L'utilisateur accède à une carte marquée de pictogrammes, associés à des photos et vidéos postées par la communauté. Au-delà du temps qu'il fait, Febo valorise l'aspect expérientiel et environnemental : état des sentiers, de la mer, qualité de l'eau, présence de sargasses... Ces informations, rarement traitées par les sites météo classiques, apportent une vraie valeur ajoutée. Gratuite et intuitive, l'application vise 5 000 utilisateurs : particuliers, touristes, mais aussi professionnels des loisirs, du BTP, de l'entretien extérieur ou de la photo vidéo. L'aventure a débuté en mars 2024, avec l'agence BeeCee, qui m'a accompagnée dans la conception de l'interface et le développement technique. J'ai participé à chaque étape, du design du logo au choix des couleurs avec l'équipe de graphistes. Créer une app prend du temps quand on veut anticiper les évolutions et garantir la fiabilité du produit. Le projet, estimé à plus de 30 000 euros, a démarré grâce à une campagne de crowdfunding, toujours ouverte, qui a déjà réuni plus de 170 contributeurs. Depuis juillet, la Technopole Martinique m'accompagne sur la structuration de son modèle économique. Je découvre la phase entrepreneuriale, avec ses aspects financiers et administratifs. C'est à la fois un défi personnel et une expérience enrichissante. En attendant d'intégrer un incubateur local une fois l'appli lancée, je recherche des financements institutionnels et j'ai déposé un dossier auprès de BPI France. La version bêta de Febo sortira fin 2025, suivie de six mois de test pour ajuster les fonctionnalités. L'objectif : faire de Febo un outil incontournable de la vie quotidienne. J'envisage une extension en Guadeloupe et en Guyane. Des partenariats sont en discussion pour enrichir l'application et valider certaines fonctionnalités écologiques et informatives. À moyen terme, j'aimerais proposer, à côté de la version gratuite, une version premium payante avec options de personnalisation. Enfin, la monétisation auprès des professionnels du secteur touristique est à l'étude. »

« Fiabilité et ergonomie »

**Sébastien Valéry,
chef de projet web
(agence BeeCee)**

« Le défi principal a été d'adapter l'application aux réalités climatiques de la Martinique, avec ses microclimats et ses changements rapides, tout en garantissant un système de publication datée et géolocalisée fiable. Technique, nous avons découpé le projet en briques fonctionnelles, développé une base de données robuste et des services API optimisés pour supporter la volumétrie des utilisateurs. Derrière une interface simple se cache une véritable "usine" technique pensée pour fiabilité, performance et ergonomie. Nous avons travaillé avec Jessy via des workshops inspirés du design thinking. Ces ateliers ont permis de transformer sa vision globale en fonctionnalités concrètes, fluides et intuitives, tout en respectant un parcours utilisateur clair et agréable. »

Febo, la météo participative

Texte Adeline Louault



22:30

« Le principe d'une application est le suivant : répondre à un besoin, au bon moment, au bon endroit, pour une clientèle suffisamment mature et nombreuse. »

Jacques-Henry Joseph, cofondateur de Madin.IA

22:30

22:30

L'EXPERTISE GUADELOUPÉENNE EN MATIÈRE DE TRANSPLANTATION RÉNALE

Depuis le 1^{er} juin 2004 – date de la première greffe de rein aux Antilles – 540 transplantations rénales ont été réalisées par les équipes du CHU de la Guadeloupe toujours soucieuses d'améliorer la prise en charge des patients. Explications avec le Dr Joëlle Claudéon, néphrologue, et le Dr Gilles Gourtaud, chirurgien urologue.

Texte Caroline Bablin – Photo Lou Denim

Chaque année, 30 à 60 transplantations rénales sont réalisées au CHU de la Guadeloupe qui prend aussi en charge des patients martiniquais et guyanais, puisqu'il est le seul établissement à réaliser cette intervention aux Antilles-Guyane. « Actuellement, 285 patients sont en attente de greffe sur notre liste. Nous pourrions en faire plus mais nous manquons de donneurs. Dans nos territoires, le taux d'opposition au don d'organes est élevé et la greffe à partir de donneur vivant se développe peu », regrette le Dr Joëlle Claudéon, néphrologue au CHU de la Guadeloupe. Chaque transplantation est un travail d'équipe. Plusieurs spécialités interviennent et la coopération de tous est nécessaire : équipes de coordination du prélèvement des trois territoires, biologistes et techniciens de laboratoire, néphrologues, chirurgiens urologues, anesthésistes, réanimateurs, infirmiers...

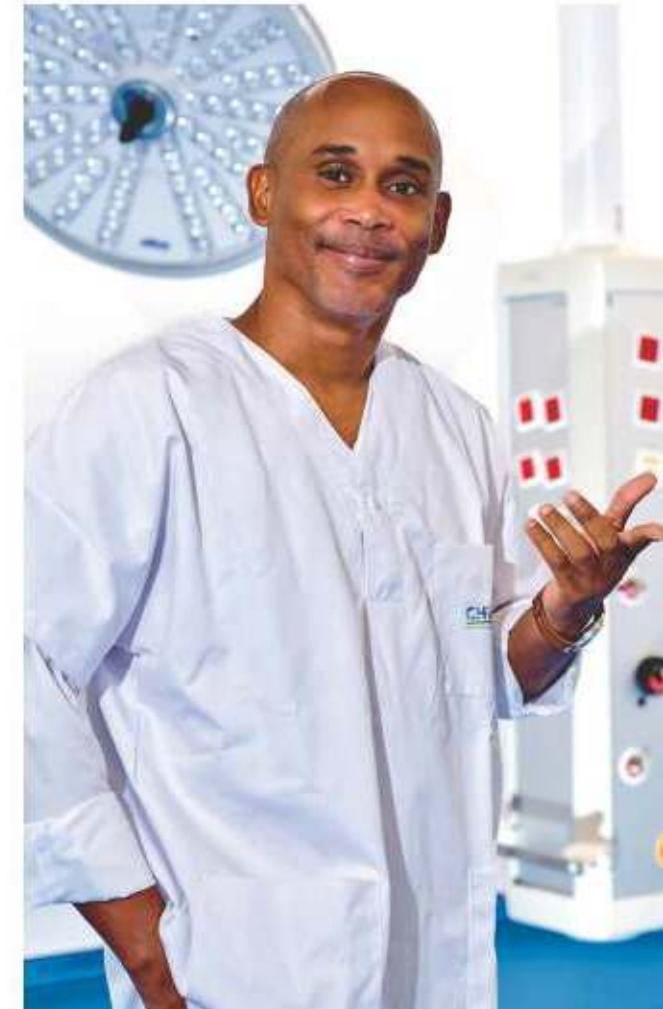
Être donneur de son vivant

Dans le cas où le donneur est vivant, le prélèvement et la greffe sont réalisés simultanément au CHUG, dans deux blocs opératoires distincts. « C'est assez complexe à organiser », reconnaît le Dr Joëlle Claudéon, « mais la transplantation réalisée à partir d'un donneur vivant

est celle qui a le meilleur taux de réussite et qui permet d'éviter la liste d'attente et la dialyse ». Pour être donneur, il faut connaître le receveur depuis au moins deux ans, mais il n'est pas nécessaire d'être de la même famille. Il suffit d'être « compatible ». Ce type de greffe pourrait être plus fréquent. Les équipes du CHUG maîtrisent parfaitement la technique, mais les réticences sont encore nombreuses, à commencer par celles du malade lui-même qui a souvent du mal à solliciter ses proches pour un tel don. Pourtant, « on vit tout à fait normalement avec un seul rein », précise le Dr Joëlle Claudéon. « Et les donneurs bénéficient d'un suivi médical annuel obligatoire. Les études montrent même un risque moindre d'insuffisance rénale par rapport à la population générale, grâce à ce suivi régulier. » Le temps d'attente pour bénéficier d'une greffe de rein est relativement moins long au CHUG que dans les hôpitaux parisiens, alors que l'incidence de la maladie rénale, à population comparable, est deux fois plus importante aux Antilles-Guyane que dans l'Hexagone. Ainsi, comme le souligne le Dr Joëlle Claudéon : « Les patients ont tout intérêt à s'inscrire sur la liste locale d'attente de greffe ».

AU NOUVEAU CHUG, DES CHAMBRES DÉDIÉES AUX PATIENTS TRANSPLANTÉS

L'ouverture prochaine du nouveau CHUG sur le site de Belle-Plaine, aux Abymes, marquera une étape importante dans la prise en charge des patients, notamment des patients transplantés. Le nouvel établissement a été pensé pour répondre aux normes de référence pour limiter le risque infectieux dans les zones sensibles. Parmi ces nouveaux aménagements, quatre chambres équipées d'un système de ventilation en surpression seront dédiées aux patients greffés. Le principe est le même que dans un bloc opératoire, l'air est filtré et purifié en continu pour garantir un environnement propre et sécurisé. Une mesure de pointe qui favorise un rétablissement plus sûr pour les patients transplantés.



Dr Gilles Gourtaud praticien hospitalier, chirurgien urologue au CHUG - Service urologie



Dr Joëlle Claudéon praticien hospitalier, néphrologue au CHUG - Service de néphrologie, hémodialyse, transplantation rénale.

La chirurgie robotisée, un atout pour les transplantations rénales au CHUG

Au fil des années, certaines techniques ont évolué et le CHUG a fait l'acquisition d'équipements de pointe, tel ce robot chirurgical doté de quatre bras et piloté à distance par le chirurgien afin de réaliser les prélèvements sur donneur vivant. « Le robot ne prend pas de décision, c'est le chirurgien qui pilote », précise d'emblée le Dr Gilles Gourtaud, chirurgien urologue au CHUG. « Une équipe médicale composée d'un interne et d'infirmiers est auprès du patient pour gérer les changements d'instruments, pendant que le chirurgien guide le robot à partir d'une console », explique ce dernier. « L'intervention se fait en laparoscopie, c'est-à-dire qu'on accède à l'abdomen par de petites incisions. On gonfle le ventre avec du gaz et on fait passer une caméra... C'est une technique moins invasive, donc moins de douleurs postopératoires, les cicatrices sont plus petites et le donneur récupère plus rapidement. » Le robot permet d'avoir une vision 3D de ce qui se passe dans l'abdomen du patient et une plus grande mobilité pour manipuler les instruments. « On peut faire des gestes plus complexes plus rapidement, et l'intervention dure moins longtemps », constate le Dr Gilles Gourtaud.



Visitez au nouveau
CHUG des chambres
dédiées aux patients
transplantés. Scannez
pour découvrir !

Conciergerie funéraire

REDONNER DU SENS, DE LA MÉMOIRE, DE LA DOUCEUR

Fondée en octobre 2025, la conciergerie funéraire **Harmonia**, dirigée par Mélissa Rambinaïsing, propose un accompagnement post mortem unique en Guadeloupe.

Texte Sandrine Chopot - Photo Lou Denim

Entre tradition, écologie et humanité, une nouvelle vision du funéraire émerge en Guadeloupe : plus consciente, plus respectueuse et plus apaisée. Au cœur de cette transformation, la conciergerie funéraire Harmonia incarne ce souffle nouveau : celui d'un accompagnement global, où la mort retrouve sa juste place dans la vie. « Le funéraire est en pleine mutation en Guadeloupe. On sent le besoin d'un modèle plus humain, plus écologique, mais toujours ancré dans le respect des rites. Avec Harmonia, j'ai voulu créer un espace de réconciliation : un lieu où l'on parle de la mort autrement, sans peur ni tabou, mais avec douceur et sens », nous explique Mélissa Rambinaïsing.

Des racines dans la tradition, une vision tournée vers l'avenir

Avant de créer Harmonia, Mélissa Rambinaïsing avait lancé en 2017 une entreprise pionnière dans la commercialisation de cercueils écologiques en carton. « Nous étions les premiers aux Antilles à proposer des cercueils personnalisables et entièrement recyclables, destinés à la crémation », évoque-t-elle. Fabriqués en France à partir de fibres de cellulose et d'encre à base d'eau, ces cercueils représentent une alternative écologique et économique. Ils sont aujourd'hui distribués dans l'ensemble des

Petites Antilles et plébiscités par de nombreuses familles guadeloupéennes. Depuis, le concept a considérablement évolué.

Un réseau solide de collaborateurs

Entourée d'une vingtaine de collaborateurs (notaires, avocats, psychologues, thérapeutes et énergéticiens), Harmonia travaille également en partenariat avec les pompes funèbres Outremer Funéraire, acteur engagé du funéraire où l'on retrouve en exclusivité l'ensemble des cercueils écologiques conçus par la marque. « Harmonia propose un soutien global aux familles après l'enterrement, pour les aider à traverser le deuil, prévenir les situations d'indivision et retrouver une paix émotionnelle et spirituelle durable », précise-t-elle.

Un accompagnement global : juridique et psychologique

Chez Harmonia, chaque famille bénéficie d'un parcours d'accompagnement conciergerie (PAC), conçu selon ses besoins. Le PAC juridique aide les familles à comprendre leurs droits après un décès : démarches auprès des assurances, pensions, successions, partage des biens, obligations fiscales. « Souvent, on ne sait pas à quoi on a droit, ni quelles démarches entreprendre. Et parce que la mort

n'est pas anticipée, les situations restent en suspens », poursuit-elle. Ce pack associe notaires, avocats et conseillers juridiques pour permettre aux familles de se reconstruire sereinement. Le PAC psychologique accompagne le deuil grâce à des thérapeutes, psychologues et thanadoulas, dans une approche d'écoute et de reconstruction émotionnelle. « Notre rôle est de soulager les familles, de leur redonner du temps et de la sérénité », confie Mélissa Rambinaïsing.

Représenter la mort : transmettre, éclairer, apaiser

Harmonia invite chacun à repenser sa relation à la mort : non comme une fin, mais comme un moment de mémoire et de transmission. « En Guadeloupe, la Toussaint garde ce rôle précieux : celui d'un temps de recueillement collectif, où l'on honore nos ancêtres, nos valeurs d'amour et de respect. Cette culture des illuminations se perd un peu, mais elle demeure dans nos cœurs et nos gestes. Elle continue d'éclairer notre façon d'aimer et de transmettre », conclut Mélissa Rambinaïsing. À travers Harmonia, la jeune femme souhaite restaurer le sens et la douceur dans chaque étape du deuil, pour que les familles puissent traverser cette épreuve avec humanité, confiance et paix intérieure.



Mélissa Rambinaïsing, conciergerie funéraire Harmonia



Conciergerie Funéraire Harmonia
Valette, Sainte-Anne (en face du cimetière)
Morne à l'eau (rue du cimetière) 06 90 55 22 32
conciergerie.harmonia@gmail.com
Instagram : @conciergerie_harmonia
www.facebook.com/conciergerieharmonia

Économie sociale et solidaire

UN MODÈLE D'AVENIR !

La **CRESS** des îles de Guadeloupe qui fête ses dix ans, confirme son rôle de boussole de l'économie sociale et solidaire, rappelant que le progrès ne vaut que s'il est partagé. Un bilan, des perspectives, avec Murielle Toto, sa présidente.

Texte Anne de Tarragon - Photo Lou Denim



Murielle Toto, présidente de la CRESS des îles de Guadeloupe

Qu'est-ce que la CRESS ?

C'est le regroupement de la grande famille des personnes qui ont choisi un modèle économique différent. Un modèle parfaitement intégré au territoire, qui place l'humain au cœur de tout, un modèle où la réussite collective prime sur la rentabilité immédiate. Nous sommes engagés en faveur d'une manière d'entreprendre autrement, au service des acteurs de terrain et du développement global du territoire. Faire du beau, du bon et du bien pour soi et pour tous...

En quoi l'économie sociale et solidaire (ESS) est-elle un pilier pour l'économie guadeloupéenne ?
Aujourd'hui, l'ESS représente un levier incontournable pour la Guadeloupe : elle crée des emplois non délocalisables, répond aux besoins essentiels des populations et ancre les richesses produites dans le territoire. Qu'il s'agisse d'insertion par l'activité économique, de production agricole locale, de culture ou encore de tourisme durable, la transition démographique et numérique, les acteurs de l'ESS participent chaque jour à renforcer l'autonomie économique et sociale de l'archipel qui prouve son efficacité dans la création d'emplois durables et la résilience économique. Nous appelons ainsi à une reconnaissance renforcée de l'ESS dans les politiques publiques ultramarines, afin que cette économie de proximité puisse pleinement jouer son rôle de cohésion sociale et de moteur économique territorial.

Concrètement comment la CRESS soutient-elle l'ESS ?

La CRESS a pour mission de fédérer et co-construire l'ESS en aidant les structures et soutenant les projets. Nous portons nombre de dispositifs importants pour le territoire, comme le Guid'asso qui accompagne les associations (même si elles ne sont pas employeuses) à changer d'échelle, sortir de la précarité. Ou encore les dispositifs DLAR (dispositif local d'accompagnement régional), Cap Essor qui permet aux structures que nous accompagnons de mobiliser le FSE, d'apporter des garanties financières grâce à une convention nationale signée par ESS France Outre-mer et l'AFD.

Quel bilan dressez-vous des dix ans d'activité de la CRESS ?

Dix ans, c'est peu sur un territoire où tout est à faire et où tout est urgent, en matière d'ESS notamment. Pourtant en dix ans, la CRESS s'est imposée comme un acteur central du développement économique et social du territoire, accompagnant la structuration de centaines d'initiatives locales, la création d'emplois durables et la valorisation d'une économie fondée sur la solidarité, la coopération et la proximité. Notre bureau est constitué d'une nouvelle équipe d'administrateurs et d'administratrices (à parfaite parité), jeune,

dynamique et très engagée, au fait des problématiques de l'ESS et du territoire, ce qui nous permet de nous adapter aux attentes des porteurs de projet.

Quelle est votre feuille de route pour les années à venir ?

De nouveaux outils d'accompagnement, de formation et de mise en réseau sont déployés. La CRESS s'est ainsi engagée dans un vaste chantier de modernisation, pour renforcer l'accès des structures de l'ESS à la commande publique, favoriser la coopération interentreprises, et accompagner la transition écologique et numérique des organisations. Nous renforçons encore nos partenariats avec Europe, État, Région, Département, EPCI. Tout cela serait impossible sans leur soutien. Ensemble, nous œuvrons pour intégrer des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics, promouvoir les circuits courts, renforcer la structuration des filières locales (agroalimentaire, tourisme durable, économie circulaire, culture, insertion, transition écologique), soutenir la création d'emplois non délocalisables, mettre en place des politiques de développement inclusif. Le projet est de faire de la Guadeloupe un territoire où les initiatives solidaires participent directement aux objectifs de développement économique et durable.

L'OUVERTURE SUR LE MONDE

Une délégation de la CRESS des îles de Guadeloupe a participé au Forum mondial de l'Économie sociale et solidaire à Bordeaux, un événement majeur qui a réuni des acteurs venus du monde entier autour des grands enjeux du développement durable, de la transition écologique et de la solidarité économique. Cette présence était l'occasion de faire entendre la voix des Outre-mer et de promouvoir le modèle guadeloupéen de l'ESS, fondé sur la coopération, l'inclusion et l'innovation sociale.

Un nouvel outil

Le guide des fondations est opérationnel. Il recense une cinquantaine de fondations sur le territoire qui peuvent accompagner différents types de projet.

Réhabilitation

EXPERT EN RÉNOVATION PATRIMONIALE

Avec plus de dix ans d'expertise dans les métiers du bâtiment aux Antilles-Guyane, spécialisée dans la rénovation et la valorisation du bâti ancien et la construction premium, l'entreprise Coalys s'impose comme une référence en Guadeloupe.

Texte Sandrine Chopot - Photo Lou Denim

Tout a commencé il y a plus de dix ans avec la rénovation de la Grivelière. S'ensuivent plusieurs chantiers emblématiques comme le Clocher de Petit-Bourg, l'Hôtel Victoire, la Maison Chapp, et plus récemment l'église de Vieux-Habitants — une prouesse de rénovation avec sa charpente en bois exotique, sa couverture bardeaux bois, sa rénovation de vitraux — sans oublier la Préfecture, Palais d'Orléans, avec la rénovation de menuiseries bois. « La rénovation du bâti ancien est un domaine passionnant et complexe qui combine à la fois le respect de l'histoire, avec des singularités architecturales à conserver ou à reproduire à l'identique, à combiner avec des exigences modernes répondant aux normes réglementaires actuelles », explique Florian Barbeyrac, directeur général de Coalys Guadeloupe.

Sept métiers

Chaque projet signé Coalys porte la marque du travail d'artisans qualifiés, héritiers d'un savoir-faire traditionnel associé à des techniques innovantes. La force de l'entreprise réside dans la diversité et la richesse de ses artisans qui interviennent dans sept métiers différents : charpente bois, couverture traditionnelle, menuiserie bois/ébénisterie, taille de pierre/maçonnerie, ferronnerie/

serrurerie, peinture patrimoniale et construction bois. « Nous disposons de notre propre bureau d'études. Nos ateliers de production

« La rénovation du bâti ancien est un domaine passionnant et complexe qui combine à la fois le respect de l'histoire, avec des singularités architecturales à conserver ou à reproduire à l'identique, à combiner avec des exigences modernes répondant aux normes réglementaires actuelles »

sont équipés de matériels et outillages performants », précise-t-il. Façonner, restaurer, préserver, transmettre, de la taille de pierre à broyer de la canne !

la ferronnerie d'art, du traçage sur épure en charpente traditionnelle à la couverture ou encore la menuiserie bois, chaque geste doit être précis, mesuré, et inspiré des techniques traditionnelles.

Valoriser la matière locale

Au cœur de chaque chantier, on retrouve des matériaux nobles issus du territoire : bois exotique, roche calcaire de Grande-Terre ou volcanique de Basse-Terre, mais aussi toitures en joint debout, cuivre, zinc, aluminium, aménagements intérieurs et extérieurs en roche naturelle, bardeaux bois façonnés localement. Ces matériaux sont utilisés aussi bien pour la rénovation du bâti ancien que pour des constructions neuves qui se veulent esthétiques et durables. « Nous accompagnons les particuliers et professionnels, pour des projets de construction de villas privées, de bâtiments d'envergure, ou d'ouvrages publics en construction et rénovation avec les mêmes exigences que pour le bâti ancien », ajoute-t-il.

Pour exemple, l'aménagement de carbets en bois d'acajou Péyi (bois de classe 3 garanti sans pesticide) pour le Parc national de Guadeloupe, ou encore l'habitation Belleville à Gourbeyre avec la réhabilitation de sa roue en bois de nouveau prête à broyer de la canne !



Florian Barbeyrac, directeur général de Coalys Guadeloupe

Le cinéma Renaissance fait peau neuve

Dans le cadre de l'appel d'offres lancé par la Communauté d'Agglomération Cap Excellence, le travail de restauration de la façade du cinéma Renaissance à Pointe-à-Pitre a été confié à l'équipe de Coalys. « Les maçons et tailleurs de pierre ont refait à l'identique toute la façade en béton et restitué le décor en pierre. Une partie des ferronneries existantes (grille, balcon) a été entièrement restaurée », commente-t-il. Plus de 6 mois de travail, l'intervention de deux sculpteurs venus de l'Hexagone, la récupération de

près de 50 m³ de roches, « cette restauration emblématique redonne tout son prestige à ce bâtiment emblématique. L'entreprise Coalys est fière d'apporter sa pierre à l'édifice et de contribuer à la pérennité du patrimoine guadeloupéen », conclut Florian Barbeyrac.

L'art et la manière

En partenariat avec l'association ArtKwi, Coalys est à nouveau partenaire de la 2^e édition du symposium de sculpture qui se tiendra du 21 novembre au 21 décembre au Moule. Des blocs de pierre calcaire choisis en carrière seront retravaillés dans l'atelier de production par les artisans de Coalys, puis livrés aux artistes pour réaliser leurs créations. « Nous sommes avant tout des artisans. Je suis moi-même issu des Compagnons du Devoir. Les artistes font partie de notre monde. Cet événement nous permet à la fois de promouvoir l'art local et de valoriser la pierre, un matériau de qualité issu de notre territoire », note Florian Barbeyrac.



Coalys Guadeloupe
39 rue Alfred Lumière Prolongée
Baie-Mahault
05 90 41 84 96
www.coalys.eu

Distinction

L'EXCELLENCE GUADELOUPÉENNE

En 2023, le lunetier Sébastien Châtelard est devenu le premier guadeloupéen à décrocher le titre prestigieux de « Meilleur Ouvrier de France ». Retour sur le parcours inspirant de ce jeune Saint-Claudien, aujourd'hui à la tête de sa boutique Nouvo RegART à Basse-Terre.

Texte Joséphine Notte - Photo Lou Denim



Sébastien Châtelard, lunetier et Meilleur Ouvrier de France 2023

Depuis votre enfance au pied de la Soufrière jusqu'à cette consécration nationale, comment s'est construit votre parcours ?

J'ai grandi en Basse-Terre et fait toutes mes études en Guadeloupe. Après mon bac scientifique, j'ai enchaîné avec un BTS opticien lunetier au CFAPAG de Providence. C'était un programme en alternance qui m'a permis de travailler très tôt dans le milieu de l'optique. Il y a cette croyance générale que pour exceller dans un métier, il faut obligatoirement quitter la Guadeloupe pour l'Hexagone ou l'étranger. Je suis fier d'être une preuve que l'on peut décrocher l'excellence en restant sur son île. Mon diplôme m'avait surtout formé au métier d'opticien – celui qui adapte les verres à la vue – et très peu à la lunetterie, soit l'art de fabriquer la monture. Donc, je suis allé me former dans le Jura, à Morez, le berceau de la lunette

française. J'y ai découvert la rigueur, la transmission, le savoir-faire et la passion du geste. De retour au pays, j'ai ouvert mon propre atelier et commencé à concevoir des montures pour mes proches. Puis je me suis lancé dans deux grandes aventures professionnelles : l'inauguration de ma boutique Nouvo RegART à Basse-Terre et le concours de Meilleur Ouvrier de France.

Qu'est-ce qui vous a donné envie de relever ce challenge ?

J'ai toujours aimé dessiner, créer, travailler de mes mains. En lunetterie, chaque geste compte, chaque coupe se joue au dixième de millimètre. Ce perfectionnisme m'a poussé à me dépasser pour ce concours. Une épreuve de huit heures, avec des exigences très pointilleuses et réalisée entièrement à la main, devant un jury de professionnels, d'anciens lauréats et de membres de l'Éducation nationale. Le titre de MOF est décerné par l'État français, sous l'autorité du ministère de l'Éducation nationale, au même titre qu'un diplôme d'état de très haut niveau. J'y ai consacré dix ans de ma vie, beaucoup d'énergie, de persévérance et de ténacité. Obtenir ce titre, c'est la reconnaissance de tout un parcours. C'est aussi une responsabilité : celle de montrer qu'en Guadeloupe, on peut atteindre les plus hauts niveaux d'excellence. Je veux inspirer les jeunes : leur montrer qu'on n'a rien à envier aux autres, qu'en travaillant avec rigueur et passion, quel que soit le domaine, on peut briller depuis ce « petit papillon » qu'est la Guadeloupe. J'œuvre dans la transmission en enseignant à Morez et anciennement au CFAPAG de Providence, là où tout a commencé pour moi. J'utilise ce tremplin pour développer des projets qui me tiennent à cœur : développer un réseau de revendeurs dans les Caraïbes, et lancer ma collection de lunettes sur le marché national puis international.



Magasin
Nouvo Regart
29 rue Baudot
97100 Basse-Terre
0590813925
scoptic@gmail.com

Atelier
Atelier Sébastien CHATELARD
29 rue Baudot
97100 Basse-Terre
info@sebastienchatalard-lunetier.com
sebastienchatalard-lunetier.com



Partenaires de l'événement



Participez à la rencontre managériale GERME !

LES 27 & 28 NOVEMBRE 2025

Vous êtes dirigeants, cadres, managers ? Venez vivre un événement inédit pour transformer durablement vos pratiques managériales en Guadeloupe.



PROGRAMME ET INSCRIPTION

LIEU

À la Résidence
Départementale
de la Guadeloupe
puis au
Fort Fleur d'Epée

THÉMATIQUE

L'excellence managériale
au coeur des Territoires

Au programme : une table ronde, plus de quinze ateliers thématiques, une conférence, et bien d'autres surprises à découvrir !



PLUS QU'UN RESTAURANT, CRÉER UNE DESTINATION !

Camille Vivies et Axel Nestoret, le chef, ont inventé un personnage onirique atypique autant que réconfortant, **Madame Kame**, qui cristallise leurs folies douces autour d'une envie de recevoir autrement, dans un restaurant à la cuisine créole moderne.

Texte Anne de Tarragon - Photo Lou Denim



Camille Vivies, responsable d'exploitation, et Axel Nestoret, chef

Mais qui est donc Madame Kame, Axel Nestoret ?
Axel Nestoret : Madame Kame est le fruit de notre esprit créatif. Nous voulions sortir du schéma classique du restaurant pour créer un endroit de rencontre, un lieu de vie. Madame Kame est cette mamie chez qui on va trouver du réconfort et manger de bons plats gourmands à la cuillère. C'est une aventurière qui s'entoure d'une foule d'objets glanés au long de ses voyages. Elle crée un univers unique dans lequel on se sent bien. Madame Kame a enfin posé ses valises impasse Émile Dessout ! Elle n'est jamais là – forcément ! – mais laisse des indices de sa présence dans la vie du restaurant, du personnel et des gens qui viennent à sa rencontre. C'est à la fois, un lieu, une ambiance, une table, mais surtout, des moments précieux. Nous misons sur la convivialité, une ambiance presque familiale. Nous avons une grosse clientèle d'habitues avec lesquels nous avons créé un lien, nous savons ce qu'ils aiment, et naturellement nous avons cette souplesse dans l'accueil du client, et aussi dans l'assiette.

Que se passe-t-il dans la cuisine de Madame Kame ?

A.N. : En cuisine, nous poussons encore plus loin la logique de Mamma Mia, d'un ancrage local. Nous créons ce que j'appelle une cuisine créole moderne dans laquelle on retrouve des inspirations caribéennes, des plats totems de la cuisine africaine, et des saveurs d'Asie et d'Inde. On pourrait l'appeler « fusion », si la cuisine créole ne l'était pas déjà par essence. Une carte du tout-monde, saisonnière, faite à 99 % maison, avec une équipe de choc. Nous célébrons le terroir et la créativité.

D'où vous vient cette passion de la cuisine ?

A.N. : J'ai grandi avec une passion du produit. J'allais sur le marché de la Darse acheter du poisson avec ma mère, nous allions aussi à la boucherie, autant de rendez-vous avec les produits locaux et frais, préalables aux grands repas de famille. Ma grand-mère, à laquelle Madame Kame emprunte certains traits, m'a transmis ce goût pour la cuisine. Mais au-delà de cette

passion pour la cuisine, il s'agit d'une passion pour le « bien recevoir », qui la caractérisait aussi. On me surnomme « The Entertainer », ce n'est pas par hasard. Après mon bac et une classe prépa, je suis parti à Montréal où, en parallèle de mes études de commerce, je me suis adonné à ma passion pour la cuisine, en faisant notamment de la critique gastronomique. Je décrivais mes expériences culinaires, autrement dit je m'efforçais de trouver les mots justes pour parler de ce qu'on goûte ; c'est un défi, autant que de restituer des saveurs dans une assiette. Puis j'ai passé un CAP et j'ai commencé à cuisiner.

Camille, vous avez conçu cette structure, assuré la transition, préparé l'ouverture de Madame Kame...

Camille Vivies : Oui, c'est un restaurant pour lequel j'ai travaillé en équipe avec Axel, et qu'on a voulu à notre image : jeune, moderne, avec un petit grain de folie. On a osé, en termes de déco, faire des choses que personne n'avait faites, avec une attention minutieuse aux détails, pour que nos clients se sentent bien. Nous avons, comme Madame Kame, ramené de nos voyages des objets, une ambiance. Nous sommes attentifs aux nouveaux talents, comme à célébrer ceux de nos équipes. Madame Kame, c'est de l'humain à chaque instant, de l'humain voyageur.

Qu'y a-t-il au programme de cette ouverture ?

C.V. : Le mercredi est le jour que Madame Kame a choisi pour faire la fête, c'est-à-dire pour proposer des diners vivants, festifs, avec un DJ différent chaque semaine, des bougies et de la danse ! On l'a appelé « Wednesday is the new Friday », puisque Madame Kame, notre voyageuse, parle aussi anglais ! Nous avons agrandi notre bar pour y recevoir nos fidèles qui viennent y prendre un verre et manger quelques tapas. Avec Noël qui se profile, nous proposerons des bûches et déjà un comptoir à gâteaux tous les vendredis. Pour le reste, Madame Kame n'a pas fini de vous surprendre !



Madame Kame
Impasse Émile Dessout
ZI Jarry Baie-Mahault
05 90 94 58 32

Tradition de Noël

LA DOUCEUR DE L'ENFANCE RETROUVÉE

À Vernou, sur les hauteurs de Petit-Bourg, l'atelier des **Chocolats d'Anne-Solène** s'anime dès les premières lueurs de la saison festive. Dans son laboratoire, Anne-Solène et son équipe s'affairent à la fabrication de bouchées, moulages, tablettes et autres créations gourmandes qui sentent bon Noël.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim



Anne-Solène Fortier-Petrelluzzi, artisan chocolatier

« Je suis une personne classique, j'aime les recettes traditionnelles », confie la chocolatière. « Ceux qui viennent chez moi cherchent le goût de leur enfance, celui des saveurs simples et authentiques. » Réputée pour ses pralinés, Anne-Solène perpétue un savoir-faire artisanal où chaque geste compte. « Le mien est moins sucré, toujours avec ce qu'il faut de croquant et de croustillant », explique-t-elle avec passion. Mais si la tradition demeure son fil conducteur, la créativité n'est jamais loin. Pour les fêtes, la chocolatière

propose de véritables petits trésors : bombes de chocolat à faire fondre dans du lait chaud, guimauves moelleuses, pralinés, ganaches, pâtes de fruits ou encore amandes grillées. « Pour moi, la magie de Noël, c'est ce moment où l'on verse le lait chaud sur une bombe en chocolat : elle fond doucement, libérant toutes les gourmandises qu'elle renferme. » Dans sa boutique, les chocolats s'accordent volontiers avec des richesses gourmandes : rhums, vins, champagnes, foies gras, miels parfumés ou babas au rhum de Guadeloupe.

« Nous réalisons également des coffrets sur mesure pour les entreprises ou les particuliers. J'aime marier mes chocolats à des produits d'ici et d'ailleurs », précise Anne-Solène, toujours soucieuse de valoriser les artisans locaux.

Du chocolat 100 % Guadeloupe

Chaque année, l'atelier transforme environ une tonne et demie de chocolat, issu d'assemblages et de fèves d'origine soigneusement sélectionnés. Mais depuis quelque temps, Anne-Solène va plus loin : elle travaille directement la fève de cacao guadeloupéenne, de la fermentation jusqu'à la tablette finale. « Pour l'instant, c'est une petite production, mais j'ai envie de la développer. Produire un chocolat 100 % local, c'est un rêve que je veux concrétiser », confie-t-elle avec le sourire.



Les chocolats d'Anne-Solène
Vernou - 97170 Petit-Bourg
Anne-Solène Fortier-Petrelluzzi
0590 95 21 41 - 0690 83 37 00
asp@annesolene.fr

Pour les commandes :
commercial@annesolene.fr

Outre-Mer

vol 3 | by EWAG | Économie Sociale et Solidaire

EWAG.

AU CŒUR DES TERRITOIRES
ULTRAMARINS



Feuillez notre hors-série en ligne



ET SI VOUS DEVENIEZ RÉFÉRENT HANDICAP DE VOTRE BOÎTE ?

Comme chaque année au mois de novembre, la SEEPH ou Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées est l'occasion de mettre un coup de projecteur sur les dispositifs destinés à améliorer le taux d'emploi ainsi que les conditions de travail des personnes porteuses de handicap*. Un de ces dispositifs est la nomination d'un référent handicap au sein de l'organisation. Pour vous aider à y voir plus clair, et pourquoi pas accepter cette mission, nous vous partageons tout ce qu'il y a à savoir sur le sujet.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info



Ça consiste en quoi d'être référent handicap ?

Un tiers de confiance, qui informe, oriente et accompagne les personnes en situation de handicap ; un facilitateur de lien entre les travailleurs handicapés et les différents acteurs internes et/ou externes ; le pilote de la politique handicap ; un ambassadeur de l'emploi des personnes handicapées. C'est ainsi que l'Agefiph, acteur majeur de l'aide à l'emploi des personnes en situation de handicap, définit le référent handicap. Vous l'aurez compris, être référent handicap au sein de son entreprise, c'est être le spécialiste du sujet dans la boîte, un soutien pour les employés en situation de handicap qui s'efforce d'embarquer l'ensemble des équipes.

Quelles sont mes missions en tant que référent handicap ?

Les missions du référent handicap sont très diversifiées. Pêle-mêle, il peut s'agir de piloter la création de supports d'information, de suivre l'application de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, de sensibiliser les équipes à la reconnaissance de qualité de travailleur handicapé, d'accueillir une nouvelle recrue, de s'assurer de procédures de recrutement inclusives.

De quelles compétences ai-je besoin pour être un bon référent handicap ?

De bonne volonté et de motivation ! En réalité, la loi Avenir professionnel de 2018 qui instaure le rôle de référent handicap n'impose pas de conditions particulières. Il faut cependant noter que le référent handicap est soumis à « *une obligation de discréetion en lien avec les informations à caractère personnel dont il pourrait avoir connaissance* ». La bonne info à noter : bien qu'aucune formation ne soit obligatoire hors secteurs d'activité spécifiques,

l'Agefiph propose des outils d'aide à la professionnalisation des référents handicap. Sur LinkedIn, le groupe « Réseau des Référents Handicap Agefiph » est le point de rencontre et d'échange des référents.

Toutes les boîtes doivent-elles disposer d'un référent handicap ?

C'est une obligation pour les boîtes de plus de 250 salariés, en vertu de l'article L. 5213-6-1 du Code du travail.

Pour tout le reste, il n'y a pas d'obligation : ni sur la durée du mandat, ni sur le mode de désignation du référent, ni sur une éventuelle compensation liée à la charge de travail supplémentaire. Il faudra se référer à la convention collective, si elle en fait mention ; à l'accord de branche sur le sujet, s'il existe ; sinon à l'appréciation de l'employeur. N'hésitez donc pas à négocier des conditions arrangeantes si vous souhaitez devenir référent handicap.

Sur nos territoires majoritairement composés de PME, il serait dommage de ne pas s'emparer de ce sujet de l'emploi des personnes en situation de handicap. Surtout que comme dit en intro, les handicaps sont variés et le plus souvent invisibles.

Alors si le rôle de référent handicap vous parle, foncez ! Être référent handicap, c'est sans aucun doute une belle expérience humaine, sans compter que c'est un atout très valorisable au moment du recrutement.

Pour aller plus loin, retrouvez sur bonfilon.info/media l'article « *3 étapes pour réussir le recrutement d'un collaborateur handicapé* ».

*À ne pas oublier : dans la majorité des cas, le handicap n'est que rarement visible. Un handicap peut ainsi être moteur mais aussi sensoriel, mental, psychique et cognitif. Les maladies chroniques invalidantes sont également considérées comme des handicaps.



RETROUVEZ
PLUS DE CONTENUS
SUR L'EMPLOI
SUR BONFILON.INFO

bonfilon
by EWAS

ANTILLES-GUYANE
contact@bonfilon.info

EXPERTISE

Emploi

COMMENT S'ADAPTER AUX MUTATIONS DU MARCHÉ DES CADRES ?

L'Association pour l'emploi des cadres (APEC) de Guadeloupe agit quotidiennement pour rapprocher les entreprises du secteur privé et les talents locaux, tout en adaptant ses services à l'évolution des besoins et du marché. Explications avec Anne-Esther Cavalini, responsable de centre Guadeloupe et îles du Nord et Phabiola Petit, conseillère clientèle.

Texte Sandrine Chopot - Photo Lou Denim



Phabiola Petit, conseillère clientèle, et Anne-Esther Cavalini, responsable de centre Guadeloupe et îles du Nord

Quelles sont les principales tendances observées dans le recrutement et l'évolution de carrière des cadres ?

Anne-Esther Cavalini : Sur notre territoire, on dénombre environ 7 730 cadres. Actuellement, nous constatons une hausse très modérée de 1 % (entre septembre 2024 et septembre 2025) des offres

d'emploi pour les cadres. Certains secteurs d'activité sont en fortes tensions comme les infrastructures et systèmes informatiques, le management de magasin-administratif-financier-commercial, le contrôle de gestion, la conduite de travaux, la maintenance, etc. Par ailleurs, un grand nombre d'offres ne sont pas diffusées par les entreprises ce qui les pénalise fortement en

« Publier ses offres, c'est non seulement attirer davantage de candidats, mais aussi renforcer sa marque employeur »

Anne-Esther Cavalini, responsable de centre Guadeloupe et îles du Nord

réduisant leur visibilité et en limitant leur capacité à sécuriser leur recrutement. Publier ses offres, c'est non seulement attirer davantage de candidats, mais aussi renforcer sa marque employeur. Enfin, certains recruteurs considèrent que les compétences recherchées n'existent pas localement. Pourtant la Guadeloupe dispose de nombreux talents qui souhaitent s'investir dans l'activité économique du territoire.

Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les entreprises guadeloupéennes dans le recrutement des cadres ?

A-E. C. : La Guadeloupe doit faire face à des défis démographiques et structurels majeurs avec notamment une population de cadres vieillissante et peu de renouvellements. Chaque année, près de 2 000 jeunes quittent le territoire pour étudier/travailler ailleurs. D'autre part, certains métiers manquent d'attractivité, comme les postes en management commercial, en comptabilité. Enfin, l'inadéquation entre les besoins des entreprises et les profils disponibles complique le recrutement.

Comment l'APEC accompagne-t-elle les entreprises dans leur recherche de talents ?

Phabiola Petit : L'APEC joue le rôle d'intermédiaire pour dénicher des talents qui vont répondre aux besoins des entreprises et aux défis de demain. Notre démarche s'articule autour de deux axes : aider à la définition du besoin en recrutement, attirer et sélectionner les candidats les plus adaptés (cf. encadré). Nous aidons ensuite les entreprises à préparer et réussir l'intégration du nouveau collaborateur en mettant à leur disposition gratuitement sur notre site internet des outils innovants, comme Odiapazon, qui vise à améliorer la qualité des entretiens et à sécuriser les recrutements. Nous les accompagnons également à développer leur marque employeur via des actions de communications ciblées lors de leurs recrutements cadres.

Des experts à leur écoute ?

A-E. C. : Nous collaborons avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème emploi/formation afin de garantir un service de qualité et adapté aux besoins des entreprises locales. En ce qui me concerne, j'accompagne les entreprises sur la mise en place de procédures RH pour recruter et fidéliser les cadres, l'animation d'ateliers/conférences et conseils sur les bonnes pratiques RH. De son côté, Phabiola assure le suivi opérationnel des projets de recrutements.

Comment l'APEC s'adapte-t-elle aux évolutions du marché de l'emploi face aux défis technologiques et environnementaux ?

P. P. : Chaque année, nous rencontrons près de 200 entreprises du secteur privé pour ajuster notre offre de services au plus près des évolutions technologiques, numériques et environnementales. Ces enjeux sont intégrés dans notre stratégie afin d'anticiper les transformations des métiers, d'identifier les compétences de demain, et de sensibiliser les entreprises à la transition écologique et numérique.

Un mandat de service public

L'APEC accompagne gratuitement les entreprises en présentiel ou en distanciel tout au long du cycle de recrutement à :

- Accéder à un vivier de jeunes diplômés et de cadres via la base Candidapec
- Définir le besoin en recrutement cadre
- Rédiger l'offre en travaillant l'attractivité et en vérifiant sa conformité juridique
- Diffuser l'offre sur le site internet
- Préqualifier des candidatures ciblées

Tendance au travail

ZÉRO PAPIER, ZÉRO RETARD : PLACE À LA FACTURE ÉLECTRONIQUE

Fini les factures papier et les factures envoyées par mail...

La loi de finances exige désormais des transmissions normées et automatisées. À compter de septembre 2026, la facture électronique va progressivement s'imposer aux entreprises. On fait le point.

Texte Sarah Balay

Un format conforme et imposé

Appliquer la facturation électronique, c'est être capable d'émettre, de transmettre et de recevoir les factures via un système normé et structuré, conforme aux normes de l'administration fiscale. Créeé dans un format lisible automatiquement par les logiciels, la facture électronique est transmise via une plateforme certifiée. Elle contient toutes les mentions légales habituelles avec des garanties renforcées d'authenticité, d'intégrité et de lisibilité. La réforme impose aussi le e-reporting c'est-à-dire la transmission régulière à l'administration fiscale de certaines données commerciales non couvertes par la facture électronique (ventes aux particuliers, échanges internationaux).

Modernisation et sécurisation des process

Les objectifs sont multiples : lutter plus efficacement contre la fraude à la TVA, automatiser les contrôles fiscaux, améliorer la compétitivité des entreprises grâce à la dématérialisation. Celle-ci permet une diminution des délais

de paiement et donc une baisse de la charge administrative ; simplifier, à terme, les obligations déclaratives de TVA grâce au préremplissage des déclarations et enfin améliorer la connaissance de l'activité des entreprises en temps réel.

La majorité des entreprises concernée

Toutes les entreprises établies en France et assujetties à la TVA sont visées, qu'il s'agisse de grandes entreprises, de TPE, de PME, de microentreprises ou d'autoentrepreneurs. En sont exclus les particuliers, les associations à but non lucratif et les entreprises étrangères.

Les opérateurs des COM (Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna) ainsi que la Guyane, Mayotte et la Nouvelle-Calédonie ne sont pas concernés, la TVA n'y étant pas applicable.

Un calendrier progressif

L'obligation d'émettre des factures électroniques se fera le 1^{er} septembre 2026 pour les grandes entreprises et celles de

taille intermédiaire (ETI) ; le 1^{er} septembre 2027 pour les PME et microentreprises. L'obligation de recevoir des factures s'appliquera pour l'ensemble des entreprises dès le 1^{er} septembre 2026.

Des outils dédiés

Pour se mettre en conformité, chaque entreprise aura le choix entre le PPF (portail public de facturation gratuit et géré par l'État) ou la PDP* (plateforme de dématérialisation partenaire) agréée par l'administration fiscale, plus complète, mais payante.

Attention aux sanctions

La loi prévoit une amende de 15 euros par facture non émise au format électronique avec un plafond de 15 000 euros par an. Elle atteint les 250 euros par transmission manquante ou incorrecte dans le cadre de l'e-reporting, également plafonné à 15 000 euros par an. À noter qu'une tolérance est prévue lors d'une première infraction lorsqu'elle est réparée spontanément sous 30 jours.

*La liste est consultable sur www.impots.gouv.fr



[ITINÉRAIRE]

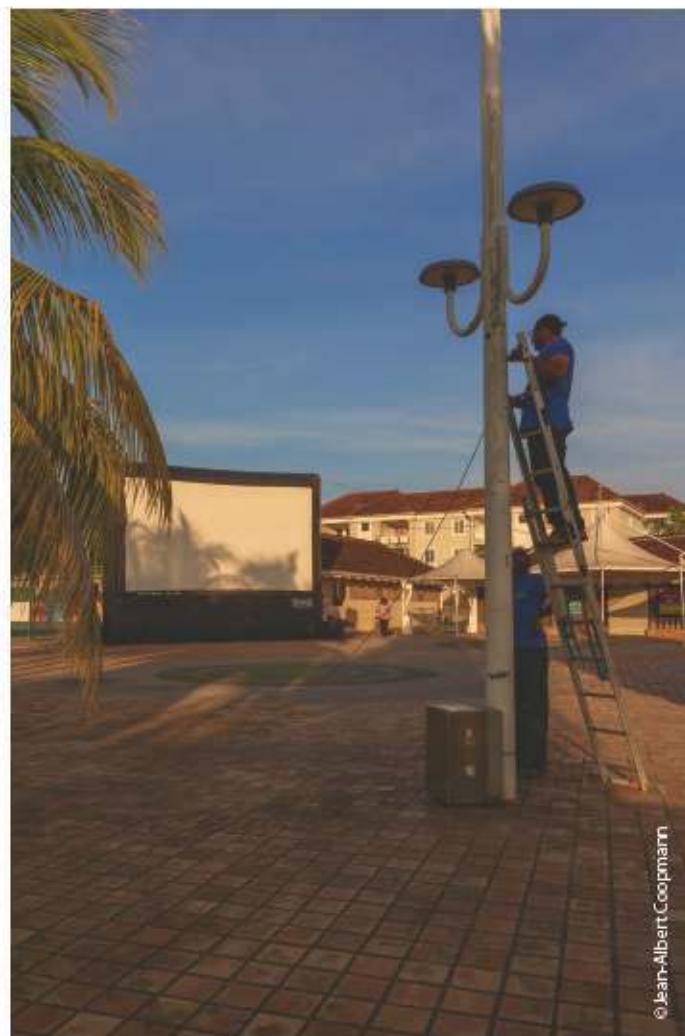
La culture sociale et solidaire



MARTINIQUE CINÉ WOULÉ

Depuis plus de 20 ans, Ciné Woulé, porté par l'association Cadice (Centre d'actions et de développement d'initiatives culturelles et éducatives), parcourt la Martinique pour rendre le cinéma et l'éducation audiovisuelle accessibles à tous. Habilée par le Centre national du cinéma et équipée en matériel numérique mobile, Ciné Woulé défend une culture inclusive en projetant des films en plein air dans les quartiers éloignés des multiplexes, de Fort-de-France à Trinité. Mélant réflexion et rythme soutenu, les longs-métrages sont choisis pour un public familial. Au-delà des projections gratuites pour le grand public ou des séances scolaires à tarif solidaire, Ciné Woulé mène des actions éducatives via les dispositifs d'État « École et cinéma » ou « Lycéens et apprentis au cinéma », avec des ateliers autour de l'image et des métiers de l'audiovisuel. Le programme « Passeurs d'images », qui permet chaque été à des adolescents d'écrire, tourner et monter leurs propres courts-métrages, a d'ailleurs révélé de jeunes talents comme la scénariste Sarah Malléon ou la comédienne Steffy Glissant.

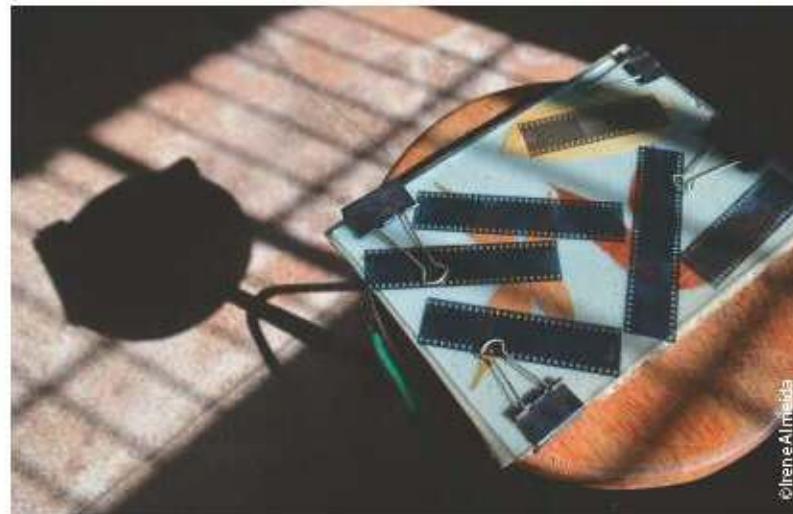
cinewoule.fr



©Jean-Albert Coopmann

Novembre, c'est le mois de l'économie sociale et solidaire ! L'occasion de mettre en lumière, dans cet itinéraire, les associations qui œuvrent à l'animation de nos territoires et au vivre-ensemble. Extrait de notre hors-série Outre-Mer paru à l'occasion du Forum mondial de l'économie sociale et solidaire de Bordeaux.

Textes Adeline Louault et Caroline Bablin



GUYANE PANEIRO LUMINOSO

Né d'une collaboration entre la Maison de la photographie Guyane-Amazonie (MAZ) et le collectif brésilien Fotoativa, Paneiro Luminoso déploie une série d'ateliers auprès des adolescents et de jeunes adultes vivant dans des zones enclavées ou marginalisées, souvent confrontés à une perte de repères culturels dans un contexte de mutations sociales et environnementales. Démarré au Brésil en 2025, le programme s'étendra en 2026 en Guyane. Inspiré par le photographe et pédagogue brésilien Miguel Chikaoka, cofondateur de Fotoativa, Paneiro Luminoso repose sur la « pédagogie de la lumière », une démarche éducative innovante. Le projet invite ainsi à observer la lumière et la façon dont elle interagit avec l'environnement pour se reconnecter à son identité et à son territoire. Les ateliers favorisent l'expérimentation sensorielle et visuelle, tout en intégrant des disciplines comme l'histoire, les maths ou la biologie.

fotoativa.org.br
maz-photographie.com



GUADELOUPE LAKOU BOSCO

Installée aux Abymes, l'association Lakou Bosco est un espace de vie où chacun trouve sa place et se sent accueilli. L'association obtient la reconnaissance des institutions : en 2023, c'est l'agrément « tiers lieu » délivré par le Département ; en 2024, Lakou Bosco est reconnue centre social par la CAF et reçoit l'agrément « éducation académique » du rectorat ; et en 2025, c'est l'agrément « jeunesse et éducation populaire » qui lui est délivré par la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports. Dans quelques temps, l'association devrait déménager dans de nouveaux locaux : le Village Lakou Bosco, composé d'espaces chaleureux et de rencontre autour d'un manguier centenaire !



©Cédric Lisham Caivado



OUTRE-MER
Vol. 3 - Économie Sociale et Solidaire
à lire sur Calaméo

LIFESTYLE

02

Felwine Sarr : invitation au voyage

Cette année, la Ville de Basse-Terre a lancé les « Grands Oratoires » : une série de conférences performances dédiée au patrimoine, à la mémoire et à l'avenir. Le 28 novembre, l'universitaire et écrivain sénégalais Felwine Sarr animera la conférence musicale « littératures africaines, écriture de soi et conscience du monde » à l'auditorium Jérôme Cléry. Rencontre.

Votre œuvre explore à la fois des genres différents, des mémoires et des patrimoines divers, avec au centre le continent africain. Comment votre littérature et la littérature africaine créent-elles du dialogue avec le monde d'aujourd'hui ?

Felwine Sarr : Je pense que la littérature africaine a d'abord été un espace d'expression de soi, une manière d'inscrire les expériences existentielles des hommes et des femmes africains dans l'imaginaire du monde. Elle est donc née dans le combat, dans l'émancipation. Mais avec le temps, elle a pris un tournant plus existentiel, plus intime. Elle mêle à la fois le politique et l'intime, et se déplace sur plusieurs territoires. Je crois que mon travail s'inscrit dans cette veine, et que toute littérature, au fond, est un geste de dialogue : elle s'adresse à la sensibilité d'autrui. Toute œuvre littéraire fait un chemin vers l'âme de l'autre, en lui racontant des histoires, en faisant résonner

ces récits individuels et personnels dans des espaces plus vastes, en les offrant comme un miroir réflexif. Qu'il s'agisse de la littérature classique du continent ou de ses formes contemporaines, elle a toujours été un pont jeté vers autrui, un véritable espace de dialogue.

Vous évoquerez « l'écriture de soi » lors de votre Grand Oratoire. Quelle en sera l'idée centrale ?

L'idée de « l'écriture de soi », c'est avant tout un voyage à travers l'histoire de la littérature africaine contemporaine, pour montrer en quoi elle a été un geste de réappropriation et de réaffirmation identitaire. C'est une reconstruction, une élaboration de l'humanité à travers le langage, le texte et le récit. Je retracerai cette histoire depuis le moment des indépendances jusqu'à aujourd'hui, pour tenter de dire ce que cette écriture de soi exprime – ce qu'elle dit à elle-même et ce qu'elle dit au monde. J'aimerais aussi faire écho, au cours de ce voyage, à certaines littératures des



© Francesca Mantovani

03

INSTANT DÉCO avec GRANBLEU

L'ART DE LA COULEUR

La clef pour une peinture durable, résistante et esthétique réside dans sa composition. Comme le disait Richard Ball, cofondateur de la marque Farrow & Ball : « Même dans nos peintures riches en couleurs, la couleur représente moins de 8 % du contenu du pot. Les 92 % restants sont ce qui crée la qualité, la profondeur et la réponse extraordinaire à la lumière qui transforme votre intérieur ». Dans l'univers des peintures haut de gamme, pigments naturels et matières premières organiques confèrent à chaque teinte son caractère unique (couleur, opacité, finition), adapté à une utilisation en intérieur et en extérieur, pour les sols et même les meubles. Une peinture est composée de trois couches : le primaire (1^{re} couche) et deux couches de finition. Choisir des peintures haut de gamme, c'est aussi pouvoir teinter le primaire, alors qu'il est toujours blanc chez les marques généralistes. Concrètement, cela permet de conserver l'intensité de la couleur dans le temps. En effet, quand les pigments des couches de finition sont attaqués par les UV, la peinture a tendance à blanchir car elle révèle le primaire. Sur une peinture haut de gamme, puisque le primaire est coloré, la peinture conserve sa couleur ; l'idéal pour les façades ! Chez Little Greene et Farrow & Ball, deux marques britanniques leader sur le marché de la peinture de luxe, chaque couleur a une histoire et porte un nom, parfois déposé. Ainsi, la teinte sable doré *Madeleine*, de Little Greene, est, par exemple, une référence au gâteau cher à Marcel Proust.



© gettyimages

Peintures d'exception

La peinture n'est plus simplement qu'une question de couleur, c'est un choix d'ambiance, de texture et d'émotion. Trois marques haut de gamme ont révolutionné l'univers de la décoration en proposant des teintes uniques, des finitions luxueuses et une approche écoresponsable. Tour d'horizon.



© Jean-Albert Coopmann

DES PEINTURES RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT

L'engagement des marques de peinture de luxe pour minimiser leur impact écologique s'étend du sourcing de leurs matières premières jusqu'à la recyclabilité de leurs contenants. L'ensemble des gammes est classé à teneur minimum ou faible en COV (composants organiques volatiles), souvent responsables de la forte odeur dégagée par certaines peintures. En 2020, la marque française Ressource crée même la peinture proche de 0 % de COV. Chez Farrow & Ball, plus de 95 % de la gamme est composée de liants végans, seules deux finitions ne le sont pas. Quant à Little Greene, l'entreprise comptait, en 2004, parmi les premiers fabricants de peintures au Royaume-Uni à obtenir la certification européenne BS EN ISO 14001 pour la protection de l'environnement. La marque va plus loin en développant une gamme de peinture « intelligente » certifiée conforme à la norme BS EN 71-3 : 1995 (également connue sous le nom de « Règlement sur les peintures pour jouets »). Cela signifie qu'elle ne contient absolument aucun ingrédient dangereux et trouve idéalement sa place dans une chambre d'enfant ; à utiliser sur un meuble, un mur ou un jouet !



Pour découvrir les programmes culturels de la ville de Basse-Terre
0690 053 722
culture@villedebasseterre.fr
@ville_de_basseterre
www.ville-basseterre.fr

45 MINUTES (ou presque) pour mieux comprendre

VOUS AVEZ DIT LA « TAXE ZUCMAN » ?

Après « budget », la « taxe Zucman » sont certainement les mots qu'on a le plus entendus ces dernières semaines. Adoptée par l'Assemblée nationale en février, rejetée par le Sénat en juin, puis retoquée par la commission des finances dès le premier jour d'examen du budget 2026 en octobre, le dispositif conçu par l'économiste Gabriel Zucman divise. Mais de quoi parlons-nous exactement ? C'est la playlist du mois.

Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Gorkem/Adobe Stock



00:00

48:45

franceinfo
« Les milliardaires français paient peu, voire pas du tout, d'impôt sur le revenu », démontre l'économiste Gabriel Zucman, invité du « 20 heures » de France 2 - franceinfo

Dans cet extrait du journal de 20 h de France 2 du 10 septembre 2025, Gabriel Zucman, interrogé par Léa Salamé, explique les grands principes de la taxe qui porte son nom.



6:01

ARTÉ EUROPE L'HEBDO
Une super-taxe pour les super-riches - ARTE Europe l'Hebdo
Royaume-Uni, Norvège, Suisse, la taxation des super-riches n'est pas qu'une question franco-française. Les pancartes « Tax the Rich » fleurissent aussi en dehors de nos frontières.



13:12

Le Monde
La taxe Zucman rejetée par les possédants, bien au-delà des 1 800 ultrariches qui devraient la payer
Le Monde
Face aux principes de l'économiste, les arguments des chefs d'entreprise.



6:00

Le 1
J'entends la demande de justice sociale, mais...
Le 1 Hebdo - n°564 du 8 octobre 2025
Geoffroy Roux de Bézieux, homme d'affaires et ancien président du MEDEF parle de la place des entreprises dans la société.



5:00

LE HUFFPOS
Contre la taxe Zucman, voici les principaux arguments d'économistes
HuffPost - Fuite des entreprises, rendement surestimé, mesure anticonstitutionnelle... décryptage des arguments anti-taxe Zucman.



5:00

C
Taxe Zucman : combien ça rapporterait ? L'économiste s'explique
C à vous (franceTV)
Gabriel Zucman répond aux arguments contre la taxe.



13:32



Retrouvez
la playlist
complète

05

EWAG BUZZ



JEAN-MICHEL ROTIN

Nous avons demandé à Jean-Michel Rotin l'endroit où il aime aller pour se recentrer. Alors rendez-vous à Goyave, en Guadeloupe, dans un coin chargé de souvenirs pour lui.

119,9 k vues

5,9 k Interactions



POST-PARTUM & ENTRE-PRENNEURIAT

Dans une série en deux parties, @petitboutdesoleil nous partage son quotidien de maman et cheffe d'entreprise en plein post-partum. Un témoignage nécessaire, soutenu par l'ARS Martinique.

336 k vues

16,2 k Interactions



LIEU CHARGÉ D'HISTOIRE

Classée « Architecture contemporaine remarquable », nous sommes allés découvrir la chapelle Sainte-Thérèse du Bas du Bourg, à Basse-Terre. Une bâtie des années 60 qui fascine par sa toiture en coque de béton et son jeu de lumière.

78 k vues

1,7 k Interactions



@EWAG.FR

[ÉVÉNEMENT]

**EWAG était partenaire
de la soirée d'inauguration du
Restaurant Mme Kame
Mercredi 5 novembre 2025**



Maxime et Camille Vivies entourés de leur équipe



Orlane et Célan



DJ Mister JO



L'artiste musicien François Ladrezeau



Des invités comblés

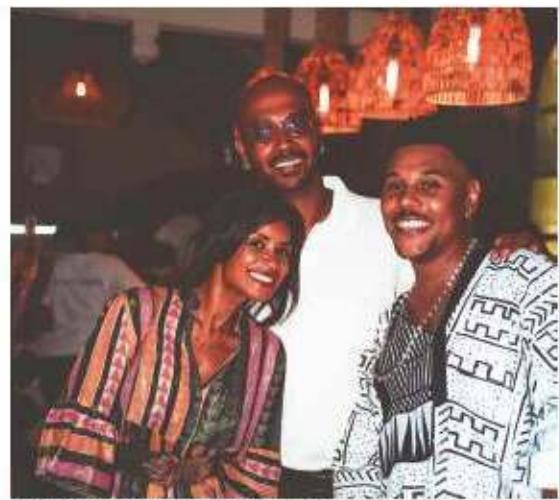


Malia Mkolajk interprète Madame Kame

© Fadi - Stéphane Jumet



Admiral T et Jessica Campbell



Dee Lay un ami et Axel Nestoret le chef cuisinier de Madame Kame



Des invitées aussi comblées



Maxime Vivies, fondateur et CEO de Maxo Location



Le sportif Yannick Borel



Loïc Vincent, directeur pôle auto du groupe Loret



Aurelie Bancet (Ewag) entourée du chef voyageur David Drumeaux et Coralie Plantis (Zeste de com)



Celia Bizard (Ewag) et quelques amies

orthographe

L'ortograf du futur

Pourquoi l'orthographe française est-elle si difficile ? Pourquoi parle-t-on de « faute » d'orthographe et non « d'erreur » alors qu'on parle « d'erreur de calcul » ?

La complexité du français réside dans le fait que sa transcription écrite n'est pas le reflet de sa prononciation. Au départ, le français est seulement parlé, c'est le latin qui est utilisé pour les actes administratifs. Avec l'ordonnance de Villers-Cotterêts, François 1^e imposera le français comme langue du droit et de l'administration en 1539. Mais pour faire du français une langue vraiment « savante » on a voulu rendre visibles ses origines grecque et latine avec l'insertion de lettres muettes dans les mots, rappelant les origines étymologiques. Ce qui est le cas pour « ortho-graphe » qui signifie l'écriture correcte. En grec *orthos* voulant dire « droit, correct juste » et *graphein*, « écrire ». Avec l'imprimerie, grande invention de la Renaissance, le français est diffusé rapidement.

La langue cependant n'est pas encore considérée comme fixée, d'où, en 1635, la volonté manifestée par le cardinal de Richelieu de donner un caractère officiel à une assemblée de lettrés, l'Académie Française, pour lui confier une mission d'intérêt national : « Fixer la langue française, lui donner des règles, la rendre pure et compréhensible par tous » en travaillant sur un dictionnaire, une grammaire, une rhétorique et une poétique.

Pourtant on n'a toujours aucune mention de faute d'orthographe ni de correction orthographique. On trouve les premières mentions de fautes d'orthographe à la fin du XVII^e siècle, et cette expression devient massive au milieu du XIX^e siècle. C'est donc à partir du moment où l'orthographe est entrée dans les programmes de l'école et que l'on a institué la dictée. La dictée est devenue une spécificité française comme élément de ciment national et culturel et une épreuve à part entière dans toutes sortes d'exams et de concours. Les erreurs deviennent des « fautes » qui vous stigmatisent comme « moins cultivé », « moins compétent ». Existent donc, à la fois, des règles assez absurdes et l'obligation de s'y soumettre, « notre orthographe est en vérité une des fabrications les plus cocasses du monde », comme le signale Paul Valéry. Tout en étant une source de fierté nationale et de jeu quand on voit le succès actuel des championnats de dictées publiques.

Ce paradoxe rend difficiles les tentatives de simplification, qui furent pourtant nombreuses : d'abord en 1740, puis en 1835, 1878 et 1935. Ainsi la dernière en date de 1990 supprime l'accent circonflexe sur le « u » et le « i », elle permet le « f » de « néufar » ainsi que « ognon » à la place de « oignon ».

Parallèlement une autre forme d'écrit a vu le jour avec les SMS (Short Message Service) ou texto, en 1992, qui est une écriture très simplificatrice et innovante, hautement créative, adoptée par la jeune génération avec des raccourcis surprenants : c = c'est, dem1 = demain, a + = à plus tard, tinkièt = ne t'inquiète pas, etc.

Cette écriture suscite l'effroi chez les plus conservateurs, et semble vouloir détruire des siècles de « bon usage » du français, mais on ne peut s'empêcher de penser qu'elle s'affirmera peu à peu et qu'elle influencera d'une façon ou d'une autre l'ortograf du futur...

The advertisement features a woman with curly hair wearing sunglasses with a sun logo on them, smiling and shielding her eyes from the sun. Below her are three cars: a white van, a silver SUV, and a green hatchback labeled 'SWIFT'. The background is a bright, sunny scene. The PRORENT logo is at the top, followed by the text 'LOCATION DE VOITURES'. A large yellow banner on the left says 'Ne cherchez plus !' and on the right it says 'Berline, SUV, utilitaire... votre futur véhicule est ici !'. The website 'www.pro-rent.com' is at the bottom left, and contact information including phone number '0590 26 73 44' and email 'reservationpro-rent@orange.fr' is at the bottom right. Social media icons for Instagram and Facebook are also present.

LARGE CHOIX DE VÉHICULES
TARIFS ATTRACTIFS
NAVETTE AÉROPORT & PORT

Z.I. JARRY
228 RUE ALFRED LUMIERE

0590 26 73 44
reservationpro-rent@orange.fr

www.pro-rent.com

Ne cherchez plus !

Berline, SUV, utilitaire...
votre futur véhicule est ici !

PRORENT
LOCATION DE VOITURES

reservationpro-rent@orange.fr

0590 26 73 44

Prorent Guadeloupe

Regrouper



c'est économiser

Pack Open Fibre + Mobile

à partir de

44,89€*
/mois

pendant 12 mois puis 64,89€/mois

L'offre tout en un, Fixe, Fibre, TV et Mobile pour toute la famille connectée en Très Haut Débit et en Wifi 7.

Offre avec engagement de 12 mois soumise à conditions valable aux Antilles-Guyane françaises à partir du 20/11/2025, réservée aux particuliers. Pour tout nouveau client à un pack Open Fibre 2h2Go faisant l'acquisition d'une offre internet et/ou mobile, ou d'une migration internet avec changement de technologie (ADSL vers Fibre).

(* Pack Open 2h2Go à 44,89€/mois comprenant un forfait Mobile 2h2Go 4G sans terminal à 9,99€/mois et une offre Livebox Essential Fibre à 54,90€/mois (location Livebox incluse 2,50€/mois) avec une remise Pack Open de 5€/mois et une remise supplémentaire de 20€/mois pendant 12 mois, puis 64,89€/mois. Remise appliquée dès la première facture. Sous réserve d'éligibilité et de couverture. Souscription au 555 ou en boutique Orange. Plus d'infos sur orangecaribe.com. 11/25 Orange SA au capital de 10 640 226 396 € - siège social 111, Quai du Président Roosevelt - 92130 Issy-Les-Moulineaux R.C.S Nanterre 380 129 886.

orange™
est là